

JACQUES ROUSSEL



LES ENFANTS DU PROPHETE



HISTOIRE DU
MOUVEMENT
TROTSKISTE
EN FRANCE

SPARTACUS

Introduction

Mal 68 a révélé à nombre de travailleurs, et même à bien des militants de gauche, l'existence et l'activité de ceux que la grande presse appelle depuis les « gauchistes ». Sous ce vocable, elle désigne tous ceux qui, anarchistes, situationnistes, maoïstes, trotskistes, militants du P.S.U., ont joué un rôle actif dans les manifestations et les barricades, et qui se situent sur la gauche du Parti Communiste.

Le terme même est équivoque, sortant de la plume des journalistes bourgeois et staliniens. En langage marxiste, le gauchisme désigne un courant politique qui, par souci de conserver sa pureté révolutionnaire, se refuse aux compromis, manœuvres, alliances etc... qu'implique la tactique révolutionnaire (voir Lénine : « Le gauchisme, maladie infantile du communisme »). Le même Lénine fustigeait avec bien plus de vigueur le courant opposé, l'opportunisme, qui, s'enfonçant dans les combinaisons et les tripotages au nom du « réalisme », abandonne l'objectif révolutionnaire. C'est donc en partant d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires que Lénine s'en prend aux deux déviations inverses que sont le gauchisme d'une part, l'opportunisme d'autre part.

Lorsque le P.C.F. invective les groupes gauchistes « provocateurs » et « manipulés par le pouvoir gaulliste », il le fait avec de tout autres perspectives que celles de Lénine. En fait, il incarne depuis belle lurette l'opportunisme le plus éculé, un opportunisme qui va jusqu'à la trahison. Et pour l'opportunisme stalinien, est « gauchiste », tout ce qui se trouve sur sa gauche. A vrai dire, il n'est pas difficile d'être « gauchiste » par rapport au P.C. Il n'est même pas besoin d'être marxiste. Lorsque le jeune Fidel Castro s'élançait à l'assaut du régime pourri de Battista, sous les couleurs non pas du socialisme mais de la démocratie bourgeoise (Castro n'a prétendu devenir marxiste que bien plus tard), le P.C. Cubain l'accabla d'épithètes : « gauchiste », « aventurier », « provocateur » etc...

Cela est si vrai qu'être traité de gauchiste par les staliniens devient aujourd'hui plutôt un compliment. Avec humour, mais non sans raison, Cohn-Bendit a pu donner à un récent ouvrage ce titre significatif : « Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme ».

Mai 68 a donc révélé les gauchistes. Jusqu'alors, ceux-ci existaient pourtant, éparpillés en une pléiade de groupes, sous-groupes, fractions, unions, ligues, sectes de toutes sortes : anarcho-syndicalistes, syndicalistes-révolutionnaires, libertaires, trotskistes, bordiguistes, luxembourgistes, maoïstes etc... Ils existaient, mais ils tournaient en rond. Ils se battaient mais ils brassaient des ombres : l'ombre d'octobre 17, l'ombre du prolétariat, celle de la révolution mondiale. Ils n'étaient pas en prise sur la réalité ou plutôt leur activité ne connaissait qu'une réalité : l'hostilité violente et moucharde des staliniens.

Et voici que pour la première fois depuis près de 30 ans, l'extrême-gauche révolutionnaire, apparaît comme une force politique avec laquelle il faut compter. Pour la première fois, les militants qui la composent vivent enfin un moment réel ; ils animent ou ils se raccrochent à un mouvement de masse réel qui déborde le P.C. sur sa gauche (1).

Mais la grande masse des travailleurs, en découvrant les gauchistes, s'y perd. Comment s'y reconnaître dans cette myriade de groupuscules, qui, se réclament tous de la révolution socialiste, se battent contre les flics, mais sont incapables de s'entendre ? Querelles de famille, conflits de sectes, chicanes d'intellectuels ?

Le sectarisme est, il est vrai, fort répandu à l'extrême gauche, les palabres sont monnaie courante. Pourtant ces défauts, et surtout ces divisions ont des racines bien plus profondes : les divergences entre anarchistes et marxistes, entre trotskistes et mao-staliniens relèvent de l'histoire du mouvement ouvrier, et d'une histoire jonchée de cadavres.

Les querelles qui opposent les trotskistes entre eux peuvent apparaître moins graves : elles ne sont pas fondées sur des assassinats rétrogrades. Elles tiennent pourtant de l'histoire. La petite histoire des

(1) L'histoire du mouvement ouvrier français de ces dernières décennies a, certes, connu des débordements des « sommets » par la base (déclenchement de grèves ou fin de grève « agitée » ex. : 36, Renault 47, grève des mineurs 63 etc...), mais :

1. Les staliniens ont toujours réussi à récupérer le mouvement, comme ils l'ont encore réussi en mai 68, en ce qui concerne le mouvement ouvrier. Par contre, là, ils n'ont pu contrôler le mouvement étudiant, aux yeux duquel, ils semblent définitivement condamnés.
2. Au cours de ces mouvements, les trotskistes, de même que les autres militants révolutionnaires (anarcho-syndicalistes, anarchistes, etc...) n'ont pratiquement jamais joué un rôle actif quelconque, à plus forte raison un rôle dirigeant. Une exception toutefois : la grève Renault de 47, où une poignée de militants de l'U.C.I. dirigea jusqu'au bout le secteur le plus combattif de l'usine.

trotskismes c'est d'abord, un grand drame historique vécu par quelques poignées de militants révolutionnaires luttant à contre-courant dans la plus effroyable période que le mouvement ouvrier international ait connue. C'est la lutte semée d'embûches qu'ils ont menée à l'heure où, comme le dit si bien le titre d'un roman de Victor Serge « S'il est minuit dans le siècle ». C'est l'heure où règne la barbarie. La barbarie fasciste à l'ouest, la barbarie stalinienne dans la vieille Russie d'où l'espoir avait pourtant jailli en 17, l'abominable boucherie de la II^e guerre mondiale, la barbarie des guerres impérialistes menées contre les peuples des pays pauvres. C'est enfin, et ce n'est pas le moins grave, l'époque où toutes les traditions révolutionnaires sont rompues sous l'effort conjugué des social-réformistes et des stalinien, où la pensée révolutionnaire est momifiée, découpée en petits versets, fétichisée pour être mieux trahie, oubliée, enterrée.

Telles sont les conditions historiques dans lesquelles les trotskistes ont tenté désespérément d'assurer la « continuité » révolutionnaire. Il est facile d'ironiser sur leurs défauts, leurs faiblesses, leurs égarements. Ce sont aussi les produits d'une époque (2).

(2) En disant cela, nous ne cherchons, ni à justifier ces travers, ni à masquer les responsabilités personnelles. Les militants révolutionnaires n'ont que faire de jugements « moraux » de ce type. Nous cherchons seulement à comprendre et expliquer. Nous remarquons par exemple, que les autres militants révolutionnaires : anarchistes, luxembourgiistes, bordiguistes, ex-trotskistes passés au P.S.U. ou ailleurs n'ont pas mieux réussi. Le courant contre-révolutionnaire était trop fort. Ce sont les hommes qui font l'histoire, et les révolutionnaires sont des hommes, mais ils la font dans des conditions qui leur sont imposées. Ces conditions étaient plus que défavorables. C'est tout ce que nous voulons dire.

I

**Les trotskistes
de 1930 à 1948**

I. - Les origines :

l'opposition de gauche en U.R.S.S.

Le trotskisme, comme mouvement oppositionnel communiste, est né dans le Parti bolchevik russe, au cours des années 1923 et suivantes. Avant Trotsky, d'autres militants avaient déjà annoncé la dégradation progressive de l'Etat ouvrier et des rapports de ce dernier avec le prolétariat (groupes « *l'opposition ouvrière* » des années 20, groupe « *du centralisme démocratique* ») (1). Certains d'entre eux se retrouvèrent avec Trotski dans l'opposition de gauche.

Le combat mené par Trotsky et ses compagnons eut très vite des prolongements internationaux. Mais rares furent, à l'extérieur de la Russie, les militants communistes qui connurent les thèses de l'opposition russe. La plupart n'eut droit qu'à la version « officielle » présentée par le groupe au pouvoir. Le trotskisme fut présenté comme une sorte de délire ultra-révolutionnaire utopique, dangereux, diviseur du mouvement communiste.

La lutte de l'opposition de gauche au cours des années 23-28, portait sur plusieurs plans. Nous n'entrerons pas ici dans une analyse détaillée (2). Rappelons brièvement les principaux thèmes :

1. Sur le plan intérieur : lutte contre la bureaucratisation croissante du parti et de l'Etat, lutte contre le danger koulak de plus en plus pressant et contre les « Nepman ».

L'opposition préconisait un cours nouveau, des mesures anti-bureaucratiques, une politique paysanne s'appuyant sur la paysannerie pauvre et dirigée contre les koulaks, une collectivisation progressive des

(1) Nous ne mentionnons ici que les groupes ou fractions à l'intérieur du parti bolchevik. Il va de soi que les anarchistes, par exemple, avaient, depuis longtemps déjà, dénoncé ce qu'ils appelaient la dictature bureaucratique des commissaires bolcheviks.

(2) Nous renvoyons le lecteur aux textes publiés alors par l'Opposition : « Cours nouveau » et Plate-forme de l'Opposition de gauche » (réédités par la IV^e Internationale). Voir aussi la biographie de Trotsky par I. Deutscher.

campagnes fondée sur un développement industriel plus important, une planification économique (3).

2. Sur le plan international : lutte contre le cours stalino-boukharinien (Comité Anglo-russe, alliance avec Tchang-Kaï-Chek dans la révolution chinoise) (2).
3. Sur le plan théorique, et ici le plan théorique guidait toute la politique internationale, lutte contre la théorie du « socialisme dans un seul pays », et défense du programme bolchevik que Trotsky reprenait dans sa théorie de la « révolution permanente ».

On sait que Trotsky fut exclu du parti en 1927, puis chassé de Russie. La plupart des membres de l'opposition de gauche durent, soit se soumettre et se « repentir », soit subir l'exclusion du parti. Puis, les uns et les autres gagnèrent prisons et camps de déportation « socialistes », où ils finirent tous assassinés, ou exécutés comme traîtres et agents de l'étranger. *L'opposition russe fut liquidée physiquement*. Puis ce fut le tour des staliniens eux-mêmes qui avaient eu le tort de connaître Octobre 17. *Le parti bolchevik fut également liquidé physiquement* (4).

Pour l'opposition internationale et pour la révolution, ce fut une perte immense. Nulle part ailleurs qu'en Russie il n'avait existé un parti révolutionnaire comparable au parti bolchevik, trempé aux rudes épreuves de la clandestinité, de la révolution, de la guerre civile, du pouvoir. Avec son extermination, ce sont toutes les traditions révolutionnaires communistes qui périrent. La disparition des opposants de gauche russes fut, en particulier, une perte irrémédiable, car en eux, ils avaient porté, jusqu'au bout, le capital révolutionnaire, théorique et *organisationnel*, amassé depuis de longues années.

La continuité communiste était désormais assumée pratiquement par le seul Trotsky.

(3) On sait comment, après la faillite de sa politique, la bureaucratie stalinienne, reprit, en les caricaturant, les grandes lignes du programme de l'Opposition de gauche déjà exclue, et se lança, à partir de 1929 dans la collectivisation forcée, l'industrialisation effrénée. Lorsqu'en 1932, Staline proclama « le socialisme réalisé », plus de 20 millions d'hommes, de femmes et d'enfants avaient payé de leur vie cette politique insensée, des millions d'hommes croupissaient dans des camps de concentration, la terreur policière régnait, et le prolétariat s'échinait dans les fabriques, à grand renfort d'émulation « socialiste » à produire les bases de l'accumulation primitive et les revenus d'une bureaucratie proliférante et parasite.

(4) Lire : « Les crimes de Staline » de Trotsky ; Trotsky le prophète désarmé de Deutscher ; Les trotskistes à Vorkouta (document publié par la IV^e Internationale).

II. - Les trotskistes avant la guerre

NAISSANCE DU TROTSKISME EN FRANCE :

La Ligue Communiste

En France, peut-être encore plus qu'ailleurs, le « bolchevisme » du P.C. était des plus douteux. Le P.C.F. est né de la conversion bien tardive de la majorité du vieux parti Socialiste qui, dans sa quasi-totalité, s'était vauté en 14 dans l' « union sacrée » et le chauvinisme national. Marcel Cachin symbolise assez bien cette filiation qui ne manquait pas d'inquiéter Lénine lui-même (1).

Seule, une poignée de militants ouvriers, groupés autour de Rosmer et Monatte avaient défendu jusqu'au bout avec Souvarine l'internationalisme ouvrier. S'ils furent, sauf Monatte qui adhéra en 1923, bien sûr à l'origine de la création du P.C. en France, ils s'opposèrent très tôt à la ligne stalinienne et furent exclus. Souvarine avait publié à part, en 1924, le « Cours Nouveau » de Trotsky.

Dans les années 25-29, plusieurs groupes oppositionnels se constituèrent autour de publications diverses :

Le « zinovieviste » Treint publie *l'Unité Léniniste* avec Suzanne Girault et Barré. Monatte et Marcel Martinet, de leur côté publiaient *La Révolution prolétarienne*. Maurice Paz s'exprime dans « *Contre le Courant* ». Naville et Marcel Fourier publient « *Luttes des classes* », suite de la revue *Clarté* inspirée de Barbusse. Souvarine rompt avec Trotsky en 1929.

Trotsky avait espéré une unification de ces groupes. Ses tentatives échouèrent.

En septembre 1929, parut *La Vérité*, premier hebdomadaire trotskiste autour duquel se constitue la **LIGUE COMMUNISTE**. Les principaux animateurs des premières années ont pour nom, Naville, Rosmer, Molinier, Frank. Plus tard, viendront des militants plus jeunes : Rous, Craipeau, David Rousset.

En même temps, se crée *l'opposition unitaire* (O.U.) dans la C.G.T.U. (syndicat contrôlé par le P.C.F.). Les oppositionnels animent avec un certain succès plusieurs Fédérations ou unions locales. Cornette, Engler, Collinet sont parmi les plus actifs. Mais en 1930, l'O.U. se divise, les « syndicalistes » entendent garder leurs distances vis-à-vis des militants de la

(1) Voir « Résolution sur la question française » au IV^e Congrès de l'I.C. 1923 ; lire aussi « L'œil de Moscou à Paris » d'Humbert-Droz.

Ligue Communiste, à qui ils reprochent de vouloir noyauter le mouvement syndical.

En 1931, Collinet et Rosmer fondent le groupe de la *Gauche Communiste*.

En avril 1933, se tient un congrès d'unification des groupes trotskistes. Les borgiguistes refusent. Le congrès se termine (en octobre de la même année II) par de nouvelles scissions. La Ligue Communiste se perpétue (Naville, Molinier). *L'Union Communiste* naît, animée par Collinet et Fourier. Treint reste isolé. Souvarine est resté à l'écart du congrès. Il publie *La critique sociale* à laquelle Simone Weil collaborera, etc...

Le seul mouvement reconnu par Trotsky est *La Ligue Communiste*.

Peu d'ouvriers en son sein ! Et ceux qui l'étaient devaient subir en usine la persécution des stalinien. La grande masse des ouvriers ne comprenait pas grand chose à ces « querelles » : le P.C. portait l'auréole de la grande révolution d'Octobre. Et les ouvriers communistes ou sympathisants ne pouvaient pas croire ce que disaient les trotskistes.

D'ailleurs, l'opposition manquait de moyens, de militants pour faire connaître ses positions, et donc pour les « incarner » dans les ateliers ou les bureaux. A quelques dizaines, ils menèrent le combat :

1) La lutte pour le redressement du P.C. et de l'Internationale Communiste. Jusqu'en 1933, ils continuèrent, en dépit des exclusions, à se considérer comme membres de l'I.C.

2) Face à la menace fasciste, ils préconisaient un front unique ouvrier pour lutter physiquement contre les organisations d'extrême-droite. A cette époque, rappelons-le, le P.C.F., en vertu de la ligne stalinienne internationale (ligne de la III^e période) estimait la situation révolutionnaire, et dénonçait la social-démocratie comme « le frère jumeau du fascisme ». En Allemagne, la même politique mena le prolétariat au suicide, et conduisit Hitler au pouvoir. Le P.C. allemand réserva l'essentiel de ses coups au parti socialiste, allant même jusqu'à voter avec les nazis, contre celui-ci. D'ailleurs, disait Thälmann, secrétaire du P.C., l'arbre fasciste ne doit pas nous dissimuler la forêt « social-fasciste », et d'ailleurs une éventuelle montée au pouvoir des nazis ne pourrait être qu'éphémère et ne ferait qu'accélérer la révolution III... Trotsky s'était en vain dressé contre cette politique criminelle.

3) A partir de 1933, date de la venue au pouvoir d'Hitler, les trotskistes durent modifier leurs perspectives. Le mouvement ouvrier allemand étant brisé, la guerre était désormais inévitable. Le constat de faillite de l'Internationale stalinienne était accablant. Croire au redressement des organisations stalinien devenait impossible. Il fallait se résoudre à de nouvelles tâches : la construction de nouveaux partis révolutionnaires et d'une IV^e Internationale.

4) En France, la menace fasciste et la riposte ouvrière (février 34) ouvrent une période fiévreuse qui devait mener en 36 au Front populaire.

Tirant les leçons des événements allemands et autrichiens, les trotskistes analysèrent l'effondrement de la démocratie bourgeoise, la radicalisation politique vers l'extrême droite et l'extrême gauche. Ils préconisèrent un *front unique ouvrier*, la formation de milices ouvrières, avancent le mot d'ordre d'armement du prolétariat, et élaborèrent un programme de transition.

Les trotskistes à la S.F.I.O. Entrée et sortie

5) Mais le temps pressait. La Ligue Communiste était bien trop faible pour faire pénétrer son programme dans les masses ouvrières. C'est alors qu'ils entrèrent à la S.F.I.O. (août 1934). Pourquoi à la S.F.I.O. et non au P.C.F. ? Premièrement, parce qu'il leur était possible de développer ouvertement leurs idées dans le vieux parti Socialiste, alors que les structures du P.C.F. ne le leur permettraient pas. D'ailleurs, les staliniens leur faisaient une chasse féroce. Deuxièmement, parce la S.F.I.O. était alors le plus important parti ouvrier. Le P.C.F. avait vu fondre ses rangs au cours de cette fameuse 3^e période, où sa politique aventureuse l'avait isolé des masses ; il ne comptait guère plus de 30.000 membres à l'époque (6).

6) Au sein de la S.F.I.O., les *bolcheviks léninistes* (c'est le nom que se donnèrent les trotskistes) font campagne pour leurs idées. Ils rencontrent un écho favorable dans l'aile gauche du parti socialiste (la « *Gauche révolutionnaire* » de Marceau Pivert) et prennent la direction des Jeunesses Socialistes de la Seine (Craipeau, Rous).

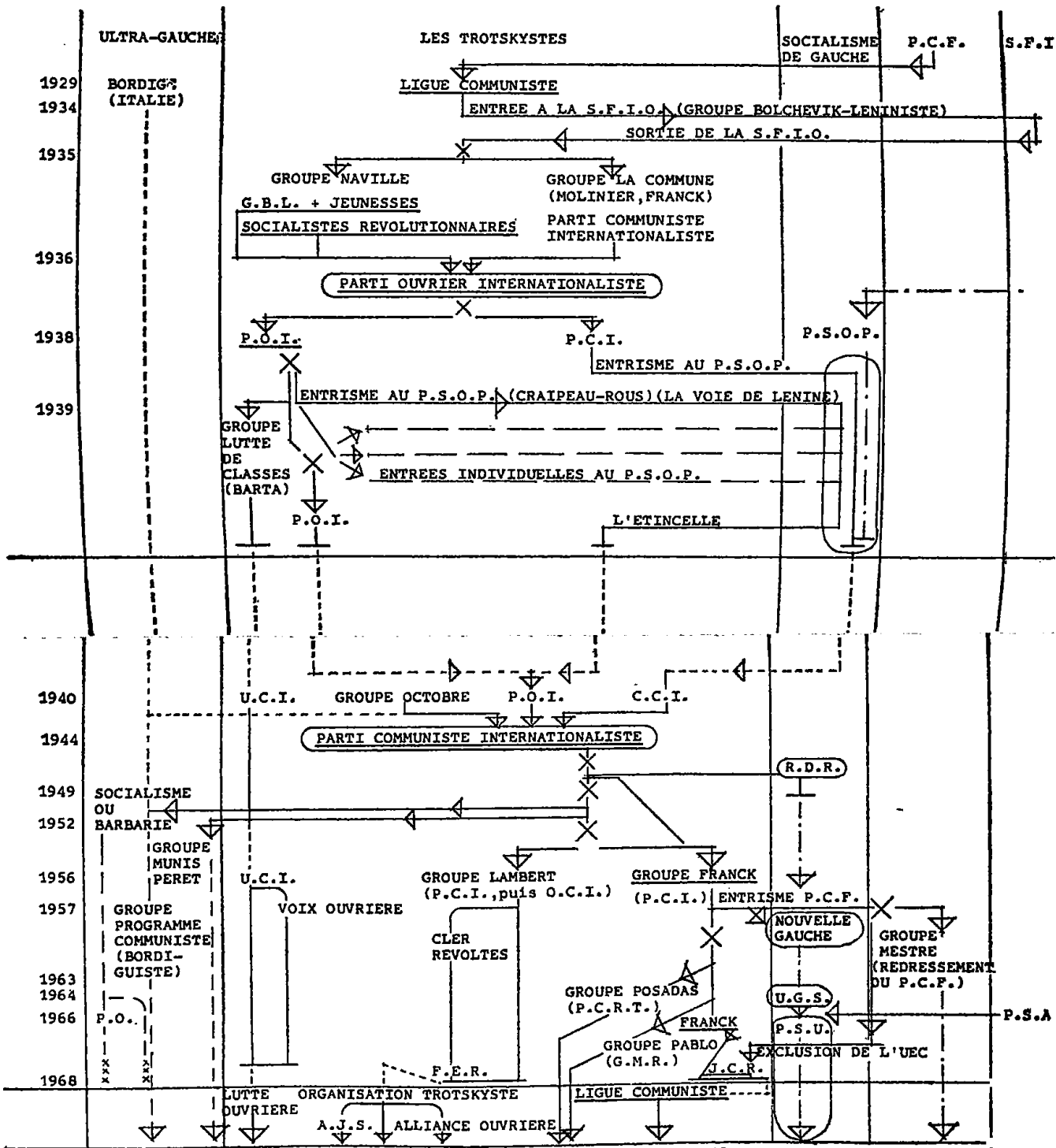
Mais cette activité se heurtait à l'hostilité de l'appareil S.F.I.O. A cette époque, un rapprochement s'opérait entre S.F.I.O. et P.C.F. Ce rapprochement, les trotskistes avaient été longtemps seuls à le réclamer, dans la perspective du *front unique ouvrier*, et de la lutte ouvrière pour le pouvoir. Mais réformistes et staliniens avaient de tout autres préoccupations : le tournant qu'ils venaient de prendre se proposait pour but, au mieux un « front populaire » avec une fraction de la bourgeoisie (parti radical) qui excluait toute visée révolutionnaire, et même une sorte de « front national » que le pacte Laval-Staline sanctionnait. Staline avait tourné la page de la 3^e période : il ouvrait celle de l'alliance avec les « démocraties bourgeoises ». Le P.C.F. tendait la main non seulement à la S.F.I.O., mais aussi au parti radical, il votait les crédits militaires à la chambre des députés. Tous marchaient à l'heure du social-patriotisme (lire Trotsky « *Où va la France* » et « *Lettre aux ouvriers français* » du 10-6-35).

7) Août 1935, la S.F.I.O. exclut les dirigeants des J.S. de la Seine. Puis c'est le rejet des bolcheviks léninistes.

(6) Officiellement bien sûr, le P.C.F. avançait des chiffres très supérieurs. Ce qui est sûr, c'est qu'il faudra attendre le « tournant » de 34 vers une politique « unitaire », et surtout l'année 36, pour que le P.C.F. devienne vraiment un grand parti de masse.

ETAPES DU MOUVEMENT TROTSKISTE EN FRANCE

TABLEAU REALISE PAR L'AUTEUR



- LEGENDE**
- LES COURANTS REPRESENTES EN TRAIT PLEIN SONT LES TROTSKYSTES
 - LES NOMS SOULIGNES, SONT: SOIT LIES A TROTSKY LUI-MEME AVANT 38
 - SOIT LES REPRESENTANTS DE LA IVe INTERNATIONALE OFFICIELLE
 - - - LES COURANTS TROTSKYSTES PASSES SUR D'AUTRES POSITIONS SONT REPRESENTES PAR:
 - - - POUR LES COURANTS "GAUCHISTES"
 - - - POUR LES COURANTS QUI ONT QUITTE SUR LA DROITE
 - - - LORSQU'IL S'AGIT D'UN "ENTRISME" TACTIQUE DANS D'AUTRES PARTIS (S.F.I.O., P.S.O.P., P.C.F.),
 - LES TROTSKYSTES SONT TOUJOURS REPRESENTES EN TRAIT PLEIN AU SEIN DE CES PARTIS
 - X SCISSION
 - ⊕ FUSION
 - ⊥ INTERDICTION DES GROUPES OU MISE HORS LA LOI
 - - - EXISTENCE ILLEGALE (39-44) OU FILIATION
 - ⊕ ORGANISATIONS SOEURS : EX. U.C.I. - VOIX OUVRIERE
 - ⊕ DISPARITION D'UN GROUPE (CAS S.B. OU P.O.)

La crise chez les trotskistes : 1935-36

Le départ de la S.F.I.O. provoque une crise chez les trotskistes. En fait, elle couvait depuis plusieurs mois.

Trois groupes qui, en réalité n'en font que deux :

1) Les Bolcheviks-Léninistes, dirigés par Naville, soutenus par Trotsky. Ils publient « *La Vérité* ».

2) Les Jeunesses socialistes révolutionnaires, dirigées par Craipeau, Rous, Zeller, issues des J.S. de la Seine. Ils publient « *Révolutions* », ils sont liés aux B.L.

3) Le groupe dirigé par Molinier et Pierre Frank, qui publie « *La Commune* ». Il s'oppose aux deux premiers.

Conflit politique ? Trotsky accuse Frank-Molinier de défendre des positions « centristes » qui sont celles de la gauche S.F.I.O. dirigée par Marceau Pivert.

Conflit à propos du journal ? En marge des publications de l'organisation, ce groupe publie son journal sur des bases fractionnelles avec des moyens financiers incontrôlés, que Molinier lui fournit, à partir d'opérations financières extrêmement douteuses. Par ailleurs, ce groupe avait organisé des groupes d'action révolutionnaire (G.A.R.) qui échappaient au contrôle de l'organisation. Toujours est-il que Trotsky lui-même intervient de façon très brutale. Frank, Molinier et quelques autres sont exclus (décembre 1935).

Ces derniers constituent leur groupe, continuent de publier « *La Commune* ». Ils semblent avoir une relative base ouvrière à partir de leur travail précédent dans les G.A.R. Leur organisation prendra le nom de Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.).

Il y aura bien, quelques mois plus tard, une tentative d'unification entre les deux groupes. Ainsi naquit le P.O.I. (parti ouvrier internationaliste), fruit de l'éphémère fusion des G.B.L., de la J.S.R., et du P.C.I. Les journaux « *La Vérité* » et « *La Commune* » disparaissent pour faire place à un nouveau journal « *Lutte ouvrière* ». A peine né, le P.O.I. connaissait la répression du gouvernement du Front Populaire. Il fut accusé d'avoir fomenté le grandiose mouvement d'occupation des usines. Quelques semaines plus tard, Thorez ayant expliqué aux ouvriers « *qu'il fallait savoir terminer une grève* », dénonça, à son tour, les « *agitateurs et provocateurs trotskistes* », qui poussent les ouvriers à poursuivre la grève avec l'espoir de la faire dégénérer en une aventure préjudiciable à la classe ouvrière » !

Malheureusement pour eux et pour la classe ouvrière, les trotskistes n'avaient pas une telle influence. Certes, les analyses qu'ils faisaient de la situation, les mots d'ordre qu'ils mettaient en avant, étaient lucides et

justes (1). Mais la faiblesse de leurs effectifs, l'absence d'implantation ouvrière, les illusions que les ouvriers nourrissaient sur Blum ou Thorez, faisaient d'eux, pour reprendre l'expression de Deutscher des « prophètes désarmés ». Tous leurs efforts furent impuissants : l'avortement de la révolution était inévitable.

Mais les poursuites gouvernementales, les calomnies et persécutions stalinienne, n'avaient pas ressoudé les rangs des trotskistes. Le P.O.I. voyait se perpétuer en son sein, la querelle qui avait, six mois plus tôt, abouti à la rupture. Le « cas Molinier » soulevait toujours méfiance et polémiques. La vie intérieure du P.O.I. est envahie par les disputes mesquines, les cabales fractionnelles, les procédures bureaucratiques. Molinier, considéré par la majorité des dirigeants du P.O.I. et par Trotski lui-même, comme un escroc dangereux, est exclu. Frank le sera à son tour. L'ex-P.C.I. se reconstitue et poursuivra désormais sa route à l'écart du P.O.I. « *La Commune* » paraît. La scission est consommée.

Le reflux

Juin 36 avait été le sommet atteint par le mouvement ouvrier français. La fin de la grève, présentée par les grands partis et syndicats comme une grandiose victoire ouvrière, devait en fait ouvrir une sombre période de défaites successives.

Nous sommes dans la phase précédant la guerre. Tous les pays se préparent fièvreusement à cette éventualité : politique d'armement, valse

(1) Voir « Où va la France ? » de Trotsky. Pour Trotsky, le capitalisme pourrissant, secoué par la grande crise économique, ne peut plus se maintenir au pouvoir en s'appuyant sur les structures de la démocratie bourgeoise. Il n'a d'autre ressource que de faire appel au fascisme. L'alternative n'est donc pas entre fascisme et le cadavre moribond qu'est la démocratie bourgeoise, mais entre victoire du fascisme ou révolution prolétarienne. La montée ouvrière entre 34 et 36, puis l'immense grève de Juin 36 sont le début de la révolution. Le drame réside dans l'absence d'une direction révolutionnaire. La classe ouvrière doit dans la lutte, se forger sa nouvelle direction.

Les trotskistes mettent en avant les mots d'ordre :

« passez des comités de grève aux comités permanents d'usine »

« formez vos milices ouvrières armées »

« il faut relier les comités d'usines entre eux... »

« créez des comités de chômeurs, de soldats, de paysans ».

Après l'apaisement des grèves, les trotskistes montrent que les réformes arrachées par la lutte des travailleurs ne pourront, dans l'état délabré où se trouve l'économie, être supportées par le capitalisme français. Celui-ci reprendra ce qu'il a été obligé de donner. En l'absence d'une nouvelle offensive du prolétariat, menée cette fois jusqu'à son terme, ce sera la défaite ouvrière pour de longues années. Déjà « le capital financier et ses organes politiques préparent la revanche avec un froid calcul » (Devant la seconde étape, juillet 36).

diplomatique entre régimes fascistes, démocraties bourgeoises, U.R.S.S. Hitler ne tardera pas à envahir l'Autriche, puis les Sudètes. En Espagne, la révolution est défaite sous les coups conjugués des républicains bourgeois, des sociaux-démocrates et des staliniens, ces derniers étant sans contester les plus acharnés à sa perte. L'heure était à « l'unité » républicaine. Très logiquement, Franco l'emportait après une horrible répression. L'Espagne s'enfonçait dans la nuit.

En France, dès la fin 36, c'est la contre-offensive de la bourgeoisie. Elle reprend un à un les avantages que les ouvriers lui avaient arrachés par la grève. Le « Front Populaire » va faire eau de toutes parts. Le gouvernement Blum se heurte au « mur d'argent » dressé par les capitalistes, il décrète la « pause » : terminée la fête revendicative ! L'alliance électorale « de gauche » se rompt sur le problème de l'intervention ou non en Espagne : la république « sœur » est abandonnée à son triste sort. Le Front populaire sombre définitivement après Munich. Tout au long de cette période, les travailleurs résistent désespérément à la contre-attaque bourgeoise. Ils essaient de sauvegarder quelque chose des succès de 36. Cette résistance sera marquée par de nombreuses grèves le plus souvent « sauvages », combats désespérés réprimés durement. Au nom des nécessités de la défense nationale, utilisant décrets, recours à la force, propagande anti-ouvrière, la bourgeoisie française parviendra à ses fins : briser la résistance ouvrière.

L'isolement des trotskistes, leurs déchirements, leurs tentatives désespérées pour se lier aux masses, sont à situer dans ce contexte général. Sans doute ont-ils un peu grossi leurs rangs pendant le front populaire. Mais leur barque reste ridiculement fragile dans la tempête qui commence à déferler.

Naissance de la IV^e Internationale

Septembre 1938 : quelque part dans la banlieue parisienne, se tient la conférence de fondation de la IV^e Internationale. Trente délégués y représentent dix pays. La situation des trotskistes dans ces pays n'est pas plus brillante qu'en France. L'opportunité même de créer une IV^e Internationale était fort contestée par des militants. N'était-il pas artificiel de fonder une internationale en pleine période de naufrage du mouvement ouvrier international. Les précédentes internationales s'étaient constituées autour d'un parti dynamique et profondément implanté dans les masses : la première autour du mouvement ouvrier français, la seconde autour de la puissante social-démocratie allemande, la troisième autour du glorieux parti bolchevik. La IV^e ne rassemblait que de minuscules groupes luttant à

contre-courant. Des hommes comme Victor Serge, Isaac Deutscher, estimaient cette tentative insensée et artificielle.

Mais Trotsky et ses fidèles firent de l'adhésion à la IV^e un critère révolutionnaire. La III^e ayant failli, et étant définitivement irrédressable, il fallait créer la IV^e. En 1915, les participants de la conférence de Zimmerwald qui défendit l'honneur du mouvement ouvrier internationaliste, tenaient dans quatre voitures. Deux ans plus tard, c'était la révolution russe. Trotsky misait sur la nouvelle époque révolutionnaire que les bouleversements de la guerre ne manqueraient pas de faire surgir. Alors, les masses ouvrières se rangeraient sous le drapeau de la IV^e Internationale. Telle était sa conviction maintes fois affirmée.

Sur le moment, en tous cas, la création de la IV^e Internationale, regonfla quelque peu le moral des militants. La solidarité de militants des autres pays est un bien précieux, surtout quand on milite dans des conditions très difficiles.

Mais, très vite, de nouvelles querelles internes devaient éclater.

Les trotskistes et le P.S.O.P.

Juin 1938 : Au congrès de Royan, la S.F.I.O. exclut la « *Gauche révolutionnaire* », fraction minoritaire animée par Marceau Pivert.

La G.R. avait, au cours de la période précédente, défendu des positions courageuses, souvent proches de celles des trotskistes. M. Pivert avait écrit, en juin 36 dans « *Le Populaire* », un article qui fit grand bruit. « Tout est possible » affirmait-il « maintenant, à toute vitesse ; nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de l'histoire » et il se tourne vers... Léon Blum (!) pour l'adjurer de prendre la tête du mouvement révolutionnaire. Mieux, traité d' « aventurier trotskiste » par Thorez, il se laissa lier par un fil à la tête (selon l'expression de D. Guérin) au gouvernement de Blum : il fut chargé au secrétariat général de la présidence du Conseil du contrôle politique de la presse, de la radio et du cinéma.

Cette attitude de la G.R. attira les foudres de Trotsky, qui l'accusait d'être « centriste », stigmatisant ainsi ces oscillations entre les positions révolutionnaires affichées et l'opportunisme réformiste pratiqué.

La G.R. devait assumer cette contradiction insurmontable jusqu'en 38 où elle fut exclue. Avec Pivert, se trouvaient Guérin, M. Collinet, Jacquier, Colette Audry, René Lefeuve, Hérard, André Weil-Curiel et tout un noyau animateur des Jeunesses socialistes dont Lucien Weitz, Jean Meier et Pierre Stibbe. Nombre d'entre eux ont été, où sont encore, depuis lors à l'actuel P.S.U.

La G.R. exclue se constitue en parti : le Parti Socialiste Ouvrier et

Paysan (P.S.O.P.). Le nouveau parti avait espéré regrouper 30.000 membres. Il compta en fait environ 6.000 militants. Mais il avait une incontestable base ouvrière.

Trotsky, de son lointain exil, n'avait cessé de suivre de près les événements de France. La rupture de Pivert et ses amis avec Blum, créait une situation nouvelle. Désormais, le P.S.O.P. pouvait, si les trotskistes l'y aidaient, trouver la voie révolutionnaire. Le P.O.I. ne doit pas se replier dans un isolement sectaire. L'entrée à la S.F.I.O. avait été une bonne chose, même si les résultats n'avaient pas été ceux que l'on avait espérés. Aujourd'hui, la construction du parti révolutionnaire passait par le travail dans le P.S.O.P. Trotsky préconisait la fusion P.S.O.P.-P.O.I. Des pourparlers de fusion furent engagés, qui rencontrèrent dans les deux partis, une majorité hostile. Au P.S.O.P., nombre de militants considéraient avec méfiance, le « sectarisme » et « l'esprit de noyautage » des trotskistes qu'ils avaient connus lors du passage de ceux-ci à la S.F.I.O. Au P.O.I., les uns semblaient se complaire dans l'isolement où ils se trouvaient, les autres, tel Naville, estimaient que l'approche imminente de la guerre rendait impossible la formation d'une avant-garde révolutionnaire plus large

L'avenir devait donner raison à ces derniers, comme nous le verrons. Mais ce fut le P.S.O.P. qui rompit les pourparlers le premier. Pivert ne voulait pas d'une fusion, mais acceptait l'entrée individuelle des militants trotskistes, dans le P.S.O.P.

Déjà, fin 38, le groupe P.C.I. de « *La Commune* » (Frank-Molinier), avait décidé, de son côté, de se dissoudre. Ses militants avaient adhéré au nouveau parti, à l'exception de Frank et aussi de Molinier, dont personne, décidément, ne voulait.

Au P.O.I. une importante minorité, conduite par Craipeau et Rous, appuyée par Trotsky, décide de rallier le P.S.O.P. en février 39. D. Guérin rendra hommage à l'effort loyal de ce groupe qui amenait avec lui, non seulement une équipe de militants de valeur, mais aussi une certaine implantation ouvrière que Craipeau avait organisée à Mantes. Le groupe publie une revue « *La Voie de Lénine* ».

En juillet 39, après que Canon, militant américain envoyé par Trotsky eut fait une dernière tentative de persuasion auprès de la majorité réfractaire du P.O.I., le Comité exécutif de la IV^e Internationale, « *ne reconnaît plus le P.O.I. comme section* ». Il invite les militants à entrer au plus vite dans le P.S.O.P.

Le P.O.I. se désagrège. Certains se résignent à rejoindre les premiers « entristes ». D'autres se mettent sur la touche. D'autres, tels Naville (bientôt mobilisé) et Filiâtre, Hic, Rousset, Rigal, se refusent à adhérer au P.S.O.P. Quelques-uns, dont Boitel et Lhuillier s'obstinent, pendant quelques semaines à maintenir le P.O.I. Ils font paraître un ou deux numéros de « *Lutte ouvrière* » avant de se disperser.

Mais les événements se précipitent :

23 août 39 : pacte Germano-Soviétique, puis par ricochet, mise hors la loi du P.C.F. par Daladier (qui était, o Ironie du sort, l' « allié » de celui-ci lors du Front Populaire !).

3 septembre, c'est le début de la guerre.

Mais poursuites et persécutions n'étaient pas réservées au seul P.C.F. Les militants révolutionnaires en eurent leur part. Si, contrairement au P.C.F., les autorités bourgeoises ne pouvaient les accuser de « complicité avec l'ennemi », leur position sur la guerre inter-impérialiste et de défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. étaient des motifs suffisants. Des militants furent arrêtés, d'autres mobilisés. Les groupes entrent dans l'illégalité. Les liaisons avec l'Internationale sont rompues.

III. - Les trotskistes et la guerre

Eparpillement des premiers mois

Quelques mois auparavant, Trotsky avait prévu avec lucidité l'effondrement de la section française de la IV^e Internationale. Dans une interview accordée à l'historien américain C.L.R. James, il rappelait l'exemple du mouvement révolutionnaire russe, sorti exangue de l'écrasement de la révolution de 1905. Pourtant, il y avait en Russie, avant 1905, de solides traditions révolutionnaires. Ce n'est pas le cas de l'organisation trotskiste française en 1939. Trotsky la juge frappée de ce « *mal français traditionnel* » l'« *incapacité d'organisation* »... « *Il y a en France des camarades, comme Naville et d'autres, qui sont venus à nous, il y a quinze, seize ans, alors qu'ils étaient encore de tout jeunes gens. Ce sont maintenant des hommes mûrs, et pendant toute leur vie consciente, ils n'ont reçu que des coups, subi que des défaites, de terribles défaites, et ils en ont l'habitude... Ils sont capables de bonnes analyses, mais ils n'ont jamais été capables de pénétrer dans les masses, d'y travailler, ils n'ont jamais pu apprendre à le faire... car, dit-il plus haut, ils ont toujours dû nager contre le courant, et « celui qui nage contre le courant ne peut pas être lié aux masses ».*

« *Si la guerre éclate maintenant, et il semble qu'elle doive éclater, dès le premier mois nous perdrons les 2/3 des militants que nous avons en France aujourd'hui. Ils seront dispersés d'abord : jeunes, ils seront mobilisés, mais subjectivement, ils resteront fidèles au mouvement. Quant à ceux qui ne seront, ni arrêtés, ni mobilisés, et qui resteront fidèles - peut-être trois ou quatre, je ne peux dire combien au juste - ils seront complètement isolés... »*

Les choses se passèrent à peu près comme Trotsky l'avait prévu, à ceci près que l'isolement annoncé tint plus de l'effondrement du mouvement trotskiste français lui-même que du rejet par les masses ouvrières. Celles-ci, contrairement à 1914, n'étaient pas du tout va-t-en guerre. Une propagande anti-militariste et révolutionnaire pouvait rencontrer un certain écho. Mais le mouvement trotskiste n'était plus capable de mener avec vigueur une telle campagne. Isolé, éparpillé il s'efforçait surtout de survivre :

1) Le petit groupe ex-P.C.I., ex « *La Commune* » continue et donnera bientôt naissance au C.C.I. (Comité Communiste internationaliste). Frank et Molinier étaient à l'étranger, le premier interné dans un camp anglais, le second échouant en Amérique du sud. Parmi les animateurs du groupe, R. Foirier, et des jeunes dont Lambert.

2) Le groupe animé par Craipeau, Gibelin, Souzin, entré au P.S.O.P. au début de l'année, rompt en août avec celui-ci. Le P.S.O.P. lui-même éclate, ballotté entre le pacifisme et le défaitisme révolutionnaire. D. Guérin a conté comment le P.S.O.P. n'a pu résister à l'épreuve de la guerre (*Le front populaire, révolution manquée*, édité chez Julliard en 1963 et chez Maspéro en 1970). A partir de septembre 39, le groupe publie « *L'Étincelle* » et « *Le bulletin de la 4^e internationale* ». Il se constitue en « Comités pour la IV^e Internationale » avec une fraction très restreinte de la gauche du P.S.O.P.

3) De ce groupe, est sortie une poignée de militants contestataires dirigée par Barta, jeune militant roumain qui se trouvait en France depuis quelques années. Barta condamnait très sévèrement les mœurs organisationnelles et les pratiques « non-bolcheviques » du mouvement français. Il organisa son petit groupe, qui prendra le nom de « *Lutte de classes* », puis d'U.C.I. (*Union Communiste Internationaliste*), en rupture complète avec les autres groupes. Comme nous le verrons plus loin, c'est le groupe qui est à l'origine de l'organisation ultérieure « *Voix Ouvrière* » et de l'actuelle « *Lutte Ouvrière* ».

4) Il y a enfin un groupe de militants ex-P.O.I., qui n'avaient pas voulu entrer au P.S.O.P., et qui, en juillet 40, rejoindront le groupe de « *l'Étincelle* ». Les plus connus sont Hic, David Rousset, Rigal. Chacun de ces groupes, dont « *l'Étincelle* » est le plus important, s'organise dans la clandestinité, publie une presse illégale. Tel est l'état où se trouve le mouvement trotskiste au cours de la période qui va jusqu'en juillet 40.

L'activité des trotskistes pendant la guerre

La victoire des armées allemandes, les pleins pouvoirs de Pétain, l'occupation du territoire français par les Allemands, ouvrent une nouvelle page de l'histoire du mouvement trotskiste.

En juillet 40, la plupart des militants de l'ex P.O.I., vont se retrouver. Hic, Rousset, Rigal rejoignent le groupe de « *l'Étincelle* ». La querelle de l'entrée au P.S.O.P est dépassée. Il convient de noter que la première génération de dirigeants n'est plus dans la course : Rosmer a quitté depuis très longtemps les rangs du mouvement trotskiste. Molinier et Frank ont rompu depuis 36. Naville, mobilisé, puis prisonnier, ne reparaitra plus

dans le mouvement. Ce sont les jeunes de l'ex P.O.I. qui assurent la continuité : Craipeau, Hic, Rousset dirigeaient autrefois les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires. Ils deviennent les « ancêtres » de l'organisation de 40, qui continuera quelque temps à porter le nom de « Comités pour la IV^e Internationale », avant de reprendre le vieux nom de P.O.I.

Dès août 40, le journal « *La Vérité* » reparait, reprenant le titre du journal publié par la première organisation trotskiste née en 1930, la Ligue Communiste.

Mais cette fidélité au passé trotskiste ainsi affichée, allait-elle s'affirmer dans la façon de mener le combat ? Trotsky n'est plus là pour orienter la lutte. Certes la vie politique d'une organisation ne peut se ramener à un seul homme, si prestigieux soit-il. Mais comment les trotskistes vont-ils mener leur barque, sans « le vieux » ?

L'occupation de la France par les armées allemandes soulève de grandes discussions au sein du groupe. La présence, à Paris d'un noyau de militants trotskistes allemands ayant fui les persécutions des nazis, va jouer un rôle très important. Ce groupe, animé par Widelin et Meichler, se donne pour tâche de mener un travail clandestin dans la Wehrmacht sur une base anti-nazie. Pour ces militants allemands, la lutte pour la défense de la démocratie a priorité sur la lutte pour le socialisme.

Les militants français, après de dures discussions, finissent par adopter une position très proche, quant au fond, de leurs camarades allemands, mais bien sûr, centrée sur un travail auprès des travailleurs français. Avec M. Hic, ils remettent en cause les classiques positions des révolutionnaires devant la guerre impérialiste : défaitisme révolutionnaire, refus de tout mot d'ordre nationaliste, combat N° 1 dirigé contre la bourgeoisie de son propre pays.

Succinctement, on peut présenter ainsi les thèses de Hic : La France occupée se trouve dans une position assez comparable à celle d'un pays colonisé. A l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie française, vient s'ajouter celle, dirigée par l'impérialisme allemand. La présence des troupes allemandes sur le territoire, le pillage des principales richesses du pays par l'armée occupante, commencent à soulever une hostilité qui ira grandissante au sein des masses françaises. Les révolutionnaires ne peuvent pas ne pas en tenir compte, et, au nom des grands principes, se couper des masses. Ils doivent inclure dans leur tactique le mot d'ordre de libération nationale. La lutte contre le fascisme est également prioritaire. De toutes façons, les luttes ouvrières élémentaires (défense du pouvoir d'achat, défense des libertés démocratiques, lutte contre le chômage, etc...) sont forcément dirigées contre le pouvoir en place ; or, celui-ci ne se trouve pas seulement entre les mains de la bourgeoisie française, il est assumé par les autorités allemandes.

Mais s'appuyer sur les aspirations nationalistes des masses, mettre en avant le mot d'ordre de libération nationale, c'est pratiquer un jeu

dangereux pour des révolutionnaires dont le but final proclamé reste la révolution internationale.

La presse du P.O.I. s'en ressent. Certains mots d'ordre fleurent bon le « social-chauvinisme » :

« A bas le pillage des richesses françaises ! »

« Le blé que les paysans de France ont fait lever, le lait des vaches qu'ils ont élevées, les machines sans lesquelles nos ouvriers seront sans travail et sans pain, le matériel de laboratoire qu'a construit le génie de nos savants, toutes ces richesses doivent rester en France... » (1).

« La Vérité » appelle aussi à former des « comités de vigilance nationale » (20 septembre 1940). Il s'agit-là d'un mot d'ordre dont le contenu paraît bien loin d'une optique de classe. Ces comités ne verront jamais le jour, mais de tels propos sont stigmatisés par d'autres groupes trotskistes comme une trahison de la lutte des classes et des traditions internationales (C.C.I. et U.C.I. voir p. 29 et 30).

Par la suite, ce genre de prose chauviniste disparaît de « La Vérité ». Mais les options fondamentales (lutte anti-fasciste, libération nationale, orientation vers les maquis) demeurent. Signalons aussi que, si l'organisation de résistance du P.O.I. maintint toujours son indépendance vis-à-vis des organisations de résistance bourgeoises, des contacts ont quand même eu lieu avec Londres à partir de 1943.

Cependant, et ceci mérite d'être souligné, jamais le P.O.I. (et le P.C.I. qui lui succèdera en 44) ne sombreront dans la xénophobie « anti-boche ». Tandis que le P.C.F., après avoir, de 39 à 41, défendu une politique plutôt pro-allemande (enrobée de formules pacifistes, voire internationalistes) exigée par le pacte en vigueur Staline-Hitler, se vautra dans le chauvinisme le plus éculé à partir du moment où Hitler entre en guerre contre l'U.R.S.S. Le P.O.I. distinguera toujours l'Allemand du nazi, le travailleur en uniforme vert-de-gris de l'officier réactionnaire, le prolétaire allemand du capitaliste.

« La Vérité » et, plus encore des publications trotskistes en langue allemande appellent les soldats allemands à retourner leurs armes contre les officiers et la Gestapo, à fraterniser avec les travailleurs français et les maquis. Prenant position contre le terrorisme aveugle et l'assassinat imbécile de simples travailleurs allemands enrôlés sous l'uniforme de la Wehrmacht, les trotskistes préconisent la fraternisation entre travailleurs.

S'adressant aux ouvriers français, ils disent :

« Un soldat allemand tué ne luttera plus pour Hitler... mais ne pourra pas non plus lutter contre !

(1) Citations extraites d'un texte polémique rédigé par Barta (U.C.I.).

Un soldat allemand gagné au communisme, ce n'est pas un ennemi de moins, c'est un allié de plus ! »

Nous sommes loin du « *A chacun son boche* » comme titrait « *l'Humanité* » le jour de la libération de Paris !

Le P.O.I., grâce à ce noyau de militants trotskistes allemands dont nous avons déjà parlé, organise un travail très sérieux en direction des soldats allemands. Des tracts rédigés en allemand sont distribués régulièrement dans les casernes, des armes allemandes sont livrées à des maquis animés par le P.O.I. La désertion est organisée. Au fur et à mesure qu'ils étaient « grillés » les militants allemands anti-nazis rejoignaient le maquis (tout un réseau est organisé en Bretagne). La répression sera terrible. Le réseau est démantelé en 43, militants allemands et français seront fusillés, ou torturés et déportés. (Voir la brochure éditée par P.C.I. après la guerre « *La lutte des trotskistes sous la terreur nazie* »). M. Hic lui-même fut un de ceux qui trouveront la mort dans les camps de concentration.

En février 44, le P.O.I. s'unifie avec deux autres groupes trotskistes : le C.C.I. et le « groupe Octobre ».

(2) Le C.C.I. était, comme nous l'avons vu l'héritier de l'ex-groupe « *La Commune* » créé avant-guerre par Molinier et P. Frank. Il publie sous l'occupation « *La seule voie* » et « *le Soviet* » clandestins. Il y affirme sa volonté de rester fidèle à la lutte des classes et de donner priorité au travail dans les usines. Il condamne l'orientation du P.O.I. comme une déviation nationaliste et s'oppose à la ligne d'une lutte pour l'indépendance nationale et d'une activité vers les maquis.

Mais l'activité vers les usines, semble avoir été sinon théorique du moins des plus réduites. Ce groupe estime que la victoire de l'impérialisme allemand semble acquise pour un temps assez long. La mise en place d'un gouvernement fasciste paraît durable. Ces militants, rappelant une affirmation de Lénine que les communistes se doivent de militer dans les organisations où se trouvent les masses, même s'il s'agit de syndicats fascistes dans le cas d'un régime fasciste, s'engagent dans un travail clandestin au sein des organisations de jeunesse prises en mains ou créées par le régime vichyste. Ils espèrent pouvoir y organiser des noyaux révolutionnaires.

Le P.O.I. est très hostile à cette activité, car elle peut provoquer la confusion et heurter le nationalisme des masses.

Le C.C.I. abandonne, par la suite ce travail d'« entrisme » très particulier avant de s'unifier au P.O.I.

(3) « *Octobre* » est un petit groupe animé par Henri Claude (actuellement économiste au P.C.F.). Il publie « *Jeunesse d'Octobre* ». La plupart des militants qui le composent proviennent du mouvement « *abondanciste* ». L'un d'entre eux, Lequenne est aujourd'hui un des leaders du groupe Frank (Ligue Communiste).

Les pourparlers d'unification, engagés fin 43, aboutissent en février 44, lors de « Conférence européenne de la IV^e Internationale » à la création du P.C.I. (parti communiste internationaliste) reconnu comme section française de la IV^e Internationale. La conférence condamne à la fois la « déviation social-patriote » de la direction du P.O.I. en 40, et le « sectarisme gauchiste » du C.C.I. Elle souligne le « redressement » effectué depuis par les deux parties.

Au cours de l'année 44, le P.C.I. et « *La Vérité* » s'attachent à démasquer aux yeux des travailleurs le caractère de classe de la guerre en cours. Si l'impérialisme allemand et le régime nazi qu'il s'est donné reste l'ennemi n° 1, la victoire de plus en plus proche des « alliés » ne sera que celle d'un autre groupe impérialiste, si les travailleurs n'y prennent garde. « *La Vérité* » dénonce la collusion de tous les impérialismes : la livraison par exemple de pétrole et de minerais à Hitler par les Américains. Le P.C.I. lance des appels à la mobilisation ouvrière pour la défense des intérêts de classe, pour la création de milices ouvrières. En août 44, Il appelle à la grève générale, pour que « *la défaite d'Hitler soit la victoire des travailleurs* ».

Autant d'appels qui tomberont dans le vide. Mais le P.C.I. mise sur l'entrée en scène du prolétariat...

(4) L'U.C.I. (groupe Barta) se tint à l'écart de l'unification trotskiste que nous venons de conter.

Ce groupe, extrêmement faible numériquement, considérait comme vitale sa rupture avec le mouvement trotskiste français. Il reprochait à celui-ci, de l'ex P.O.I. au nouveau, en passant par l'ex P.C.I. et son héritier, une pratique organisationnelle petite-bourgeoise, des mœurs social-démocrates faites des discutalleries, d'indiscipline, d'oscillations politiques, voire d'intrigues, etc... Tout ceci pour l'U.C.I. pouvait s'expliquer en partie, par les conditions dans lesquelles le mouvement trotskiste français était né, par sa composition originelle petite-bourgeoise. Mais une organisation qui se veut révolutionnaire se doit de rompre avec son milieu d'origine, non seulement idéologiquement, mais par une pratique. Il s'agissait et il s'agit toujours de créer un parti de type bolchevik. Telle était la critique que faisait Barta du mouvement trotskiste français.

L'U.C.I., pour sa part, se proposait de travailler en vue de la formation d'un tel parti. Ce qui impliquait la coupure totale avec le milieu trotskiste traditionnel, « la formation d'authentiques militants communistes ne pouvant se faire dans un milieu petit-bourgeois opportuniste ».

Sur quels principes, l'U.C.I. concevait-elle ce travail organisationnel ? Centralisme sévère, secret rigoureux, choix minutieux des membres, discipline absolue, subordination totale des ressources intellectuelles, matérielles et morales des militants à la vie de l'organisation, formation de militants professionnels c'est-à-dire disponibles en permanence et que

le parti utilise comme il l'entend. Outre ces principes organisationnels, le groupe met l'accent sur ce qu'on peut appeler une « morale organisationnelle » exaltant l'esprit de sacrifice total, d'abnégation de l'individu, de « confiance fraternelle entre révolutionnaires » etc...

Mais, dans le refus de l'U.C.I., de fusionner avec les autres groupes, entrait une autre motivation importante.

Le groupe Barta reprochait violemment au P.O.I. ses positions social-patriotiques de 40, qu'il considérait comme une véritable trahison du communisme. Il posait comme préalable à toute perspective d'unification, une discussion sérieuse sur les responsabilités des dirigeants de l'époque, réclamant leur élimination, etc... Les conditions présentes de la fusion témoignaient, aux yeux de l'U.C.I., que rien n'avait changé dans les mœurs des autres trotskistes, dans leur manque de sérieux et leur absence de principes.

P.O.I. et C.C.I. exhortèrent en vain le groupe Barta à s'unifier avec eux, l'appelant à critiquer et redresser « de l'intérieur » ce qu'il considérait comme des déformations. Ils fustigèrent son « sectarisme injustifiable », l'absurdité de son isolement entêté.

Quelle était donc l'attitude prise par ce groupe face à la guerre et l'occupation ?

Ses positions se sont exprimées dans une brochure datée de novembre 40, et intitulée : « *La lutte contre la 2^e guerre mondiale* » (collection 4^e Internationale), et dans « les cahiers du militant » publiés par le groupe en 42 et 44.

On y trouve d'abord un certain nombre de positions classiques dans le mouvement trotskiste : analyse du caractère inter-impérialiste de la guerre, affaiblissement inéluctable des impérialismes européens au profit des U.S.A., défense de l'U.R.S.S., affirmation que la seule issue aux contradictions européennes est la création par le prolétariat des Etats-Unis-Socialistes d'Europe, acte de foi dans la 4^e Internationale.

Mais, pour l'U.C.I., l'occupation du territoire français par les troupes allemandes ne change *rien* au caractère impérialiste de la guerre. La France reste un pays impérialiste, participant à l'exploitation des peuples coloniaux ; les différents porte-parole de la bourgeoisie française : Laval, De Gaulle, Darlan, visant *tous* au maintien des intérêts impérialistes français dans le monde. Qu'ils recherchent, à ces fins, l'appui de camps impérialistes différents, ne change rien quant au fond.

La situation n'est donc absolument pas comparable avec celle où se trouvent les pays coloniaux « occupés » par les troupes impérialistes. On doit regarder l'occupation du territoire français comme « des déplacements conjoncturels des fronts militaires lors d'une nouvelle mêlée des impérialistes » (citation de Trotski. « *Après Munich* »).

Par conséquent, les mots d'ordre nationalistes doivent être énergiquement repoussés. La défense, par « *La Vérité* » de positions social-patrio-

tiques est d'autant plus grave, estimait l'U.C.I., que les masses ouvrières ne sont pas nationalistes, du moins en 40. Et pendant de longs mois, le P.C.F., pour des raisons qui n'avaient sans doute rien à voir avec l'internationalisme (mais à l'époque l'impérialisme allemand était l'allié de Staline) ; mena une vaste campagne d'apparence internationaliste qui rencontra un succès certain. O paradoxe, voici que ce sont des trotskistes qui se font, au même moment les champions de « comités de vigilance nationale » !

Ce n'est que plus tard, lorsqu'en 41, Hitler attaquera l'U.R.S.S., que les staliniens, changeant le cap de 180 degrés passeront sur des positions ultra-nationalistes, et ce sont eux qui introduiront le poison du chauvinisme dans la classe ouvrière. L'U.C.I. déplorait que, en la matière, des trotskistes s'en soient faits les précurseurs.

Que devaient donc faire les révolutionnaires ? Ils devaient mener une politique de défense des masses vis-à-vis de l'occupation allemande. Mais, en même temps ils continuaient l'opposition révolutionnaire vis-à-vis de leur propre bourgeoisie, en tenant compte des intérêts du prolétariat français comme du prolétariat allemand. La « Résistance » n'est, pour la bourgeoisie que la résistance au capitalisme allemand. A travers elle, la bourgeoisie tente de réaliser « l'union sacrée ». La lutte contre la bourgeoisie doit être menée, indépendamment de sa « collaboration » ou de son opposition à Hitler, mais contre son action anti-ouvrière. La lutte ainsi menée se heurtera forcément au militarisme allemand, mais, si elle s'abstient de toute propagande nationaliste, elle provoquera inévitablement des remous dans l'armée allemande. « Il faut considérer le prolétariat d'Europe comme un tout qui, à travers les changements qu'il subira encore dans ses parties nationales, saura finalement trouver la voie vers une issue prolétarienne !

... « ... analyse juste, répondaient les autres trotskistes, mais juste parce que générale, et les masses ne se contentent pas de généralités. L'affirmation de vérités premières ne fait pas avancer d'un pouce le mouvement ouvrier... » S'il s'agit de mobiliser les travailleurs, encore faut-il trouver les mots d'ordre capables de favoriser à chaque étape cette mobilisation, leur faire vérifier dans les faits, la justesse de nos positions. Le nationalisme des masses a des causes sociales : la souffrance matérielle, la sous-alimentation, le travail dur, la déportation, etc.

Le rôle des révolutionnaires est d'opposer dans les faits, le « nationalisme de la blanchisseuse à celui du bourgeois ».

Depuis quand les révolutionnaires tirent-ils leur stratégie de l'état idéologique des masses ? répondit l'U.C.I. C'est à partir de l'analyse objective de l'économie et des rapports de classe qu'ils doivent se déterminer. Certes, il faut tenir compte de l'état d'esprit des masses, mais comme critère d'appréciation du rapport des forces à chaque moment.

Et non pour faire des concessions à un possible chauvinisme (encore que, pour l'U.C.I., les masses n'étaient pas chauvines).

De toute façon, les positions de l'U.C.I. ne pouvaient être que des positions de principe. Son extrême faiblesse numérique ne lui permettait pas de mener un travail de masse.

Dans la pratique, les quelques militants de ce groupe se consacrèrent à une action clandestine au sein des Jeunesses Communistes et du P.C.F. Les résultats ne pouvaient être qu'à l'échelle minuscule du groupe. Ils gagnèrent à eux quelques militants jeunes pêchés dans les mouvements staliniens. Travail très dangereux, car les exposant, non seulement à la répression du gouvernement et des Allemands, mais aussi aux représailles des staliniens : l'un d'entre eux sera assassiné par eux à la « libération ».

IV. - Les trotskistes après la guerre

La fondation de la IV^e Internationale, juste avant la guerre, en dépit de l'extrême faiblesse du mouvement révolutionnaire, se justifiait, pour les trotskistes, par la croyance en l'éclatement inévitable de grandes secousses révolutionnaires qui ne manqueraient pas de surgir au cours et à la fin de la guerre. La guerre de 14 avait produit la révolution d'octobre, et les révolutions manquées d'Allemagne et de Hongrie. Celle qui venait en engendrerait d'autres. Il était donc nécessaire de maintenir coûte que coûte un drapeau, un programme et une organisation internationale si faible soit-elle dans l'immédiat. Les masses ouvrières viendraient au rendez-vous. Tous les trotskistes partageaient cette conviction.

Pourtant, les « alliés » de la coalition anti-allemande avaient pris leurs précautions. A Yalta et Téhéran, Roosevelt, Churchill et Staline s'étaient distribué leurs « zones d'influence », doux euphémisme pour désigner le partage du monde en chasses gardées. Chacun chez soi et les prolétaires seront bien gardés. Comme gage de sa bonne volonté, Staline avait, au cours de la guerre, dissout la III^e Internationale montrant ainsi qu'il renonçait officiellement à toute idée de révolution mondiale.

Tout cela, les trotskistes le savaient et le dénonçaient. Mais ils demeuraient convaincus que les masses ouvrières, en Europe notamment déborderaient tous les « accords » passés entre les « grands ». Les énormes destructions dues à la guerre, les souffrances accumulées, le bouleversement de toutes les structures ne pouvaient, ne devaient que déboucher sur des soulèvements révolutionnaires.

En septembre 44, juste après la libération de Paris, la majorité du Comité Central du P.C.I. décidait de maintenir l'orientation clandestine : on attendait la révolution allemande ! L'effondrement prévisible à bref délai du III^e Reich devait forcément l'enfanter...

Ce ne fut qu'un gigantesque avortement. En Allemagne comme ailleurs toute velléité révolutionnaire fut étouffée. L'Europe de l'Est devint sous les bottes de l'Armée ex-rouge, le « glacis soviétique ». L'Europe de l'Ouest devait, quant à elle, « jouir de la présence » américano-anglaise. Les partisans grecs qui voulurent passer outre aux « accords » furent massacrés par les troupes de l'impérialisme britannique, sous l'œil indifférent de Staline.

En France non plus, la révolution n'était pas à l'ordre du jour des états-majors. La bourgeoisie, cela va de soi, se proposait de « restaurer » la République et De Gaulle, fort de son auréole de « premier résistant » était le sauveur qu'il lui fallait (tout au moins pour un temps). Encore fallait-il dissiper toute illusion dans les masses. Et les illusions ne manquaient pas, non seulement dans les masses, mais encore dans la résistance « de gauche ». Le P.C.F. voyait affluer à lui des centaines de

milliers d'adhérents, la C.G.T. était forte de plusieurs millions de travailleurs. Les ouvriers pensaient qu'on n'allait pas revenir au régime bourgeois d'avant-guerre. Le P.C.F. s'employa à détruire ces rêves, et à faire rentrer les réfractaires dans le rang. Thorez dissoudra les milices patriotiques armées dont la composition ouvrière pouvait faire craindre un débordement, et il lancera comme mot d'ordre : « Une seule armée, une seule police, un seul Etat ». Il s'agissait maintenant de « reconstruire la France » ; alors, travailleurs, « retroussons nos manches », il faut « produire d'abord, revendiquer ensuite ». Les ouvriers, libérés de l'exploitation allemande, redevenaient les esclaves salariés exclusifs de la bourgeoisie française.

Le redémarrage de la production se fit sur le dos des travailleurs ployant sous la course à la production, la famine persistante et l'inflation galopante (et elle galopait dur à cette période !). De produire « pour la France » ne leur faisait pas trouver leur pain moins noir, moins rationné et moins cher. Le mécontentement s'accroissait.

Tel était le contexte dans lequel les organisations trotskistes menèrent leur combat dans l'immédiat après-guerre.

Calomnies et gangstérisme staliniens

Mais, dans un premier temps, avant que de pouvoir s'appuyer sur le mécontentement ouvrier pour faire avancer ses mots d'ordre (mécontentement qui se développera dans les mois et les années qui suivent), le mouvement trotskiste doit d'abord se défendre. Les staliniens, se sentant le vent en poupe déversent des flots de calomnies contre les « hitléro-trotskyistes ». Pendant que les « camarades ministres » s'attachent à faire interdire la parution officielle de « *La Vérité* », l'appareil du parti utilise largement « l'épuration » pour régler de vieux comptes avec ses opposants politiques. Les staliniens ne se contentèrent pas de tondre les femmes qui avaient « couché avec les boches », ils ne s'en prirent pas seulement aux « collaborateurs », ils firent aussi la chasse aux sorcières trotskistes, qualifiées en l'occurrence, d'agents de la gestapo. Il y aura ainsi des « disparitions » étonnantes. Déjà, dans les maquis, un militant trotskiste italien Pierre Tresso (Blasco) avait été assassiné, par les staliniens.

Le P.C.I. tente de se justifier. Il fait état de ses qualités de « résistance », rappelle son action pendant la guerre, les renseignements qu'il a fournis à la Résistance officielle, ses martyrs, fait appel à un Comité d'honneur de la Résistance, écrit une longue lettre ouverte à Bayet, président de la Fédération de la presse. Il fait paraître une étonnante brochure, déjà citée (p. 26) « *La lutte des trotskistes sous la terreur nazie* », où se mêlent l'internationalisme et un certain patriotisme, la lutte des classes

et le souci de se réclamer de la Résistance, terme équivoque dissimulant justement l'antagonisme des classes. Cela lui vaudra la critique acerbe de l'U.C.I. qui y voit une capitulation devant le nationalisme petit-bourgeois.

Le groupe U.C.I. (*Lutte de classe*) de son côté, qui mène une action clandestine dans quelques usines de la région parisienne, entend démasquer politiquement les calomnieurs aux yeux des ouvriers. Rappelant les calomnies de la même veine dont furent victimes en 17 Lénine et les bolcheviks (qualifiés d'agents allemands parce qu'ayant au cours de la guerre défendu l'internationalisme prolétarien), il se refuse, comme Lénine l'avait refusé, à aller dans le sens des préjugés existants. La meilleure façon de combattre la calomnie, c'est de prendre la défense des ouvriers, de démasquer les bureaucrates staliniens qui se font les adversaires des luttes ouvrières. Les ouvriers verront alors qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis. C'est en tout cas ce que l'U.C.I. essaie de faire dans les usines où elle fait paraître des feuilles clandestines et organise un petit noyau de militants.

Le combat des trotskistes après la guerre :

Luttes ouvrières et espoirs déçus

En dépit de la calomnie, les trotskistes devaient, au cours des années qui ont suivi la Libération, connaître certains succès.

(1) Sans doute le P.C.I. bénéficie-t-il de la poussée générale à gauche qui caractérise l'immédiat après-guerre. Toutes les organisations de gauche connaissent un afflux de nouveaux adhérents ; la majorité des électeurs votent P.C.F. ou S.F.I.O. Le P.C.I., à son échelle infiniment plus modeste, gagne lui aussi en nombre et en influence.

Mais cette explication reste insuffisante. Les trotskistes se trouvent dans une situation favorable, car le P.C.F. et la S.F.I.O. sont au gouvernement, pour « reconstruire la France »...

Les difficultés de ravitaillement, l'accroissement ultra-rapide de la productivité, l'inflation grandissante, la politique d'austérité instaurée, créent un mécontentement de plus en plus vif.

Le P.C.F., parti de gouvernement (1), se comportant en « parti responsable » se trouve sur la corde raide. Vis-à-vis des travailleurs, il s'em-

(1) C'est l'époque du « tripartisme », coalition gouvernementale P.C.F.-S.F.I.O.-M.R.P., lequel n'est autre que la traduction, sur le plan intérieur de la politique d'alliance et de « coexistence pacifique » à l'échelle internationale entre l'U.R.S.S. et les puissances occidentales. Mais la « zizanie » ne tardera pas à s'installer entre les « alliés » de la dernière guerre, avant que de devenir la « guerre froide ». De même, sur le plan intérieur, les démédiés opposant le P.C.F. à De Gaulle, au M.R.P., à la S.F.I.O., tous pro-occidentaux, iront en s'intensifiant jusqu'à la rupture de 47, coïncident avec la rupture internationale.

plioie à bloquer toute revendication. Dans les usines, ses militants se font les agents de la productivité. « *La grève, c'est l'arme des trusts* » clament ses affiches. « *Retroussons nos manches* » est le mot d'ordre de l'heure. Mais, dans le même temps, il lui faut apparaître comme le défenseur des intérêts de la classe ouvrière. Le P.C.F. a pour lui son prestige de parti le plus puissant de la résistance ; il bénéficie de l'aurole que les victoires de l'U.R.S.S. sur Hitler ont conférée à « *la patrie des travailleurs* ». Au gouvernement, le « camarade ministre » A. Croizat saboteur de grèves va s'en coiffer une autre, à la faveur de mesures sociales (extension de la Sécurité Sociale, Allocations familiales, etc...) que, d'ailleurs les Gaullistes revendiquent aussi comme leur œuvre...

Mais le mécontentement des masses est si grand, que le P.C.F. doit se résoudre à rompre la solidarité gouvernementale. En juin 1946, la C.G.T. se prononce pour une augmentation générale des salaires. Mais les staliniens restent sur la défensive. La grève des postiers est déclenchée contre leur volonté. Ils ne se décident pas à abandonner leurs portefeuilles ministériels.

Le P.C.F. prisonnier de l' « union sacrée », la C.G.T. « intégrée » à la politique gouvernementale, le champ était libre aux trotskistes, pour mettre en avant leurs mots d'ordre, à partir des revendications économiques élémentaires de la classe ouvrière, en dénonçant la politique de collaboration de classes menée par le P.C.F. Dans les rares usines où ils purent le faire, ils rencontrèrent un écho très certain. Mais la faiblesse d'implantation du P.C.I. ne lui permet guère d'obtenir des résultats probants en ce domaine. Pourtant, comme nous le verrons plus loin, le groupe Barta, dont les effectifs sont bien plus réduits, remportera un important succès en usine, chez Renault (voir p. 35). Question de méthode ? D'option dans les objectifs à atteindre ? C'est en tous cas l'opinion de l'U.C.I. : elle reproche au P.C.I. de mettre la charrue avant les bœufs, de vouloir jouer au grand parti sans avoir systématiquement travaillé à son implantation en milieu ouvrier.

Peut-être le P.C.I. s'éparpille-t-il trop ? Qui trop embrasse mal étreint... Quoi qu'il en soit, le P.C.I. connaît un certain succès. Il présente des candidats aux élections, obtenant, selon les cas, de 1 à 5 % des voix, ce qui n'est pas négligeable. Y. Craipeau fut bien près d'être élu en Seine-et-Oise avec 15.000 voix. Il a mené campagne contre le désarmement des milices, pour un gouvernement P.C.-S.F.I.O.-C.G.T. (mot d'ordre vivement critiqué par Barta). Le début de la guerre d'Indochine, les massacres de Madagascar (plus de 80.000 morts) sont violemment dénoncés par le P.C.I. qui mène une vive campagne contre la répression menée par l'impérialisme français et pour l'indépendance des peuples coloniaux. Cette campagne tranche avec la politique du P.C.F. sur la question coloniale. Le P.C.F. se garde de soutenir les mouvements anti-colonialistes dirigés contre l'impérialisme français. Lorsqu'une grande

manifestation pour l'indépendance de l'Algérie déferle en 1945 à Sétif, les staliniens la dénoncent comme une provocation « hitlérienne » et c'est le « camarade-ministre » de l'aviation Tillon — aux ordres du P.C.F. — qui porte la responsabilité du bombardement de Sétif (45.000 morts dans le Constantinois algérien). Thorez défend une ligne d'une véritable « Union française ». L'Algérie doit rester liée à la France « démocratique ». C'est ainsi que les staliniens défendaient l'impérialisme français contre les révoltes des anti-colonialistes ! Le P.C.I. fut le premier à organiser chez les dockers de Marseille le refus de charger des armes dans les bateaux à destination de l'Indochine.

Une lutte politique se livrait au sein du P.C.I. Yvan Craipeau avait été élu secrétaire du mouvement en 1946 sur la base d'une ligne visant à transformer le « parti-secte » en parti « large ». Ce parti large il pensait le faire avec les jeunesses socialistes en rupture avec le vieux parti socialiste. Les J.S., animées par Essel, publiaient un hebdomadaire de masse : « *Le drapeau rouge* ». Cette organisation amènerait un sang neuf (plusieurs milliers de jeunes). Une minorité de la S.F.I.O., conduite par Y. Dechezelles, ancien secrétaire national adjoint, était prête à rejoindre le mouvement. Plusieurs sections du P.C.F. semblaient sur le point d'en faire de même.

Mais cette conception rencontrait une vive opposition. Le groupe Lambert-Frank d'une part, celui de Lefort (*Socialisme et Barbarie*) d'autre part, celui, enfin, de Pennetier, qui considérait l'U.R.S.S. comme un capitalisme d'Etat, se coalisèrent pour battre en brèche le cours « droitier et opportuniste » de la tendance Craipeau. Ils entendaient s'opposer à la dilution du trotskisme dans une organisation où, estimaient-ils, le confusionnisme politique règnerait en maître. Le groupe Craipeau fut battu de quelques mandats au Congrès de 48.

Les anciens majoritaires quittèrent le parti, qu'ils considéraient comme désespérément sectaire, ou en furent exclus. C'était de nouveau la crise, qui réduisait de moitié les effectifs du P.C.I. Avec Craipeau partirent pratiquement tous ceux qui avaient animé l'ex-P.O.I. de l'immédiat avant-guerre et de l'occupation : Filiâtre, L. Schwartz, Beaufrère, Ledem, Demazières, etc...). Une page de l'histoire du mouvement trotskiste français se tournait. Ceux qui avaient, à travers la guerre, assuré la continuité organisationnelle du mouvement trotskiste, s'en trouvaient rejetés. Certains, tels Beaufrère, Demazières, Parizot, entrèrent, quelque temps après, à l'éphémère « Rassemblement Démocratique Révolutionnaire » lancé par Sartre et David Rousset. D'autres, comme Craipeau, Filiâtre, Schwartz restèrent quelques années sur la touche. Nous les retrouverons (voir p. 89) vers 1955, à l'origine de « *La Nouvelle Gauche* », puis du P.S.U., via l'U.G.S.

A la direction du P.C.I., restaient des militants d'une autre génération, qui n'ont pas vécu les premières luttes d'opposition de gauche des

années 30. Seul Frank fait figure d'ancêtre, mais, comme nous l'avons vu, il avait été exclu de l'organisation officielle en 35, puis en 36, et il n'y est revenu qu'à la fin de la guerre (2). La crise provoque une grande démoralisation chez les militants du P.C.I. La coalition qui l'avait emporté ne dura pas bien longtemps. Quelques mois plus tard, la tendance « *Socialisme ou Barbarie* » quittait à son tour le parti, pour se lancer dans une existence autonome (voir p. 83). La fraction « *Capitaliste d'État* » de Penetier en faisait bientôt autant. Une nouvelle période, placée sous l'égide Frank-Lambert s'ouvrait.

Il est vrai qu'en 47, le contexte politique s'était radicalement modifié. Après la grève Renault, sur laquelle nous allons revenir, le P.C.F. avait quitté le gouvernement et repris la tête de l'opposition, cette fois, avec les coudees franches. Il pouvait reprendre l'initiative des luttes ouvrières. La situation, pour les trotskistes, était infiniment moins favorable. Cela explique, au moins en partie, la tendance du repliement sur soi que nous venons de constater.

(2). Que devient le groupe Barta (*U.C.I.*) durant la même période ? Il publie un journal : « *Lutte de classe* ». La poignée de militants qui le compose, s'est attelée à un obscur et patient travail dans certaines usines de la région parisienne, notamment chez Citroën et chez Renault. Très critique à l'égard de ce qu'il estime être, l'opportunisme du P.C.I. (3) il demeure farouchement à l'écart de celui-ci. Mais il entend, par son action, faire la démonstration de la justesse de ses conceptions organisationnelles, de sa pratique, et provoquer ainsi une prise de conscience chez les éléments révolutionnaires militant au P.C.I.

Une querelle l'oppose au P.C.I., au sujet de la référence « *IV^e Internationale* » que son journal « *Lutte de classe* » porte en sous-titre. Le P.C.I. estime être le seul habilité à faire cette mention, en tant que section française de l'organisation officielle de la *IV^e Internationale*. L'*U.C.I.* conteste ce monopole, elle estime même que sa fidélité au programme de la *IV^e* a toujours été incomparablement supérieure aux directions successives du P.O.I., puis du P.C.I. Elle demande une commission d'enquête sur ce point. Elle réclame même l'arbitrage de Natalia Trotsky sur

(2) Frank affirme, dans un récent livre sur l'histoire de la *IV^e Internationale* (publié chez Maspéro) qu'il s'est « réunié avec Trotsky » avant la mort de celui-ci. Une telle « réunification » (terme bien prétentieux) même si elle est vraie, et sans mettre en doute l'honnêteté de Frank, ne change rien au fait que Frank a été effectivement au ban du mouvement trotskiste dirigé par Trotsky dans les cinq dernières années précédant la guerre, exilé en pays étranger, éloigné de l'activité de ses anciens camarades de la Ligue Communiste (voir documents annexes qui exposent la position de Natalia Trotsky sans doute plus fidèle aux dernières positions de Trotsky que la *IV^e Internationale* (N.D.R.L.).

(3) « *Lutte de classe* » condamne sévèrement la participation du P.C.I. aux référendums de 45, puis de 46, l'« opportunisme » du programme électoral du P.C.I. en 46, la conception du « Front Unique » traduit comme mot d'ordre : gouvernement P.C.F.-S.F.I.O.-C.G.T. etc...

les différends qui l'opposent au P.C.I. (attitude pendant la guerre notamment).

Le travail entrepris par ce petit groupe, se concrétise par la part éminente qui est la sienne dans la grève Renault de 47. Le P.C.I. a tenté de faire passer pour son œuvre le déclenchement et la direction de cette grève (4). L'honnêteté la plus élémentaire oblige à rendre à l'U.C.I. ce qui lui appartient. Comme la presse de l'époque l'a d'ailleurs rapporté, c'est un jeune ouvrier Pierre Bois, membre de l'U.C.I. qui organise la grève dans le secteur Collas de l'usine, qui couvre environ 1.500 ouvriers. C'est à partir de ce secteur que la grève va s'étendre, sur la base d'une revendication d'augmentation uniforme de salaire, contre l'opiniâtre opposition de la C.G.T. C'est encore ce secteur qui poursuivra, seul, la grève, après que le reste de l'usine ait repris le travail sous la pression des staliniens qui avaient dû se résigner un certain temps à assumer le mouvement pour mieux le torpiller (5). Ce sont les ouvriers de ce même secteur qui arrachèrent finalement une indemnité de grève qui avait la signification du paiement des heures de grève, ce qui constituait un succès remarquable. La conduite de ce mouvement fut un véritable chef d'œuvre d'organisation et de démocratie ouvrière (6).

Contrairement à ce que le groupe avait espéré, la « démonstration » ainsi faite n'eut aucun effet sur les militants du P.C.I. Même au plus fort de la grève, les militants U.C.I. estiment qu'ils n'ont reçu aucune aide réelle de la part du P.C.I. Ils se retrouvent seuls, après la fin de la grève, avec de nouvelles tâches à assumer, et des responsabilités écrasantes sur les épaules. Des centaines d'ouvriers de chez Renault, écœurés par l'attitude des staliniens, déchirent leur carte de la C.G.T., et demandent à la poignée de militants qui ont dirigé la grève, de créer un syndicat. Le groupe qui n'a, ni l'expérience, ni surtout les forces pour mener à bien une telle tâche, estime ne pouvoir se dérober. Ainsi naît le « Syndicat Démocratique Renault » qui provoque les hurlements de la C.G.T. et la désapprobation sévère du P.C.I. Mais l'épreuve s'avère au-dessus des forces du groupe : 3 ou 4 ans plus tard, le nouveau syndicat s'écroule, le groupe lui-même n'y résiste pas. Exténués, découragés, ses militants s'éparpillent. Barta lui-même ne réapparaîtra plus. Ce sont quelques militants jeunes qui, en 1956, reconstitueront le groupe qui reprendra le nom d'U.C.I. et publiera les « *Voix ouvrières* »

(4) Lire l'éditorial « La grève Renault » du No mai-juin 47 de la revue « *IVe Internationale* ».

(5) Le P.C.F. dut même quitter le gouvernement après la grève. Mais la grève Renault fut le dernier coup de pouce qui précipita ce départ. La détérioration de la situation internationale, le début de la guerre froide, le rendaient de toutes façons, inévitable.

(6) Lire le récit de P. Bois lui-même, paru en juin 47 dans la revue « *La révolution prolétarienne* », récit reproduit en avril-mai 65 dans le journal « *Voix Ouvrières* » (nos 34-35-36).

V. - La fin d'une époque

Nous arrêtons là cette première partie de notre travail.

Pourquoi là, et pourquoi pas en 39 ou bien plus tard en 52 ?

La première raison est que le départ des militants de l'ex P.O.I. et la crise du P.C.I. d'une part, l'effondrement de l'U.C.I. et la disparition de Barta d'autre part, marquent la fin d'une période, où, à travers la lutte de l'opposition de gauche, le front populaire, la naissance de la IV^e Internationale et la guerre, une génération de militants s'était forgée, qui se voyait aujourd'hui rejetée ou éparpillée. Argument sentimental, diront certains. Les militants s'en vont, d'autres les remplacent et le mouvement continue (P.C.I.) ou ressuscitera (U.C.I.).

Mais le départ d'une génération de militants trotskistes marquait surtout la fin d'une période historique. Tous avaient, avec Trotsky, misé sur la probabilité de grandes secousses révolutionnaires qui n'allaient pas manquer de provoquer la fin de la II^e guerre mondiale. La première guerre mondiale n'avait-elle pas engendré la révolution russe, suscité les révolutions allemandes de 18, hongroise de 19 ? La guerre qui, brutalement jette sur les fronts des dizaines de millions de prolétaires européens, qui plonge dans la misère et la tuerie des centaines de millions d'être humains, qui balaie les frontières, la guerre, gigantesque révolte des forces productives contre les structures bourgeoises fondées sur la propriété privée, les états nationaux, les rivalités impérialistes ; la guerre, secousse sismique d'une ampleur inégalée, ne pouvait que mettre en branle d'énormes masses ouvrières décidées à régler son compte à une société aussi monstrueuse. Tel était l'espoir, sinon la certitude de cette génération de militants marxistes, forts de l'expérience historique, confiants dans leur programme : ils allaient pouvoir sortir de l'isolement où les avait réduits la contre révolution stalinienne ; la lutte serait dure, mais l'histoire se remettrait à marcher dans le sens de la révolution.

1947 marque la fin de ces espoirs ou de ces illusions, comme on voudra... Le partage du monde par les « grands », leur volonté farouche de ne tolérer le moindre soulèvement ouvrier, l'état du prolétariat européen, exténué par de longues années de guerre, empoisonné par l'idéologie stalinienne, et, pour ce qui est des pays de l'Est, écrasé par l'armée du pays qui avait porté les aspirations révolutionnaires d'une génération ouvrière, allaient réussir à briser toute possibilité révolutionnaire.

Mais, peut-être les masses allaient-elles secouer le carcan stalinien, du moins en Europe occidentale ? Les trotskistes se raccrochaient à cette idée. En France, le P.C.F. empêtré dans ses fonctions gouvernementales, allait se dévoiler aux yeux des travailleurs comme un parti anti-ouvrier. Le début de la guerre froide en 47 allait porter un coup fatal à cet espoir. Non seulement parce que tous les rapports s'en trou-

vaient « gelés », mais surtout parce que le P.C.F., repassant dans l'opposition, pouvait se redonner le masque de combattant ouvrier. Il reprenait l'initiative des luttes ouvrières, même si son objectif n'était pas la révolution, mais la canalisation du mécontentement ouvrier contre les gouvernements ou partis pro-américains.

Sur le front des perspectives internationales, l'heure n'était pas à la révolution, mais beaucoup plus vraisemblablement à une troisième guerre mondiale. Les trotskistes se retrouvaient encore une fois isolés. Une page de l'histoire venait de se tourner. Une nouvelle période s'ouvrait, dont les perspectives étaient différentes. Le mouvement trotskiste se perpétuait, mais avec une nouvelle génération de militants.

I I

**Le mouvement trotskiste
aujourd'hui**

Le mouvement trotskiste aujourd'hui

UN saut d'une vingtaine d'années, et nous voici en 1970. Pourquoi ce saut, pourquoi abandonner l'ordre chronologique ? Parce qu'il nous paraît plus vivant d'essayer de répondre d'abord à cette question : Qu'est devenu aujourd'hui le mouvement trotskiste français ? Nous serons, bien entendu amenés à revenir sur ce qui s'est passé au cours de ces dernières années, ne serait-ce que pour comprendre les démêlés et divergences qui opposent entre eux les différents groupes se réclamant du trotskisme.

Sur l'échiquier de l'extrême gauche actuelle, plusieurs groupes se réclament officiellement du trotskisme. Ils feront l'objet du premier volet de cette seconde partie. Nous présenterons ensuite les autres groupes ou courants, d'origine trotskiste ou non, qui se réfèrent à Trotsky, mais de façon très souvent critique. Ce sera l'objet du second volet.

1^{er} VOLET : LES TROTSKISTES « OFFICIELS »

Nous définissons ainsi les groupes qui se veulent les fidèles continuateurs de l'œuvre de Trotsky, affirmant leur accord total avec les positions et analyses du fondateur de la IV^e Internationale.

I. Cartes de visite.

1) La *LIGUE COMMUNISTE*, section française de la IV^e Internationale. Publication hebdomadaire : *ROUGE*.

Ce groupe est l'héritier de deux organisations dissoutes en juin 68, qui étaient d'ailleurs liées l'une à l'autre : le PCI (Parti Communiste internationaliste (groupe Frank, Lequenne). La JCR (Jeunesse Communiste Révolutionnaire (Krivine, Ben Saïd, Weber), elle-même issue d'une opposition de gauche au sein de l'Union des Etudiants Communistes (organisation stalinienne).

2) L'O.C.I. et ses deux filiales : l'*ALLIANCE DES JEUNES pour le SOCIALISME (AJS)* et l'*ALLIANCE OUVRIERE (AO)* qui publient respectivement « *LA VERITE* », « *JEUNE REVOLUTIONNAIRE* », et « *INFORMATION OUVRIERE* ». C'est en réalité un seul et même groupe dont le noyau organisationnel, l'« Organisation Communiste-Internationaliste » est animé par Lambert.

Ce groupe est le continuateur de l'ancienne OCI (Organisation Communiste Internationaliste) et de ses ramifications jeunes ou étudiantes (*CLER, REVOLTES*, puis *FEDERATION DES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES*) dissoutes en juin 68 (arrêt cassé par le Conseil d'Etat).

Principaux leaders : Lambert, Just, Broué chez les anciens. Berg, Cambraze, M. Sérac, Machaloux, chez les jeunes.

3) *LUTTE OUVRIERE*, groupe organisé autour du journal du même nom. Ce groupe est le successeur de l'UCI (Union Communiste Internationaliste) et de « *Voix Ouvrière* », dissouts après les événements de mai 68.

Principaux leaders : F. Duburg, H. Vauquelin, G. Kady, J. Morand, C. Bernard, Hardy.

4) Le *PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE (PCRT)* qui publie « *Lutte Communiste* ».

Ce groupe est issu d'une scission du groupe Frank. Son leader est, nul n'en peut douter, car tous les articles publiés sont signés de sa main et se réfèrent à lui-même : Posadas.

5) Les *GROUPES MARXISTES REVOLUTIONNAIRES (GMR)* qui publient : « *SOUS LE DRAPEAU DU SOCIALISME* ».

Issu aussi d'une scission du groupe Frank, il est dirigé par Pablo. Autres leaders : Marquis, Grobla.

Ces cinq groupes se réclament de la IV^e Internationale, mais là, éclatent déjà une série de querelles :

- La Ligue Communiste a pour elle le droit légal : elle est la section française de ce qui reste officiellement de la IV^e fondée par Trotsky, après moult crises, scissions, exclusions et fusions. Les autres groupes ne reconnaissent pas cette organisation Internationale

(dirigés par un Secrétariat International) comme étant la IV^e (c'est-à-dire la leur...)

○ Le groupe Lambert est lui, affilié au Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Il considère que la IV^e Internationale a été détruite par le « pablisme » (nous tenterons d'explicitier cette querelle plus loin) mais il estime que la continuité a été quand même sauvegardée par le CI dont il est partie prenante (avec par exemple, la Socialist Labour League anglaise).

○ Le groupe Posadas se considère comme étant la IV^e Internationale, Posadas étant le Trotsky de notre époque.

○ Le groupe Pablo, pour sa part, se rattache à la TMR IV^e (tendance marxiste révolutionnaire de la IV^e Internationale) qui est en fait la projection « internationale » du groupe lui-même. La TMR IV^e se considère comme « une tendance de la IV^e, qui s'est trouvée organisationnellement séparée d'une autre tendance » (il faut lire la tendance Frank, Maïtan, Mendel).

○ Le groupe Lutte Ouvrière enfin, se réclame seulement du programme de fondation de la IV^e Internationale (le programme de transition de 1938) mais il estime que la IV^e n'existe plus en tant qu'organisation depuis longtemps. Il faut la reconstruire en partant de zéro.

Résumons-nous sur ce sujet : Un point commun — la référence au programme et au sigle de la IV^e Internationale. Désaccord complet sur qui est ou qui n'est pas organisationnellement la IV^e aujourd'hui.

II. Pratiques organisationnelles.

Ces groupes ont, entre eux, de profondes divergences politiques. Mais plus que ces dernières, sur lesquelles nous reviendrons, ce qui frappe, au premier abord, c'est que chaque groupe a un *style* bien à lui, engendre un certain *type de militant*, met en œuvre une *pratique* organisationnelle particulière. Et cela, malgré ce qu'il peut y avoir de commun dans certaines attitudes propres aux groupuscules.

Nous nous attacherons aux trois plus importants ; le groupe Lambert, le groupe Frank, le groupe Lutte Ouvrière.

(1) L'O.C.I. (Lambert), par exemple, met l'accent, depuis de longues années :

1) sur le travail en direction des jeunes, considérés comme tels.

2) Sur l'activité au sein des syndicats.

Ses deux journaux de masse, « *Jeune révolutionnaire* » (mensuel) et « *Information Ouvrière* » (hebdomadaire) s'adressent respectivement aux jeunes et aux militants ouvriers. Le ton de ces journaux, très agitateur, confine parfois à la rodomontade :

Quelques exemples :

« ...L'appareil stalinien a engagé une campagne internationale contre l'AJS, c'est-à-dire (souligné par nous) en définitive contre la révolution prolétarienne et ceux qui l'expriment, qui en incarnent la conscience. » (1) (extraits d'un article « Vive le premier Congrès de l'AJS » dans le journal JR n° 14).

Et plus loin (même article) : « L'Alliance des jeunes pour le Socialisme a su former toute une génération de cadres et de militants qui seront la chair et le sang du Parti Révolutionnaire et de l'Internationale » (1) Voici encore un texte, celui par lequel Broué ouvrait un meeting de l'Organisation Trotskiste : « ...Il s'agit de résoudre la crise de la direction révolutionnaire, et l'Organisation trotskiste qui est la continuation de l'opposition de gauche fondée par Trotsky, qui est la continuation du Parti Communiste, section française de l'Internationale Communiste (?) assure la continuité et l'enrichissement (?) du programme révolutionnaire. »

C'est le même état d'esprit qui pousse à la multiplication des titres d'organisations que recouvre le groupe. On s'y perd, entre l'Organisation Trotskiste, l'AJS, les AER (étudiants révolutionnaires), les Comités d'Alliance Ouvrière dont le Congrès est : « Le congrès Ouvrier, le Congrès de l'Alliance Ouvrière, le congrès des délégués des Comités d'Alliance ouvrière »...

Le recrutement se fait essentiellement par contacts individuels, au quartier latin, dans les facs, les lycées, mais aussi dans les Auberges de Jeunesse, les CET, les foyers de jeunes travailleurs. Les jeunes, organisés par l'AJS, y reçoivent une formation politique « intra-muros », participent aux manifestations et rassemblements décidés par le groupe, recrutent à leur tour sur les mêmes bases.

L'« organisation » se développe en se reproduisant. C'est la croissance type « baudruce » disent les gens de la Ligue Communiste. Mais il faut constater que le groupe Lambert connaît actuellement un certain succès. L'AJS a été capable de mobiliser près de 10.000 jeunes au Bourget. Sans connaître les chiffres exacts des divers groupes trotskistes, on peut penser que l'O.C.I. et ses filiales sont les plus importants numériquement.

Le groupe même, par ailleurs, une activité syndicale dont « Information Ouvrière » et « Jeune Révolutionnaire » vante les succès. Les étudiants militent à l'UNEF (après un curieux chassé-croisé avec les membres de la Ligue communiste, la tendance AJS est le courant actuel le plus important de l'UNEF). Les enseignants sont à la FEN ; ils viennent de provoquer une scission au sein de l'Ecole Emancipée, créant la FUO. Les travailleurs militent, soit à FO où le groupe a des points d'insertion depuis de longues années et où il faisait entrer ses nouvelles recrues il y a peu de temps encore, soit à la CGT, phéno-

mène plus récent mais qui semble être de plus en plus la tendance actuelle, depuis mai 68. Partout, la ligne politique défendue est « unitaire », en faveur du « Front unique » ouvrier, c'est-à-dire l'alliance avec le PCF (ce qui n'empêche pas celui-ci de combattre violemment les lambertistes) contre les contrats de progrès, pour « une CGT-lutte de classe ».

Le groupe engendre un type de militant très caractéristique combatif, grand pourfendeur des « pablistes » de la Ligue, au style parfois débraillé, très accrocheur dans ses contacts individuels, portant haut et fier l'enthousiasme organisationnel, faisant volontiers le coup de poing (souvent contre d'autres militants révolutionnaires...)

2) Le style de la Ligue Communiste est assez différent. Son implantation est essentiellement étudiante. De par l'origine du groupe : le gros des troupes vient de l'ex-JCR, elle-même issue d'une scission au sein de l'organisation étudiante du PCF. Quant au groupe Frank lui-même, il n'a jamais eu une base ouvrière sérieuse. Mais aussi, de par une inquiétante incapacité à pénétrer dans le milieu ouvrier, tradition hélas tenace du trotskisme en France. Quelques progrès dans ce domaine semblent avoir été faits, la Ligue ayant décidé de centrer ses efforts sur cet objectif.

Le journal « *Rouge* » est rédigé dans un style très militant, visant à mobiliser les lecteurs sur des objectifs précis (ex : campagne contre l'oppression subie par les jeunes conscrits). Il fait une large place aux problèmes, voire aux informations, ouvriers, mais le langage y est souvent d'un niveau difficile pour la grande masse des travailleurs. Beaucoup de pages sont consacrées aux problèmes internationaux, ce qui est bien dans la tradition internationaliste, mais l'orientation est très « tiers-mondiste » : On y parle beaucoup de mouvements révolutionnaires en Asie, Amérique latine auxquels on confère facilement des vertus socialistes.

Cette préoccupation, nous la retrouvons dans les manifestations et meetings organisés par la Ligue, pour la victoire de la révolution viet-namienne, contre la répression des révolutionnaires d'Amérique latine, etc. La Ligue s'efforce de constituer des Comités Viet-Nam, des Comités Palestine ; cette activité attire sans doute de jeunes étudiants ou lycéens ayant des préoccupations mondiales, mais semble malheureusement peu apte à gagner la sympathie des travailleurs.

La Ligue s'est actuellement engagée très avant dans une organisation destinée à lutter contre les répressions dont sont victimes les militants révolutionnaires en France : le Secours Rouge, dont les tête d'affiche sont Sartre et Tillon, l'ex-stalinien plus ou moins repent. Mais les bases de cette nouvelle organisation qui se veut « de masse » à adhésions individuelles, en même temps que noyauté par des groupes maoïstes et autres, semblent bien confuses.

Le groupe recrute et forme de jeunes intellectuels parfois brillants, attirés par les grands problèmes internationaux, nourris de « thèses » très doctes et souvent ampoulées, adoptées par les différents « congrès mondiaux de la IV^e Internationale ». Il possède quelques orateurs, parfois brillants, toujours aptes à débiter un flot illimité de paroles, habitués à s'adresser à des assemblées d'étudiants ou de militants, mais qui ont du mal à mordre en milieu ouvrier. L'exemple le plus révélateur en fut le ton de la campagne présidentielle du candidat de la Ligue A. Krivine : tous les grands problèmes y ont été traités, parfois brillamment développés, mais destinés à ces militants. Krivine y a même parlé de l'Etat ouvrier « dégénéré », mais les ouvriers ont vainement attendu le moindre élément concret d'un programme socialiste. Ils ont été appelés à la lutte sur des revendications immédiates (sur les morts d'ordre du programme de transition) mais comment pourrait fonctionner une autre société, à l'usine, dans les quartiers, comment pourrait se faire la distribution de produits, etc. ?... il n'en a jamais été question.

La Ligue, dont les militants ont joué un rôle très actif lors des événements de mai 68, a grossi de façon importante ses rangs, depuis deux ans ; elle s'avère capable elle aussi de mobiliser plusieurs milliers de jeunes dans ses manifestations.

3) Avec le groupe Lutte Ouvrière, nous trouvons une orientation complètement différente, en ce qui concerne l'activité. Celle-ci se reflète dans le style du journal : le ton, le langage employé, le contenu des articles témoignent du souci évident de se faire comprendre par la grande masse des ouvriers. Journal de masse, mais sans grande masse, tel est « Lutte Ouvrière » encore que, comparativement aux autres publications trotskistes, il se comporte plutôt bien quant aux chiffres de vente. Dès avant mai 68, le groupe avait déjà fait paraître, le premier, un hebdomadaire de masse : « Voix Ouvrières ». Le journal actuel est plus important quant au nombre de pages, son style s'est amélioré, mais l'orientation est la même.

Le nombre et la variété des informations d'usine témoignent d'une relative importance de l'implantation en usine. La partie la plus importante du journal est consacrée à ces problèmes.

C'est le résultat d'un patient travail ouvrier accompli depuis 1956. Actuellement, une bonne centaine de feuilles volantes ronéotypées sont distribuées régulièrement dans autant d'usines. Toute l'organisation est bâtie autour de ces feuilles : informateurs et militants ouvriers, avec l'aide des « intellectuels » les plus chevronnés du groupe, participent à leur rédaction, diffusion assurée par des ouvriers et de jeunes étudiants. C'est dans ce travail que se forge l'organisation. La diffusion et la vente du journal constituent aussi une des activités de base.

Les militants ouvriers mènent une activité syndicale, à la CGT en priorité, puis lorsqu'ils en sont exclus, ce qui est fréquent, à FO, ou à la CFDT ; parfois, ils sont conduits à créer un syndicat d'usine. Tout dépend des circonstances locales.

Pendant plusieurs années, le groupe consacra la totalité de ses forces à la sortie des feuilles volantes d'usine. Ce qui le faisait considérer par beaucoup comme « ouvrieriste » et « élémentariste ». La parution d'un journal imprimé « Voix Ouvrière » en 1963, devait contribuer à modifier quelque peu cette réputation, de même que la diffusion régulière jusqu'en mai 68 d'une revue : « Lutte de classe ».

Comme les militants de chez Lambert, ceux de LO sont formés dans un véritable moule organisationnel. Les traditions de disponibilité permanente, de sérieux (contrôlé) dans l'accomplissement des plus petites tâches, dont l'UCI première mouture (du temps de Barta) se voulait la porteuse, se perpétuent. L'abnégation, la mise à la disposition du Groupe de toutes ses ressources intellectuelles, morales et financières doivent engendrer, chez le militant, la « félicité » organisationnelle dont LO fait vocation dans un de ses textes.

Le groupe produit un type de militant très accrocheur dans ses contacts individuels, très « organisé », à vocation de « révolutionnaire professionnel », rompu à toutes les tâches obscures. Il passe volontiers aux yeux des autres trotskistes, comme « peu politique », plus « ouvrieriste » que préoccupé par les questions internationales. Il se console en jugeant les membres des autres groupes comme moins sérieux dans le travail, et opportunistes dans leur pratique. Développant, depuis quelques années une activité plus large et plus publique, l'organisation a donné à ses orateurs publics l'occasion de s'affirmer davantage.

III. La construction du Parti révolutionnaire : Orientations.

Mai 68 a ouvert, tous s'accordent à le reconnaître, une période nouvelle où la jonction entre l'« avant-garde » qu'ils ont conscience d'être et les masses ouvrières, semble moins irréalisable. Déjà, dans les années 60 les groupes trotskistes étaient en progression numérique : les « révélations » du rapport Kroutchev en 56, la « déstalinisation », le schisme sino-soviétique, la révolution cubaine, le regain de curiosité pour les œuvres de Trotsky avaient sensibilisé nombre d'étudiants. Les groupes trotskistes avaient profité de ce courant nouveau, chacun à sa manière. Mai 68 devait révéler au grand public, leur existence et leur relatif pouvoir de mobilisation.

Comment ces organisations envisagent-elles maintenant de « capitaliser » l'écho certain, bien que limité, qu'a eu le Mai « gauchiste » ? Comment jeter un « pont » entre elles et les masses ?

1) Pour LO, le gauchisme est apparu, aux yeux des travailleurs, comme un courant réel. La première condition à remplir, nécessaire si elle n'est pas encore suffisante, c'est l'unification de toutes les forces « gauchistes » qui se sont exprimées sur le devant de la scène en Mai. Trotskistes de tous bords, maoïstes, anarchistes ont leur place dans une même organisation. Aucun groupe n'a, jusqu'ici, pu ou su faire la preuve de sa compétence et de sa capacité à diriger leurs luttes aux travailleurs de ce pays. Aucun n'a pu s'implanter profondément dans la classe ouvrière, ne serait-ce que dans un secteur limité. Aucun ne peut donc avoir la prétention d'être, en face des ouvriers, le parti révolutionnaire qui les mènera à la victoire. La division des gauchistes, dans ces conditions, ne peut que repousser les travailleurs, même si ces derniers accueillent avec sympathie les idées révolutionnaires. La première preuve de sérieux que les révolutionnaires devraient donner, serait de s'unifier dans un même parti dont les structures seraient à débattre, mais qui devraient ménager le droit de fraction aux différents courants existants.

La conversion « unitaire » du groupe peut surprendre. Jusqu'en mai 68, il entendait former ses propres militants en rupture complète avec les autres groupes, y compris les trotskistes. Dans la plus pure tradition « bartiste » il considérait comme vitale cet isolement, pour éviter la contamination « petite-bourgeoise » des mœurs « opportuniste » de ces groupes. A ce changement de cap, deux explications possibles. La première c'est qu'effectivement, pour LO, Mai 68 a radicalement transformé la situation. L'isolement organisationnel du groupe pouvait se justifier dans le contexte d'un isolement plus général des révolutionnaires. Après Mai, un terrain de masse s'offre à ces derniers. Il faut saisir l'occasion, sinon, les travailleurs, écœurés par toutes ces divisions qui leur échappent retomberont, soit dans l'indifférence, soit dans le giron du PCF. La deuxième raison, c'est que le groupe LO se sent désormais assez fort pour ne pas craindre la co-habitation avec d'autres groupes, même si les habitudes organisationnelles de ceux-ci n'ont guère changé. Ses militants se sentent assez confiants pour tenter de faire prévaloir la justesse de leurs conceptions dans ce qui serait, au départ, un parti bigarré sans doute, mais par lequel passe la construction ultérieure du parti révolutionnaire de type bolchevik nécessaire à la révolution.

A vrai dire, on voit mal comment un tel parti pouvait naître, dans l'état où se trouvait l'extrême-gauche révolutionnaire. On voit encore moins quelle activité un tel « parti » aurait pu développer, étant donné les énormes divergences et traditions des divers courants trotskistes, maoïstes et anarchistes appelés à se regrouper.

LO a vogué seul sur les eaux tourmentées de l'unité révolutionnaire. Il semble que depuis, tout en regrettant que les autres ne

l'aient point suivi sur ce terrain tant qu'il en était temps, LO, sans trop d'illusions, aspire à une fusion, plus modeste avec la Ligue Communiste. Des pourparlers laborieux sont en cours, un cours plutôt lent...

2) La perspective, pour le groupe Lambert (OCI) est à l'opposé. Le noyau du futur grand parti révolutionnaire existe bel et bien : c'est l'O.C.I. elle-même. Il lui appartient de créer, par ses propres moyens, le « pont » avec les masses ouvrières.

Ce « pont », elle en a jeté les bases : c'est l'« Alliance Ouvrière » organisée à la base en comités AO, c'est aussi l'AJS. Regrouper et structurer « l'avant-garde » n'est plus qu'une question de ligne politique juste et de travail. Aujourd'hui encore, l'essentiel de l'avant-garde est encadrée par les staliniens, au PCF ou à la CGT. C'est pourquoi, il est vital de mener une politique « unitaire » de « Front unique de classe », afin de démasquer les staliniens embourbés dans la collaboration de classes, et refusant l'unité avec les forces révolutionnaires.

Notons là aussi qu'il s'agit d'une « ligne » récente. Jusqu'en mai 68, le groupe Lambert (OCI) estimait que le mouvement ouvrier avait essuyé une lourde défaite avec l'installation du régime gaulliste, qu'il se trouvait « au creux de la vague », et donc, que les mots d'ordre offensifs relevaient de l'aventurisme ; les révolutionnaires devaient se battre sur des mots d'ordre de défense des libertés, contre « l'intégration des syndicats à l'Etat », etc. On sait aussi, qu'en mai 68, la FER et l'OCI prônèrent un « repli sur les usines », jugeant que les combats et barricades du quartier latin étaient « putschistes ».

Quoi qu'il en soit, l'heure est maintenant à la mobilisation révolutionnaire de l'avant-garde ouvrière et de la jeunesse.

3) La Ligue Communiste connut quelques flottements dans les mois qui suivirent mai 68, sur la marche à suivre. Des pourparlers unitaires eurent lieu avec LO. Puis, la Ligue décida d'une orientation qui entendait n'être « ni baudruche, ni arlequin ». Ni baudruche (type ligne Lambert), c'est-à-dire prônant le grossissement de la secte, comme solution d'accès aux masses, ni arlequin (type ligne LO) visant au rassemblement hétéroclite de groupes trotskistes (passe encore) mais aussi maoïstes, voire anarchistes ou autres.

Pour la Ligue, la construction du parti révolutionnaire est indissociable de l'élaboration stratégique, et donc d'un minimum de cohérence et d'homogénéité idéologique. Mais les références idéologiques ne sont pas suffisantes. Encore faut-il qu'il y ait une implantation de l'avant-garde ouvrière dans les masses. Pour s'implanter, il faut des idées justes, mais pour faire triompher ces idées justes, il faut déjà une certaine implantation. Comment sortir de ce cercle vicieux ?

La Ligue cherche donc, elle aussi, le « pont » qui conduit aux masses. Mais ce « pont » elle n'entendait pas, comme l'Organisation

Trotskiste, le « fabriquer » artificiellement de toutes pièces. Elle pensa trouver le joint en proposant la tenue de Conférences Nationales où pourraient se réunir les multiples Comités d'action nés avant ou pendant les événements de mai, sur la base d'objectifs précis (lutte contre la guerre au Viet-Nam, action dans les lycées, etc.). De ces conférences pourraient surgir, d'après la Ligue, des plates-formes minima, voire des éléments d'un futur programme, et, pourquoi pas une pratique militante commune. Les militants de la Ligue auraient un rôle très important à jouer dans ces conférences.

Ce n'était que beaux rêves de châteaux en Espagne. Ces comités multiples, comme il était raisonnable de le penser, survécurent difficilement à la période de mai. La plupart végétèrent quelque temps ; beaucoup disparurent. La perspective que voulait tracer la Ligue rétrécit comme peau de chagrin. La Ligue, qui venait d'ailleurs d'affirmer son intention de poursuivre seule sa route en adhérant à la IV^e Internationale (version Frank-Mendel) dut, malgré ses intentions premières, s'engager elle-aussi dans la voie « baudruche-bibendum ». Elle se lança dans la création de comités « Rouge » et connut un moment euphorique avec la campagne présidentielle de Krivine. Elle aussi fabriquait ses propres « ponts ». C'est la période « triomphaliste » du groupe.

Depuis, la Ligue a fait la critique de cette période et semble revenue à plus de modestie. Elle mène, avec LO des pourparlers sur une ligne trotskiste, en vue d'une unification que chaque groupe affirme vouloir, mais qui se fait attendre.

IV. Origine des ruptures.

Trois groupes qui se réclament de la même pensée, celle de Trotsky, trois groupes qui revendiquent la continuité avec la lutte menée par l'opposition de gauche contre la réaction stalinienne, trois groupes pourtant dont nous venons de voir combien leurs activités, leurs orientations, leurs traditions organisationnelles sont opposées ; trois groupes qui consacrent une bonne partie de leur temps, et parfois de leur prose, qui éduquent leurs militants, à se démarquer l'un par rapport aux autres ; trois groupes qui ont aussi, nous le verrons plus loin, des thèses profondément divergentes sur la plupart des grands problèmes révolutionnaires de notre temps ; voilà qui ne peut manquer d'étonner le jeune militant qui découvre aujourd'hui l'état du mouvement trotskiste. Comment, issus d'une même famille, ces trois organisations (sans parler des deux autres, moins importantes citées plus haut) en sont-elles arrivées à une telle cristallisation de positions et d'attitudes divergentes, voire opposées ?

Tenter de répondre à cette question nous conduit à revenir en

arrière. En réalité, ces groupes vivent depuis plusieurs décennies une existence séparée. Le divorce entre les tenants de Frank et ceux de Lambert, remonte à près de vingt ans. La rupture du groupe LO (ou du moins de Barta, dont l'héritage est revendiqué par les dirigeants actuels du groupe) date de 30 ans (voir p. 25 et 27). Réduits longtemps à l'état de sectes, ces groupes ont survécu, pris chacun de son côté des positions sur tous les problèmes nationaux et internationaux soulevés par la lutte des classes. Ils ont perpétué des modes d'activité militante marqués très fortement du sceau de la personnalité de quelques militants les plus en vue, qui ont pratiquement forgé « leur » organisation à leur image.

Comment se sont opérées ces ruptures ?

1) Pour ce qui est du *groupe LO*, nous renvoyons plus haut le lecteur (p. 19, puis pp. 25 et suivantes). Ce groupe, appelé alors UCI (« Lutte de classes ») menait donc déjà une existence séparée pendant la guerre et après celle-ci jusqu'à son effondrement vers 1950-51. Sa reconstitution, en 1956 sous la forme UCI et « Voix Ouvrière » s'est située, d'emblée en dehors des groupes Frank et Lambert, déjà opposés à cette date. Le groupe VO affirmait alors ne plus rien attendre ou espérer des autres groupes trotskistes. Un éphémère travail en commun avec le groupe Lambert, pour la sortie et la diffusion de quelques feuilles d'usine « Voix Ouvrière » devait rester sans lendemain.

2) C'est en 1952 que se fit le *divorce Frank-Lambert* au sein du PCI. En réalité, la crise couvait depuis plusieurs années. Déjà, en 48 et 49, des fractions avaient rompu, essentiellement sur la question de la nature de l'URSS : le groupe « *Socialisme et Barbarie* » animé par Lefort, Chaulieu et Mothé s'était organisé en dehors du PCI (voir p. 76-79) puis le groupe conduit par Pannetier (d'accord avec le poète Benjamin Péret et le militant espagnol Munis) était parti à son tour, considérant l'URSS comme un « capitalisme d'Etat ».

En 1949, un événement très important allait secouer les cercles trotskistes : Tito rompait avec Staline : première faille dans le bloc stalinien. Le PCI soutint Tito, croyant voir dans l'attitude de celui-ci, un retour à la voie révolutionnaire contre la bureaucratie stalinienne. Dans une « lettre ouverte au Parti yougoslave », le Secrétariat de la IV^e Internationale l'assurait de son soutien total, l'« informait » (sic) de la répression sans merci dont le trotskisme avait été victime avant lui pendant plus de vingt ans (1) et lui conseillait (on voit que la tradition « conseillère » des trotskistes ne date pas d'hier) de sus-

(1) Cette « information » ne manquait pas de sel. Les trotskistes savaient pertinemment que Tito lui-même avait ordonné l'assassinat de tous les trotskistes de Belgrade en 1941. La plus connue des victimes du stalinien Tito fut l'étudiant Slobodan Marculic.

citer un « véritable contrôle ouvrier », des « conseils ouvriers véritablement élus », etc.

Le groupe *Socialisme ou Barbarie* (SB) reprocha violemment au PCI et à la IV^e Internationale de se raccrocher au titisme pour la seule raison qu'il s'opposait au parti russe, de prendre parti pour une fraction nationale de la bureaucratie contre une autre. SB qualifiait de « débandade idéologique » les illusions cultivées par la IV^e sur la possibilité, pour la bureaucratie stalinienne de se réformer, encore plus de renouer avec la voie révolutionnaire, alors que, justement, la fondation de la IV^e Internationale avant la guerre, reposait sur cette analyse-clé que les partis staliniens étaient désormais contre-révolutionnaires et irredressables (voir SB n° 4, oct.-nov. 49). En réalité, l'attitude du PCI sur la question yougoslave, contenait déjà tous les germes de la déviation idéologique, que, quelques années plus tard, les futurs opposants (lambertistes) appelleront : « pablisme ».

Et, puisque le grand mot est lâché, voyons de plus près cette question du « pablisme », pomme de discorde qui fit éclater le PCI, et qui, aujourd'hui encore, est la principale cible des attaques de l'Organisation trotskiste contre la Ligue Communiste.

« Pablisme » vient de Pablo. Michel Raptis, dit Pablo, militant trotskiste grec, présidait aux destinées de la IV^e Internationale depuis le début de la guerre. Il produisait régulièrement l'essentiel des « thèses » adoptées par les différents Congrès mondiaux de la IV^e Internationale, ou du moins de ce qu'était devenue l'organisation fondée par Trotsky en 38.

A l'exception du groupe UCI qui fustigeait depuis 40, l'opportunisme de la section trotskiste française et de la IV^e Internationale qui lui avait donné sa caution, tous les militants du PCI, tels Frank, Lambert, Bloch, Renard, etc. avaient, sinon reconnu l'autorité de Pablo, du moins rallié ses points de vue, y compris sur l'affaire yougoslave.

Mais voici qu'en 1951, Pablo, dans un article retentissant : « Où allons-nous ? » allait provoquer d'énormes remous dans le petit cercle trotskiste.

Rappelons le contexte historique : c'est la guerre froide, la division du monde en deux blocs militaires hostiles. La révolution chinoise vient de porter Mao au pouvoir. C'est aussi la guerre de Corée, bien chaude celle-là. La III^e guerre mondiale semblait imminente. Dans cette guerre qui s'annonçait, les Trotskistes prenaient évidemment parti pour l'URSS qui restait à leurs yeux un « état ouvrier » bien que « dégénéré », reprenant le mot d'ordre de Trotsky avant la dernière guerre de « défense inconditionnelle de l'URSS ».

Mais Pablo devait pousser les choses plus loin :

1) « la réalité sociale objective, disait-il, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien », l'écrasante majorité des forces révolutionnaires se trouve, qu'on le veuille ou non, dirigée par la bureaucratie soviétique.

2) Le rapport de forces entre les deux camps a tourné à l'avantage du camp anti-impérialiste (notons au passage, que Pablo reprenait à son compte la théorie stalinienne des « camps », masquant les réalités *de classe*). « L'assimilation structurelle » des pays de Démocratie populaire à l'URSS, la victoire de la révolution chinoise, l'apparition du « mouvement révolutionnaire colonial » d'une part, « la crise finale de l'impérialisme » d'autre part, rendent tout compromis impossible, et mettent à l'ordre du jour « le conflit inévitable entre l'impérialisme coalisé et les « formes et forces variées de la révolution » (dont le « monde stalinien reste, rappelons-le, « la réalité sociale objective » essentielle).

3) Il en résulte que le mouvement stalinien est appelé, du moins dans un premier temps, à diriger la guerre anti-impérialiste. Il sera obligé, pour obtenir l'appui des masses, de « gauchir » sa politique. « Les partis staliniens développeront « inévitablement » des tendances « centristes » qui prendront le dessus sur l'opportunisme droitier.

4) Conclusion : afin de s'intégrer dans le mouvement réel des masses, les trotskistes doivent entrer dans les partis staliniens, les « ruses » et les « capitulations » sont non seulement admises mais nécessaires. A défaut d'un puissant parti stalinien, les trotskistes, dans certains pays, entreront dans le parti social-démocrate.

Telle est la doctrine du fameux « entrisme sui-generis »...

Et Pablo de prédire, dans une vaste envolée « prophétique » que le processus de transformation de la société capitaliste en socialisme, occupera une période historique de plusieurs siècles (!) qui sera remplie « *par des formes et régimes transitoires entre le capitalisme et le socialisme nécessairement éloignées des formes « pures » et des « normes* ». Ainsi, non content de s'en tenir au soutien de la société de « *transition* » russe, Pablo en redemande pour des siècles !!!

La majorité de la IV^e Internationale se rallia pourtant à ces thèses. Mais, au sein de la section française, une minorité seulement, derrière Frank, prenait parti pour la ligne pabliste. La majorité du PCI, conduite par Lambert, Bloch, Renard s'opposait à ce qu'elle considérait comme une capitulation devant le stalinisme et la liquidation du trotskisme. Les majoritaires « lambertistes » gardaient le journal « La Vérité ». Les minoritaires « frankistes » étaient seuls reconnus comme « section française de la IV^e » ; ils publieront bientôt « *La Vérité des travailleurs* ». La rupture était consommée.

V. Variations sur un thème : Le « Pablisme ».

A partir de 1952, les groupes trotskistes, héritiers du PCI vont s'entre-déchirer. C'est ainsi que le groupe Frank trainera le groupe Lambert devant les Tribunaux pour lui faire retirer la mention « IV^e Internationale » du sous-titre de « La Vérité ». Violentes polémiques, nouvelles scissions, la tradition trotskiste dans ce qu'elle a de moins bon, sera respectée. Au centre de cette « tempête dans un verre d'eau », pour reprendre l'expression d'un militant du groupe LO : le « Pablisme ».

Nous venons d'exposer les thèses de Pablo de 51. Celui-ci devait donner son nom à une tendance politique au sein du mouvement trotskiste, qui, selon ses adversaires devait « liquider » le trotskisme. Le mot même de pablisme devenait, dans la bouche des « lambertistes » une sorte d'injure politique, en tous cas un mot chargé de mépris.

1. Les « plus pablistes que Pablo ». Nous désignons ainsi les courants ou groupes qui ont poussé la « logique pabliste jusqu'au bout, dans deux directions possibles.

Les uns sont passés de « l'entrisme sui-generis » dans le PCF, à la lutte pour le « redressement révolutionnaire » de celui-ci. Comme le personnage d'un film de Prévert qui était entré en lui-même et n'en était jamais ressorti, certains militants du PCI, entrés (ou pronant l'entrisme) au PCF, sont passés sur des positions pro-staliniennes. Dès 1954, un minuscule groupe, animé par Michèle Mestre et Corvin, se fait l'apôtre de cette tentative de « redressement des partis staliniens ». Une « charte » est publiée, intitulée : « Défense du Communisme », où « l'erreur fondamentale de la IV^e Internationale » est dénoncée, à savoir, le diagnostic porté par Trotsky lui-même, de la faillite irrévocable des PC et de l'Internationale communiste. Non, dit M. Mestre, les PC restent une force « potentiellement » révolutionnaire. Il appartient aux militants conscients d'en redresser le cours. En dehors de cette action, on sombre dans « l'anti-communisme ». Or, il n'y a que deux camps, les communistes et les anti-communistes. L'attachement à l'URSS est « la pierre de touche » qui distingue les révolutionnaires des ennemis conscients ou inconscients de la révolution. Les militants du PCF ne tenaient pas d'autre langage !

Et ce groupe de soutenir comme progressistes (?) l'élimination de Malenkov du pouvoir soviétique, le retour à des mesures en faveur du développement de l'industrie lourde et du budget militaire russe (??), contre ceux qui « ne veulent y voir qu'une lutte entre des fractions de la bureaucratie ». Bref, le groupe Mestre passe ouver-

tement sur des positions pro-staliniennes. Il les défend dans un journal intitulé : « *Le Communiste* » (1).

Mais, la révolution cubaine d'une part, la rupture entre la Chine et l'URSS d'autre part, réveillent en ces militants, les vieilles fibres trotsko-pablistes : Mestre sera ultramaoïste (le maoïsme n'est-il pas le foyer essentiel du redressement révolutionnaire annoncé ?) Toujours est-il que, dans son enthousiasme, M. Mestre n'hésite pas à prendre sa plume pour écrire au « camarade » Mao-Tsé-Toung, afin de lui « conseiller » (décidément...) de construire une V^e Internationale !!! Las !... Il semble bien que Mao n'ait guère tenu compte de ce sage conseil...

D'autres, les « posadistes », développent, jusqu'à la caricature le « tiers-mondisme » de Pablo. L'ère de ces fameux « formes et régimes de transition », pas toujours dans les « normes », mais dont l'existence est découverte par l'imagination fertile de Posadas, est déjà bien commencée. Il y a peu de temps, Posadas distinguait quatorze « Etats ouvriers » et neuf autres « en formation », dont la Birmanie, la Guinée et... Zanzibar !

Posadas et ses disciples, estimant que la majorité de la IV^e Internationale était trop sclérosée, rompent avec elle, entraînant avec eux « le Bureau Latino-américain » (BLA). Il existe en France, une minuscule secte (qui s'intitule « Parti communiste révolutionnaire trotskiste ») qui publie dans « *Lutte Communiste* » les torrentiels articles de son « maître », écrits dans un invraisemblable galimatias, relevant parfois du délire paranoïaque.

Récemment, dans un numéro (2) de ce journal, consacré à la publication « d'un document d'une importance inégalable » (préface dixit) on pouvait lire des phrases comme celles-ci :

« Aujourd'hui, les trotskistes et Posadas apparaissent de tous côtés (1)... Qu'est-ce que le léninisme ? C'est le trotskisme et le Posadisme... Marx, Engels, Lénine, Trotsky et nous autres ont su comprendre et créer les instruments nécessaire à l'histoire... etc.

Ajoutons que Posadas lance régulièrement des « appels aux masses » pour que vive la révolution, vive la IV^e Internationale et vive le PCRT !

2. « Les pablistes qui ont perdu Pablo ». Nous voulons parler du groupe régulièrement affilié à la IV^e Internationale, l'ex-PCI aujourd'hui devenu *Ligue Communiste*.

Nous avons vu comment, sous la houlette de Pablo, ce groupe, faute de pouvoir intervenir réellement dans la lutte révolutionnaire

(1) « *Le Communiste* » paraît encore aujourd'hui.

(2) Le document en question s'intitule : « Lénine, la construction du parti bolchevique, la révolution socialiste, l'état ouvrier et le socialisme » rien de moins... 3 avril 70.

où que ce soit, venait, à partir de 1951, de parer la bureaucratie stalinienne, sinon de vertus révolutionnaires, du moins de capacités nouvelles. Il ne s'en tiendra pas là. Bientôt, et toujours sur les traces de Pablo, il trouvera d'autres substituts à l'action révolutionnaire du prolétariat. Après s'être accroché aux basques de Tito, il reportera ses espoirs sur Castro, sur Ben Bella-Boumedienne (3) et même sur Sékou Touré (1), voire sur le kenyen Kenyatta «et autres»...

Les «résolutions», «thèses», aussi doctes que savantes font fleurir, d'un coup de baguette pabliste les Etats ouvriers «en développement» ou «déformés», les «gouvernements ouvriers et paysans», les «révolutions permanentes en marche».

Le «Secrétariat International», haute instance de la IV^e, n'hésite pas à écrire à Tito, à Mao. Pablo envoie, de la prison où il est incarcéré (pour avoir aidé le FNL algérien) une longue lettre à F. Castro, avant que d'aller conseiller de vive voix Ben Bella sur la meilleure façon de faire avancer l'économie socialiste, après la victoire de la révolution algérienne.

L'évolution de plus en plus tiers-mondiste et pro-soviétique de Pablo amèneront pourtant la IV^e à prendre ses distances avec celui-ci, jusqu'à ce que Pablo quitte, en 1964, l'organisation.

Mais le «pablisme» sans Pablo se perpétue : récemment encore, Ho-Chi-Minh était, sans le savoir, le chevalier qui portait les couleurs de la révolution permanente. Aujourd'hui, le FDPLP palestinien suscite bien des espoirs...

Du point de vue de l'activité, le groupe Frank, au lendemain de la rupture de 52, se trouve réduit à quelques dizaines de membres. Il se lance, comme il le peut, dans la fameuse politique «d'entrisme». Il perd en cours de route la fraction Mestre et n'obtient, semble-t-il guère de succès. En fait, seuls, les militants non «grillés» auprès des staliniens, et il y en avait peu, purent entrer au PCF. Ils y pratiquent les «ruses» et «capitulations» qui en font des «sous-marins» prisonniers en réalité de l'appareil stalinien. Les années passent. La guerre que l'on avait crue imminente, semble de moins en moins probable, du moins dans un avenir immédiat. Or, rappelons-le, c'est sur la perspective d'une guerre très proche, que les thèses pablistes étaient fondées, et l'«entrisme» en était la conclusion organisationnelle. Bien que la «coexistence pacifique» ait succédé à la «guerre froide», le groupe continuait de prôner le même «entrisme sui-generis»...

(3) Voir la résolution adoptée par le Secrétariat International le 21 avril 63, publiée dans la revue IV^e Internationale, au «Congrès mondial de réunification». Cette résolution se termine ainsi : «La IV^e Internationale soutient de toutes ses forces la révolution algérienne en marche vers le socialisme».

Pendant la guerre d'Algérie, le groupe soutient politiquement et pratiquement le FLN. L'essentiel de l'activité de ses militants est consacrée à ce soutien. C'est que le groupe, et, d'une façon plus générale, le courant pabliste international, fonde de gros espoirs sur le FLN, dont il estime qu'il contient potentiellement la permanence future de la révolution algérienne. Une révolution, pense-t-il qui ne peut être conduite de façon cohérente par la bourgeoisie algérienne, pour la bonne raison que celle-ci n'existe pas ; la révolution algérienne est d'emblée plus radicale que les mouvements nationalistes du Magrheb. Au sein du FLN, le groupe croyait pouvoir distinguer une aile gauche « socialisme » dirigée par Ben Bella et... Boumedienne (1).

En milieu étudiant, le travail « entriste » allait pourtant donner quelques fruits. Le PCF n'a jamais toléré qu'une opposition de gauche s'installe sur ses terres ouvrières. Il s'est montré parfois plus « libéral » en ce qui concerne les intellectuels ou les étudiants, prenant bien soin que les remous restent circonscrits dans ces milieux et épargnent les cellules d'entreprises. En 56, l'écrasement de la révolution hongroise par les tanks russes, allait susciter des « crises » Individuelles et de petits groupes contestataires au sein de l'UEC. Le parti parvenait assez facilement à reprendre son organisation étudiante en mains. Mais sa politique pendant la guerre d'Algérie secouait également les cercles étudiants communistes. Après avoir soutenu le gouvernement Mollet dont les intentions de « paix » en Algérie ne résistent pas à quelques jets de tomates, le PCF s'en tient à une ligne « pacifiste » pas toujours bien digérée par nombre d'étudiants tentés par une politique de soutien au FLN. La piteuse défaite « républicaine » de 58 devant de Gaulle ne redonne guère de lustre au « grand parti ouvrier ». Le PCF dut tolérer quelque temps l'existence d'une opposition de gauche au sein de l'UEC, animée par de jeunes « pablistes » : Krivine, Ben Saïd, David Rousset fils, qui trouvera avec la rupture Pékin-Moscou un nouveau terrain d'agitation. Mais les progrès des « gauchistes » au sein de l'UEC devenant inquiétants, l'appareil décide de les exclure en 1966. L'opposition de gauche s'organise alors sur une base indépendante sous le nom de Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR) comprenant plusieurs centaines de militants (5) et qui montre sa capacité à organiser des ma-

(5) Dans son livre, déjà cité, sur la IV^e Internationale, Frank justifie la politique « entriste » par la formation de la J.C.R. qui en est le fruit. C'est oublier, que, dans le même temps, le groupe Lambert et le groupe VO, obtenaient des succès comparables, sur une base « non entriste ». En réalité, le développement des groupes trotskistes est dû à d'autres causes qu'à la tactique de l'« entrisme sui-generis » : regain d'intérêt, chez les jeunes générations pour l'œuvre de Trotsky (rééditée de toutes parts) depuis le rapport Krouchtchev, la « déstalinisation » etc... Politisation de nombreux étudiants à partir de la guerre d'Algérie ; éclatement du monolithisme stalinien (Chine, Roumanie, P.C. Italien, etc.), attrait de la jeune révolution cubaine etc...

nifestations dynamiques, en particulier pour le soutien à la révolution viet-namienne. La JCR joue, lors des événements de mai 68, un rôle très actif, si on le compare à celui des jeunes lambertistes (FER) qui désertent le quartier latin pour effectuer un « repli vers les usines » et à celui du groupe LO, moins « publicitaire » et moins présent au quartier latin.

Quant à l'« entrisme », il semble maintenant pratiquement abandonné.

3. Les pablistes anti-pablistes.

Nous voulons parler de ceux qui, depuis 51, se montrent les plus grands pourfendeurs du « pablisme » : les lambertistes. Pourquoi les désigner ainsi, eux qui repousseront sans doute avec horreur une telle appellation ?

1. Parce que toutes les positions prises par la IV^e Internationale dirigée par Pablo jusqu'en 51, restent les leurs aujourd'hui : analyses sur les « Etats ouvriers déformés », sur la Chine (voir p. 54). Les quelques contorsions idéologiques auxquelles Just s'est livré récemment ne changent rien fondamentalement.

A en croire les lambertistes, le pablisme est né vers 1950. C'est à partir de ce moment que la liquidation du trotskisme par Pablo a commencé (6). Cela paraît peu sérieux.

2. Parce que, depuis leur rupture avec les « pablistes », ils ont su montrer qu'ils avaient gardé quelques bonnes traditions pablistes : par exemple, au cours de la guerre d'Algérie, ils ont soutenu à fond le MNA (parti de Messali Hadj) considéré comme prolétarien en opposition au FLN petit-bourgeois aux mœurs stalinienne. Si Pablo est devenu, après la fin de la guerre d'Algérie « conseiller économique » de Ben Bella, Lambert avait été quelques années auparavant le « conseiller » politique de Messali. Les champions du « socialisme » de la révolution algérienne, avaient chacun le soutien éclairé d'un groupe trotskiste...

3. Parce qu'enfin, la pablobobie qui règne chez les lambertistes relève, sous une autre forme, du même mal qu'ils stigmatisent chez leurs concurrents. Ce que pablistes et lambertistes se dissimulent, c'est l'échec du mouvement trotskiste, son incapacité à se lier aux masses, échec et incapacité qui ne sont pas dus seulement à ses « erreurs », mais sans doute aussi à la période historique que nous traversons. Les premiers décident de s'en remettre à d'autres. qu'ils parent de vertus révolutionnaires socialistes. Les seconds char-

(6) Ou bien Pablo est-il devenu d'un seul coup, un abominable traître, mais alors comment la majorité de la IV^e Internationale l'a-t-elle suivi ? Ou bien, Pablo était déjà un traître, une sorte d'escroc de génie qui aurait berné tout le monde jusqu'en 51, date à laquelle il se serait « démasqué ». Quel pouvoir entre les mains d'un seul homme, et ce, dans une organisation révolutionnaire !

gent Pablo de tous les « péchés ». L'une et l'autre de ces attitudes relèvent de la magie. Ainsi le renard préférerait « décider » que les raisins étaient trop verts, faute de pouvoir les atteindre...

Par exemple, si la « grève générale » de 1953 en France n'a pas débouché sur une situation révolutionnaire, c'est la faute aux pablistes. Si la révolution hongroise n'a pas réveillé l'action révolutionnaire du prolétariat européen, c'est que le pablisme, « liquidateur » de la IV^e Internationale le privait de la direction révolutionnaire nécessaire. Nous n'exagérons rien, c'est ce qu'affirme à peu près la « résolution du Comité International soumise à la discussion pour la Conférence internationale de 1965, intitulée : « Pour la reconstruction de la IV^e Internationale ». Haro sur le Pablo !

Certes, les lambertistes tentent d'expliquer le pablisme. Ils le présentent comme le résultat de la « pénétration dans le mouvement trotskiste de l'opportunisme petit-bourgeois » et même comme « un phénomène de classe de caractère international correspondant aux besoins de l'impérialisme, de la bureaucratie stalinienne, de la social-démocratie et des dirigeants nationalistes ». Ni plus, ni moins...

Le PCI (Lambert) qui prit ensuite le nom d'OCI, connut lui aussi une période difficile après 1952. Avec des effectifs peu nombreux (mais nettement supérieurs au groupe Frank), il survécut en grande partie par son activité syndicale de plus en plus tournée vers FO, ce qui n'ouvrait guère de grandes perspectives, mais lui permit d'avoir une certaine influence dans des secteurs ouvriers localisés, de se lier à des hommes comme Hébert, militant anarcho-syndicaliste de la Loire-Atlantique et par ailleurs habile manœuvrier dans l'appareil FO. Il put ainsi jouer un rôle non négligeable dans certaines grèves des chantiers navals de Saint-Nazaire, et de quelques usines de Loire-Atlantique (à Nantes notamment). Certains de ses militants sont restés implantés chez Michelin et dans quelques « boîtes » de la région lyonnaise.

Pendant la guerre d'Algérie, le groupe, comme nous l'avons déjà dit, lia son sort quelque temps, à celui du MNA et connut alors une parution fréquente de « La Vérité » qui redevint beaucoup plus épique après la rupture intervenue avec Messali. Pour toute autocritique, du moins publique, le groupe se contenta de prononcer très discrètement l'oraison funèbre de Messali devenu « l'ombre dégoûtante de lui-même ».

La venue au pouvoir de de Gaulle en 58, marque, d'après l'OCI, le début d'une grave période de recul de la classe ouvrière. Cette défaite sans combat, rejette le prolétariat dans « le creux de la vague ».

Pourtant, dans les années 60, le groupe élargit son influence

particulièrement chez les jeunes, étudiants, élèves des Collèges techniques et jeunes ouvriers. Dès avant 68, il s'avérait capable, lui aussi de mobiliser plusieurs centaines de jeunes qui intervenaient avec fougue et parfois avec « virilité » dans les meetings ou manifestations de leurs rivaux de la JCR, pour y « démasquer le pablisme ».

L'attitude de la FER (nom du groupe en milieu étudiant, en 68) a déjà été évoquée (voir p. 48), nous n'y reviendrons pas.

4. Et Pablo ?

Plus que nul autre, il devint le héraut « trotskiste » de la « révolution coloniale » en général. Le véritable foyer de la révolution socialiste ne se trouvait plus dans les pays capitalistes industrialisés, la classe révolutionnaire, ce n'était plus le prolétariat. Le « centre de gravité » de la révolution mondiale s'est déplacé dans les pays coloniaux et arriérés. Ce sont les masses paysannes, voire petites-bourgeoises, et accessoirement prolétariennes de ces pays qui « frayent » le chemin de la révolution socialiste. En toute logique, Pablo proposera, avant sa rupture avec la IV^e Internationale, de déplacer le « centre » directeur de la IV^e dans une de ces régions !!

Ses idées, n'ont, à vrai dire, rien de bien original. Des hommes comme Fanon, Debray, Maspéro ne disent pas autre chose et ils le disent bien. Mais Pablo présente cette particularité de présenter ces conceptions dans un emballage « trotskiste ».

* * *

Dans le même temps, Pablo s'attache à suivre, dans tous ses méandres, la ligne politique de Moscou. Après avoir estimé, en 51-52-53 la guerre « imminente » (lire son livre : « *La guerre qui vient* »), il change de position et analyse que la guerre devient peu probable. C'est que la bureaucratie a changé de cap : elle quitte le terrain de la guerre froide pour celui de la « coexistence pacifique ». Pablo aussi, mais il reste circonspect. La coexistence pacifique devient une hypothèse vraisemblable, mais il faut, dit Pablo « renforcer les Etats ouvriers, de façon à créer un encerclement stratégique, économique et psychologique de l'impérialisme yankee, rendant toute tentative de guerre atomique (de sa part) une opération de suicide universel ».

D'ailleurs, ajoute-t-il, le processus de déstalinisation a pris une telle ampleur, « qu'il a jeté les bases de la rénovation révolutionnaire du mouvement communiste » et « l'URSS s'achemine vers un rôle plus ferme, décidé et clair, dans le soutien de la révolution mondiale » (7).

La boucle est bouclée. Pablo, devenu ouvertement pro-stalinien, quitte en 1964, la IV^e Internationale, qui ne peut le suivre jusque là.

(7) Voir les thèses minoritaires présentées par Pablo au « Congrès mondial de réunification » en 63 (revue IV^e Internationale, 21^e année, n° 19).

Il part, après avoir pris parti pour l'URSS dans le différent qui l'oppose à la Chine. Il emmène avec lui le « bureau africain » et se constitue en tendance marxiste révolutionnaire de la IV^e.

5. Les apablistes.

Le seul groupe épargné par le « pablisme » est assurément l'actuel groupe LO. Et pour cause ! Depuis 39, il se tient à l'écart de tous les autres groupes et de toutes les IV^{èmes} Internationales. Il ne fait pas partie de la famille, et les autres le lui font bien sentir (8).

Pour ce groupe UCI-« *Voix Ouvrière* », aujourd'hui « *Lutte Ouvrière* », le « pablisme » n'est qu'un mot derrière lequel tous les autres cherchent à masquer la faillite complète de la IV^e Internationale, en tant qu'organisation. Ce n'est, ni en 64 (départ de Pablo) ni en 52 (rupture de Lambert) qu'il faut remonter, dit-il, mais bien plus loin, dès 1940. Le passage au nationalisme de plusieurs sections de l'Internationale, (dont le POI français), la façon dont l'Internationale a passé l'éponge sur cette faillite, ont détruit l'organisation en tant qu'organisation révolutionnaire. La crise de 1940, fut « la gangrène qui mena au tombeau l'organisation trotskiste toute entière ».

Si la IV^e n'a pu résister à l'épreuve de la guerre et à la disparition de son fondateur, c'est qu'elle était rongée de l'intérieur par le cancer petit-bourgeois. Certes, il était inévitable que la composition sociale de toutes les sections de l'Internationale, et le POI ne pouvait y échapper, soit à dominante petite-bourgeoise. C'était normal, pour une jeune organisation luttant à contre-courant. Mais ce handicap aurait dû être surmonté si, comme les y exhortait Trotsky, les sections nationales s'étaient astreintes à développer une pratique bolchevique, en rupture complète avec le milieu ambiant, à dresser les militants dans une optique « léniniste », en travaillant systématiquement en milieu ouvrier, et en se donnant comme objectif prioritaire le recrutement de prolétaires dans leurs rangs. Faute de s'être attelée à cette tâche, la IV^e Internationale est morte deux ans après sa naissance, dans la grande tourmente de la guerre mondiale. Le ver était dans le fruit. Celui-ci n'a pas su le rejeter. Il a été dévoré. Le « pablisme » n'est donc autre que la manifestation de plus en plus évidente au sein du cadavre de la « IV^e Internationale » (ou plutôt des différentes sectes « mondiales » qui se disputent sa dépouille) du

(8) Les deux auteurs de récents ouvrages se rapportant au mouvement trotskiste, l'un publié par Frank, l'autre par le lambertiste J.J. Marie (le Trotskisme, éditions Flammarion 1970) réussissent le tour de force de ne pas dire un seul mot sur l'existence du groupe U.C.I. Frank y fait juste une allusion pour contester la validité de certains propos du groupe au sujet du jugement porté par la IV^e sur l'attitude du P.O.I. en 40. Quant à J.J. Marie, il parle, à propos de la grève Renault de 47, du rôle de second plan (le premier étant évidemment tenu par le P.C.I.) joué par « le groupe alors (sic) trotskisant (resic) de Voix Ouvrière »...

mal petit-bourgeois vainqueur depuis longtemps. Telle est l'analyse que fait LO de la faillite de la IV^e qui, pour elle, dépasse largement le problème du « pablisme ».

Croire qu'il était possible d'éviter cette dégénérescence relève, nous semble-t-il d'un « volontarisme » organisationnel bien optimiste. L'idéalisme le mieux trempé ne peut indéfiniment résister à la dure réalité quand celle-ci est fondamentalement hostile. Même les plus valeureux des vieux militants du parti bolchevik, ne purent résister victorieusement à l'énorme vague contre-révolutionnaire qui devait prendre le visage du stalinisme. Les bolcheviks les plus dévoués, ou bien succombèrent aux attraits du pouvoir, ou bien renièrent leurs convictions sur ce qu'ils croyaient être l'autel du parti, ou bien alors, ils furent massacrés. Les trotskistes d'avant-guerre n'eurent pas à affronter les mêmes épreuves, mais celles que l'histoire leur réserva n'étaient pas moins difficiles. Même avec la meilleure bonne volonté et les meilleures intentions révolutionnaires, on voit mal comment ils pouvaient échapper aux errements, dans leur quête désespérée d'un appui des masses. Il faut bien dire aussi, qu'entre la date de naissance de la IV^e Internationale (naissance dont l'opportunité fut pas mal discutée, voir p. 14 bis) et le déclenchement de la guerre, l'histoire ne lui a guère laissé de temps...

Toutefois, si le groupe LO date de 40, voire de 39, la faillite du mouvement trotskiste, il ne va pas jusqu'à remettre en cause le programme de transition, dont il se considère comme le plus fidèle défenseur. Soyez logiques, lui rétorquent les autres, si la IV^e est un enfant mort-né comme vous l'affirmez, c'est donc que la décision de naissance était une erreur, et que son programme est à reconsidérer... Ce n'est pas une question de programme, répond LO ; c'est une question d'hommes et de méthode.

Il reste à faire la preuve qu'autre chose était possible. A supposer que le groupe ait évité la dégénérescence opportuniste qui, estime-t-il, a ravagé le mouvement trotskiste officiel, il n'a pas, mieux que les autres, réussi à sortir de l'état de secte.

Certes, depuis sa résurgence en 56, le groupe s'est développé mais à une échelle microscopique. Il a, sans doute, et par ses seuls moyens, en partant pratiquement de zéro, atteint une importance numérique sensiblement voisine de celle de ses rivaux de l'O.C.I. et de la Ligue. Il a gagné (ou formé) un certain nombre de militants ouvriers par un travail d'usine ingrat et difficile. Mais, et il en a conscience, il n'a pas fait la preuve de son aptitude à gagner la confiance d'une grande masse de travailleurs, et de sa capacité à diriger la lutte dans un secteur tant soit peu important de la classe ouvrière.

Le groupe LO a, au moins par rapport aux autres, le mérite de reconnaître cette situation. S'il estime sa propre expérience vitale pour « la construction du parti révolutionnaire » qu'il juge nécessaire, il semble conscient du chemin qui reste à parcourir, tant à l'échelle nationale que mondiale.

VI. Etat ouvrier dégénéré et... Etat ouvrier dégénéré...

S'il est un point qui paraît faire l'unanimité dans les rangs trotskistes, c'est bien la définition de l'URSS comme « Etat ouvrier dégénéré ». Sur ce sujet, ils se réfèrent à tout ce que Trotsky a écrit avant la II^e guerre mondiale (1).

Mais, si l'on y regarde de plus près, on est frappé par les accents très différents mis par les uns ou par les autres sur tel ou tel aspect de l'argumentation de Trotsky.

1) Ce qui est essentiel, pour la Ligue Communiste, c'est que les « rapports de production » établis par la révolution d'octobre et consolidés plus tard par la bureaucratie stalinienne, ne sont toujours pas remis en cause. Ces rapports de production « non-capitalistes » se caractérisent par la nationalisation totale de l'industrie, la « planification », la collectivisation des campagnes. L'économie de l'URSS serait une « économie de transition », comme Mendel le répète avec insistance (2). Et de reprendre chez Trotsky, tous les arguments annexes de cette démonstration : rythmes élevés et supérieurs à ceux des pays capitalistes, de la progression de la production, par exemple.

« L'Etat ouvrier » russe est « dégénéré » parce que, sur la case « saine » de ces rapports de production, la gestion par une couche sociale, la bureaucratie, de toute l'économie (gestion qu'elle assume parce qu'elle a exproprié politiquement le prolétariat) ne peut entraîner que gabegie, spéculation, bluff statistique, bilans truqués, etc. Mendel donne maints exemples de cette mauvaise gestion.

Mais la bureaucratie n'est pas une classe, puisqu'elle ne possède pas, à titre privé, les moyens de production. Qu'est-elle donc ? une « caste », un « accident de l'histoire », une « excroissance parasitaire » greffée sur un corps sain, par suite de l'isolement dans lequel s'est trouvée la Russie révolutionnaire arriérée.

Ces thèses sont classiques dans le mouvement trotskiste. Elles font partie du Credo. Pourtant ces taux de progressions économiques, bien

(1) Lire : « La Révolution trahe », « Etat ouvrier, thermidor et bonapartisme », « Encore et une fois sur la nature de l'U.R.S.S. », « U.R.S.S. en guerre ».

(2) Lire : Mendel : « Traité d'Economie marxiste » Tome 2.

que supérieurs encore à ceux des vieux pays capitalistes, sont en baisse permanente (3), en toute conformité avec les lois qui régissent les rythmes d'expansion d'une accumulation capitaliste. D'ailleurs, à ce compte-là, le premier Etat ouvrier du monde devrait être le Japon, et l'Allemagne de l'ouest serait fort bien placée dans cette compétition socialiste ! Que par ailleurs cette bureaucratie qui ne possède pas, à titre privé, les moyens de production, mais qui « possède l'Etat », et donc exerce sa domination au niveau de l'ensemble des moyens de production, qu'elle fonde sa domination sur l'exploitation du prolétariat, qu'elle vive, et vive bien, de la plus-value arrachée au travail salarié de l'ouvrier russe, que la production soit une production de marchandises, qu'« enfin, cette excroissance parasitaire » ait la peau bien dure, puisqu'en place depuis quarante-cinq ans, et semble-t-il aussi vigoureuse que jamais après avoir traversé gaillardement l'épreuve qui devrait l'abattre (la guerre), voilà qui ne trouble pas la foi des trotskistes. Puisqu'il n'y a pas eu rétablissement du capitalisme privé, l'URSS reste un Etat ouvrier dégénéré sans doute, mais ouvrier « fondamentalement ». La Ligue s'en tient là.

2) Les groupes LO et Lambert sont bien d'accord avec cette analyse, que l'on retrouve incontestablement dans les écrits de Trotsky. Mais ils mettent l'accent sur le processus historique qui fait de l'URSS un « Etat ouvrier dégénéré ».

Il y a eu un Etat vraiment ouvrier, celui de Lénine. Puis, il a dégénéré. La bureaucratie elle-même est d'origine ouvrière. La nature des changements intervenus dans les rapports de production en URSS est liée à la classe sociale qui les a faits.

C'est oublier peut-être que certains « changements » de taille ont été l'œuvre, non pas de l'Etat ouvrier de Lénine, mais plus tard de la bureaucratie stalinienne : il en est ainsi des premières planifications, et de la « collectivisation » des terres, mise en chantier à partir de 1928. Là aussi, les trotskistes se réfugient sous l'aile protectrice et sans appel de Trotsky. C'est que la bureaucratie joue un rôle « bonapartiste » sur les bases sociales d'un Etat ouvrier. Et c'est malgré elle, ou, parce que son pouvoir est, qu'elle le veuille ou non, lié au nouveau mode de production, qu'elle a su défendre les conquêtes d'octobre, et même les approfondir.

Dernière référence indispensable à Trotsky : l'image prise par celui-ci de la voiture endommagée : une automobile accidentée n'en demeure pas moins une automobile. Il en va de même d'un Etat ouvrier dégénéré.

Reste à savoir si une automobile, dont le moteur a été enlevé, demeure encore une automobile ? Ou bien, elle ira au « cimetière

(3) A ce sujet, voir l'étude remarquable publiée par la revue bordiguiste « Programme Communiste » : « L'économie soviétique de 1917 à nos jours ».

d'autos » (c'est donc bien qu'elle est morte), être réduite à la ferraille, ou bien on fera appel à deux bœufs pour tirer ce qui n'est qu'une grosse carcasse, et nous au'ons alors affaire à une vulgaire charrette.

Quant au « bonapartisme ouvrier », il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Si la bourgeoisie, doit dans certaines circonstances, s'en remettre, pour la direction politique de l'Etat, à un pouvoir politique qui semble lui échapper, elle n'en conserve pas moins l'essentiel, c'est-à-dire les bases économiques, matérielles de son pouvoir (capitaux, entreprises, commerces). Par contre, une classe ouvrière au pouvoir, qui s'en trouve évincée, perd tout. Et le pouvoir politique bien sûr, et aussi le pouvoir économique. La société change de mains. Il ne peut y avoir de « bonapartisme ouvrier ».

3. Trotsky lui-même se montrait moins figé sur le problème. Il n'excluait pas la révision de son jugement. Dans un de ses derniers écrits, « l'URSS en guerre », il défendait certes son analyse mais il liait le sort de celle-ci à l'épreuve que la II^e guerre toute proche lui ferait subir. Si le stalinisme sortait vainqueur et renforcé de la guerre (ce qu'il ne croyait pas), alors il faudrait revoir le jugement qu'il portait sur l'URSS (4).

La guerre a passé. Le stalinisme est toujours là. Mais les trotskistes n'ont rien modifié à l'analyse du maître.

Ce qui peut paraître comme une simple « différence d'éclairage » à propos de l'analyse de l'URSS entre les groupes trotskistes, va s'avérer comme une divergence fondamentale, lorsque ceux-ci vont se trouver en face de problèmes nouveaux : nature des « Démocraties populaires » et des révolutions de libération nationale dans les pays arriérés. Les références aux analyses passées de Trotsky ne peuvent plus créer l'unité des vues.

VII. Les Démocraties populaires : Etats ouvriers... déformés... défigurés... ou bourgeois ?

1. Pour LO, la question est relativement simple. Dans aucun de ces pays d'Europe centrale passés sous le contrôle de l'URSS, il n'y a d'Etat ouvrier, car dans aucun d'eux il n'y a eu de révolution ouvrière. Nulle part, le prolétariat n'a joué un rôle quelconque, à plus forte raison dirigeant, dans la mise en place du pouvoir à la fin de la guerre, dans les mesures économiques et sociales adoptées par les gouvernements.

(4) Il émet cette hypothèse dans « L'U.R.S.S. en guerre », allant même jusqu'à envisager une révision beaucoup plus profonde portant sur le programme marxiste lui-même. Cf. BIBLIOGRAPHIE p. 93 et 94.

Mieux, les anciens appareils d'Etat qui avaient pratiquement disparu dans la guerre, ont été, au lendemain de celle-ci, et en vertu des accords de Yalta, rétablis et consolidés par l'URSS. L'Armée « rouge », loin d'appeler les ouvriers à se donner leurs propres organismes de pouvoir, rétablissait l'Etat bourgeois et étouffait dans l'œuf toute velléité révolutionnaire.

Par la suite, après 1947, les Russes éliminèrent de l'appareil d'Etat les éléments « peu sûrs » du point de vue de « l'amitié » qu'ils portaient à l'U.R.S.S., et dont les sentiments peu ou prou pro-américains troublaient les intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Le caractère bourgeois de ces appareils n'en était en rien modifié : les staliniens avaient seulement occupé les places. Mais la vieille machine étatique n'a jamais été détruite. Quant aux nationalisations réalisées dès le départ, elles étaient de toute façon inévitables, étant donné l'effondrement de la bourgeoisie de ces pays (bourgeoisie souvent très faible d'ailleurs, sauf évidemment en Allemagne et en Tchécoslovaquie). Ces nationalisations ne contiennent, *en soi* pas une once de socialisme. Si, à partir de 1948, la bureaucratie russe, sous peine de voir lui échapper complètement les Etats bourgeois qu'elle avait remis sur pied, doit abaisser le « rideau de fer », prendre des mesures de contrôle de plus en plus strictes (monopole de commerce extérieur), nouvelles expropriations, établissement de relations commerciales draconiennes et « privilégiées » avec l'URSS, il n'y a là, une fois de plus, dans tout cela, rien de socialiste, ni d'« ouvrier ».

Ce sont des Etats bourgeois, pillés et exploités par l'URSS, où l'oppression des masses revêt un visage typiquement stalinien : dictature du parti, despotisme d'usine, un régime de terreur peint aux couleurs du « socialisme ».

Rien d'étonnant donc, pour LO, si aujourd'hui ces Etats prennent leurs distances vis-à-vis de Moscou, et renouent peu à peu avec le marché capitaliste (1).

2. Pour les pablistes (de Pablo au groupe Frank) la chose est tout aussi simple, mais en sens inverse :

— L'URSS est un Etat ouvrier dégénéré.

— Dans les démocraties populaires, les « rapports de production » sont du même type que ceux de l'URSS, c'est-à-dire « non capitalistes » et « de transition ».

— Donc ces Etats sont eux aussi des Etats ouvriers dégénérés ou mieux... déformés, voire défigurés, car ils ont été d'entrée placés sous la forte poigne de la bureaucratie (le mot dégénéré impliquerait un processus historique qui n'a pas pu avoir lieu).

(1) En toute logique, L.O. devrait aussi remettre en cause le caractère ouvrier de l'URSS qui n'est pas la dernière à commercer avec l'Occident capitaliste.

Contrairement à ce qui s'est passé en Russie, il n'y a pas eu de Révolution prolétarienne. Les nouveaux rapports de production et de propriété ont été l'œuvre de la bureaucratie.

« Il s'est avéré que l'action révolutionnaire des masses n'est pas une condition indispensable pour que la bureaucratie puisse détruire le capitalisme dans des conditions exceptionnelles analogues, et dans un climat international comme celui de la guerre froide. (IV^e Internationale — août/octobre 1951). »

La révolution ouvrière n'est donc plus indispensable. La bureaucratie se charge de faire le travail. Telle est la clé « pabliste » du problème.

La IV^e Internationale pabliste ajoutait même qu'il y avait « assimilation structurelle » de ces pays à l'URSS, analogue à l'intégration des Etats baltes annexés par l'URSS au cours de la guerre.

L'évolution actuelle du « monde stalinien », la distension des liens entre la plupart des démocraties populaires et Moscou, le refus larvé mais de plus en plus net de l'intégration économique, contredisent absolument ces prévisions. Mais la IV^e ne revient pas sur l'analyse d'où elle les a tirées. Faisons-lui confiance, elle saura trouver des explications bien empaquetées en « thèses » savantes.

3. Reste le groupe Lambert, pour qui, au contraire, la chose est très complexe, comme le reconnaît S. Just.

Cette « complexité » est une découverte récente et inattendue du groupe. Dans la chasse au pabliste, on fait parfois de telles découvertes... Jusqu'alors (1965) les lambertistes n'avaient pas remis en cause l'analyse et les conclusions de Pablo sur ce sujet. Mais, au plus fort de la croisade anti-pabliste, quelque 15 ans après le début des hostilités, il fallut se rendre à cette évidence : admettre que la bureaucratie stalinienne ait mis en place des Etats ouvriers, et non plus les ouvriers eux-mêmes, c'était bien faire œuvre de « pabliste » !

Aussi Just fut-il chargé d'opérer une révision déchirante : non pas certes, pour abandonner le caractère « ouvrier » de l'Allemagne d'Ulbricht ou de la Hongrie de Kadar. La révision ne pouvait aller jusque là. Mais pour réintroduire l'action révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire de ces pays. Ce qu'il fallait démontrer, c'est que Pablo s'était trompé du début jusqu'à la fin. Le sceau ouvrier qui marque ces Etats, c'est, rétrospectivement, en 1965 que Just le découvre ! Ce serait, en 1944-45, que les masses ouvrières d'Europe centrale auraient détruit l'Etat bourgeois. La bureaucratie russe, par l'intermédiaire de l'Armée rouge, serait intervenue après, pour « étrangler » la révolution qui venait de naître, et installer sa domination. Où ? Quand ? Comment ? Cela Just ne le dit pas. Mais

ce qu'il assure, c'est que ces Etats étaient, à partir de ce temps-là « d'essence prolétarienne ».

Bref, « leur origine complexe faisait de ces Etats, à la fois le produit de mouvements révolutionnaires décapités par la bureaucratie sans être parvenus à instaurer un pouvoir central, et le prolongement de l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS, qui accusait ici le côté bourgeois de sa nature contradictoire, renforcé encore par l'utilisation, comme contre-poids au prolétariat, des restes des classes dirigeantes autochtones et de leurs Etats » (!)

— (Just — « Défense du Trotskysme » — *La Vérité* n° 530/531, Septembre 1965).

Quel salmigondis ! pour reprendre une des expressions préférées de... Just.

VIII. Révolutions nationales dans les pays arriérés et révolution permanente... Etats ouvriers... sans ouvriers et Etats bourgeois... sans bourgeoisie.

C'est le terrain privilégié où peut s'exercer la fertile imagination des trotskistes, en particulier ceux de la famille pabliste.

- Puisque le caractère « ouvrier » de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires vient de l'établissement de « rapports de production non capitalistes » fondés sur les étatisations industrielles, la planification, le monopole du commerce extérieur, la collectivisation des campagnes, tout pays arriéré, engagé dans la lutte anti-impérialiste, qui adopte de telles mesures, devient un « Etat ouvrier ».

Mais la liste de ces « Etats ouvriers » varie d'un groupe à l'autre. Posadas, pour sa part, en distinguait 11 n'y a pas si longtemps, quatorze ! Neuf autres étaient « en formation » parmi lesquels Zanzibar, la Birmanie et la Guinée ! Pablo, s'il est moins proluxe, reste d'une imagination féconde. Frank est moins généreux : seuls, la Chine, Cuba, la Corée du Nord, et le Vietnam du Nord ont droit à l'appellation contrôlée. Mais le nombre de révolutions permanentes « en marche » ou dont la marche a pu être stoppée, reste grand : Ceylan, l'Indonésie, la Bolivie, l'Algérie, etc. Les plus modestes sont les lambertistes. Ils se contentent de l'Etat chinois. Seul, le groupe LO se refuse à voir un seul Etat ouvrier sur la planète (en dehors de l'URSS, bien entendu).

- Pourquoi cette luxuriante végétation d'Etats « ouvriers » ? Elle est le fruit d'une bien curieuse façon d'interpréter la théorie de la révolution permanente de Trotsky.

Dans le cadre de cet ouvrage, nous ne pouvons faire un exposé approfondi de cette théorie. Le rappel qui suit sera forcément schématique.

Cette théorie a été élaborée dans ses grandes lignes dès 1905 (1) et défendue toute sa vie durant par Trotsky. Partant d'une analyse des classes dans la vieille Russie (par la suite il étendit cette analyse à d'autres pays arriérés) et à l'échelle mondiale, il préconise un programme fondé sur une stratégie aboutissant à la prise du pouvoir par le prolétariat s'appuyant sur les grandes masses paysannes. Seul, le prolétariat est capable de mener jusqu'au bout la révolution bourgeoise que la bourgeoisie ne peut plus prétendre diriger.

Mais par sa présence au pouvoir, le prolétariat assure la « permanence » de la révolution, c'est-à-dire sa transcendance en révolution socialiste. Commencée sur des objectifs bourgeois (démocratiques), la révolution se développe vers des perspectives socialistes. *Pour autant*, bien sûr que la révolution prolétarienne commencée en Russie, s'étende à d'autres pays, notamment aux pays industrialisés. Car ce sont ces derniers qui, après des décennies d'accumulation capitaliste puis impérialiste des forces productives, disposent des bases matérielles indispensables à l'organisation socialiste de la société.

Ce que Trotsky proposait comme *programme* d'action au prolétariat et à la *direction révolutionnaire* de celui-ci, est devenu chez ses disciples actuels une sorte de loi supra-historique qui régit des révolutions engagées dans les pays arriérés. Toute révolution anti-impérialiste, même si le prolétariat n'intervient pas, même s'il ne joue pas le rôle dirigeant, même si la direction n'en est pas consciente, aurait tendance à devenir permanente.

Pour Trotsky, la permanence de la révolution était fonction de la prise du pouvoir par le prolétariat. Pour les « pablistes » de tout poil, cette tâche peut être assurée par des substituts puisque de toutes façons, c'est « le chemin tracé par l'histoire ». Il ne s'agit plus d'un programme politique, mais d'une métaphysique de l'histoire.

Certes, la direction de ces mouvements révolutionnaires anti-impérialistes peut reculer devant cette perspective. Elle se condamne alors, de gré ou de force, à se remettre sous la coupe de l'impérialisme. C'est ce qui s'est passé par exemple en Indonésie.

Mais à Cuba, au contraire, Castro s'est fait l'instrument empirique de la permanence de la révolution. Ainsi est-il, comme Mao, ou Ho-Chi-Minh, un trotskiste qui s'ignore en quelque sorte, tout comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir.

● Telle est la justification « trotskiste » de ce « substitutisme

(1) Lire : « 1905 », « Bilans et Perspectives » de Trotsky.

politique » que nous avons évoqué à plusieurs reprises : si le prolétariat n'est pas dans le coup qu'à cela ne tienne, d'autres devront assumer la permanence de la révolution.

Quels autres ?

Corollaire indispensable : l'in vraisemblable théorie des « élites », développée par le « 6^e Congrès mondial de la IV^e Internationale. Dans tous ces pays arriérés qui s'engagent dans la lutte anti-impérialiste, il y a des "élites" » (intellectuelles, voire hommes d'affaires) qui sont dans le fond disponibles. Elles peuvent, soit, accepter d'être les pantins dont l'impérialisme tire les ficelles, soit, poussées par les masses, diriger la révolution « ouvrière » aux lieux et places des ouvriers.

« Ce rôle social spécifique propre à la société africaine peut aussi bien évoluer vers un caractère nettement bourgeois que vers un caractère quasi-prolétarien selon la force du mouvement des masses, et les rapports avec les impérialismes et les Etats ouvriers. La Guinée de Sekou Touré est l'exemple plus avancé à l'heure actuelle de ce phénomène. Le Kenya de Jomo Kenyatta peut s'avérer demain un exemple analogue, ainsi que le Cameroun, les territoires sous contrôle portugais, et autres. Dans tous ces exemples, l'élément fondamental de l'évolution future est l'Etat et la couche qui l'administre... (11) ».

Cela se passe de commentaires !

⊙ Reste la Chine. Là, même Lambert est d'accord. C'est un Etat ouvrier. Non pas tant à cause des « rapports de production » eux-mêmes, que de leur mise en place sous les auspices d'une « bureaucratie socialement issue de la classe ouvrière ». Ce serait là la différence fondamentale qu'il y aurait entre la révolution maoïste et la révolution castriste. Toutes deux ont trouvé leur base de masse dans les paysannerie, avant de partir à la conquête militaire des villes, à la tête d'une armée paysanne. Mais le « mouvement du 26 juillet » qui dirigeait la révolution cubaine, était marqué d'une tache indélébile : son origine bourgeoise. La « conversion » affichée beaucoup plus tard, de Castro au communisme, n'y peut rien changer.

Mais le PC chinois, lui, serait d'origine ouvrière.

Soit. Il faut alors remonter bien loin pour la découvrir. Entre 1927 et 1949, les militants ex-ouvriers qui sont au PCC ont milité... à la campagne, et sont devenus comme Mao le voulait des soldats-paysans (2). Le nom de communiste que porte le parti de Mao, ne doit pas nous dissimuler la rupture décisive qui s'est faite vers 1929/1930. Il y a eu deux PC chinois. Le premier, incontestablement ouvrier,

(2) Faut-il considérer Duclos comme ouvrier, sous prétexte qu'il fût, il y a très longtemps, apprenti-pâtissier ? Le permanent du PC s'est spécialisé depuis dans une toute autre recette culinaire : faire avaler aux travailleurs les lourds plats stalinien.

Implanté dans le prolétariat, qui fut mené au suicide par la monstrueuse politique de Staline au cours de la Révolution de 1927. Le second, celui de Mao qui finit par imposer aux débris du premier sa ligne de désertion des villes et de repli vers les campagnes. On est en droit de se demander à partir de ce moment-là, si le parti maoïste a encore quelque chose à voir avec le prolétariat qu'il venait d'abandonner. L'afflux dans les années qui suivirent, d'intellectuels petits-bourgeois écœurés par la corruption du régime de Tchang-Kai-Chek, et se ralliant à Mao, sur les bases de la libération nationale du territoire, acheva de donner aux cadres du parti, une composition sociale correspondant à son programme politique démocratique bourgeois (3).

Jamais, ni avant, ni pendant, ni après l'arrivée au pouvoir de Mao la classe ouvrière n'a joué le moindre rôle.

C'est vraiment par une contorsion idéologique que les trotskistes arrivent à ranger la Chine parmi les Etats ouvriers. Il est vrai qu'ils n'en sont pas à une contorsion près... Isaac Deutscher par exemple (4) voit dans le maoïsme : « l'exemple, à une échelle gigantesque d'un de ces phénomènes de substitution, ou l'on voit agir un parti ou un groupe de leaders, représentant une classe sociale absente, ou se substituant à une classe sociale inactive ». Ce n'est plus la lutte des classes qui tisse la trame de l'histoire, c'est la lutte des fantômes de classe !

Les courants de pensée « tiers-mondistes » (type Fanon) ont au moins le mérite de la conséquence intellectuelle. En attribuant aux masses paysannes des pays arriérés, un rôle révolutionnaire pouvant aller jusqu'au socialisme, ils révisent ouvertement une assertion du marxisme : la mission historique du prolétariat.

Ils réintroduisent dans le débat la vieille querelle qui opposait dans la Russie de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, Narodniks, partisans d'un socialisme fondé sur la paysannerie, et marxistes plaçant leurs espoirs dans le prolétariat urbain. Les « trotskistes tiers-mondistes », eux, doivent se livrer à de savants tours de passe-passe pour faire sortir du chapeau paysan le lapin prolétarien.

⊙ Le groupe LO analyse tous ces mouvements révolutionnaires des pays arriérés comme petits-bourgeois. En l'absence d'une direc-

(3) Se rapporter aux théories de la « Démocratie Nouvelle » du « bloc des quatre classes », du « Front Uni National anti-japonais », etc, Œuvres de Mao-Tsé-Toung « La Révolution Chinoise et le PCC », décembre 1939 et la « Nouvelle Démocratie » Janvier 1940, publiées dans le n° 3 des Œuvres choisies (Editions sociales). Quant à la nature de la composition sociale du PCC, lire de Jack Belden : « La Chine ébranlée le Monde » (Gallimard 1951).

(4) Extrait d'un article paru dans les « Temps modernes » : Le Maoïsme, Genèse et Perspectives », n° 221/octobre 1964.

tion révolutionnaire du prolétariat de ces pays, et du prolétariat mondial en général, ce sont des groupes ou partis petits-bourgeois qui prennent la tête du mouvement des masses dans la lutte anti-impérialiste.

— 1. La plupart de ces jeunes Etats s'arrêtent à mi-chemin visant simplement à contenir le mouvement des masses dans des limites acceptables par l'impérialisme, mais exerçant une pression suffisante pour obliger ce dernier à leur attribuer une part plus importante des sur-profits réalisés sur le dos des travailleurs des villes et des campagnes. Ainsi se forme une série d'Etats « bonapartistes », jouant entre les masses et l'impérialisme, entre l'URSS et les USA (exemples : Egypte, Algérie, tels étaient aussi le Ghana de n'Kruma, l'Indonésie de Sukarno).

Ces jeunes Etats bourgeois venus très tard au monde présentent tous les stigmates de la vieillesse. Ils n'ont pas la jeunesse des bourgeoisies anglaise ou française des siècles précédents, dont l'initiative privée fut à la base de la révolution industrielle. Les « jeunes vieillards » du XX^e siècle doivent s'appuyer sur les béquilles étatiques pour tenter de démarrer l'industrialisation. D'où les nationalisations, tentatives de planification, etc., pas la moindre goutte de socialisme là-dedans.

— 2. Dans les cas de la Chine et de Cuba, la rupture avec l'impérialisme a été consommée. La révolution y a pris un caractère radical. Les partis petits-bourgeois au pouvoir, et le PC chinois est un parti petit-bourgeois, sont allés très loin dans la voie des étatisations, du monopole du commerce extérieur, et même de la collectivisation des campagnes. Mais le caractère bourgeois de ces Etats relève :

— a/ de l'absence de tout rôle joué par le prolétariat,

— b/ de l'idéologie nationaliste révolutionnaire, dont le pseudo internationalisme n'est que l'appel aux masses paysannes des autres pays arriérés pour reproduire le même type de révolution (5). *Le prolétariat des pays capitalistes avancés n'est pas concerné.* C'est la différence essentielle avec la révolution russe de 1917.

Le groupe LO résume sa position en qualifiant de « jacobins » du XX^e siècle, Mao et Castro. Des jacobins qui sont ce qu'il y a

(5) Se rapporter aux déclarations de Mao sur la « Zone des Tempêtes ». Lire aussi la très émouvante « Deuxième Déclaration de la Havane » faite par Castro en février 1962, qui contient ce passage fort beau, mais révélateur :

« ...Mais maintenant, d'un bout à l'autre du continent, ils (les êtres paupérisés : Indiens, gauchos, métis, etc, spoliés depuis toujours par l'impérialisme yankee. N.R.D.) indiquent clairement qu'est venue l'heure de la rédemption. Maintenant, cette masse anonyme, cette Amérique de couleur, la sombre et taciturne Amérique, qui chante sur tout le continent avec la même tristesse et la même désillusion, maintenant cette masse commence à entrer décisivement dans sa propre histoire à l'écrire de son sang, à souffrir et à mourir pour elle... »

de plus révolutionnaire d'un point de vue bourgeois, et qui s'appuient, non plus sur les sans-culottes des cités du XVIII^e siècle, mais sur les « damnés de la terre » des campagnes des pays arriérés.

● Cette dernière analyse nous semble, de loin, la plus intéressante, mais le problème à notre avis fondamental, n'est même pas évoqué : celui de l'*accumulation primitive du capital*.

Cette phase, par laquelle doit nécessairement passer tout pays qui veut se lancer dans la voie du développement économique moderne, fut l'œuvre, dans nos vieux pays, d'une classe d'entrepreneurs *privés*. Elle fut, pour le prolétariat de l'époque, une période terrible « inscrite en lettres de feu et de sang » (Karl Marx).

Aujourd'hui, pour les nouveaux Etats, le problème se pose aussi brûlant, plus peut-être parce qu'il faut en plus *rattraper le retard*.

Faute d'une révolution prolétarienne mondiale qui, à partir du gigantesque développement des forces productives accumulées depuis de longues décennies par quelques pays dominants, aurait pu épargner à ces pays pauvres les affres d'une accumulation primitive, il ne leur reste plus qu'à s'engager, par leurs propres moyens, sur la féroce voie de l'industrialisation.

Qu'une *intelligentzia* radicale puisse se placer à la tête d'une telle entreprise, est un phénomène que les marxistes du début du siècle (dont Trotsky lui-même) ne pouvaient prévoir. L'existence d'un puissant mouvement ouvrier International coupait alors l'herbe sous les pieds des velléités révolutionnaires de certaines fractions de la petite-bourgeoisie intellectuelle. La destruction par le social-réformisme puis par le stalinisme du mouvement ouvrier révolutionnaire, donne un regain de verdeur au jacobinisme bourgeois, en le libérant de tout danger sur sa gauche.

Exemple typique : l'entreprise castriste, se réclamant de la démocratie et de la lutte contre la corruption à ses débuts, fut pourtant condamnée comme gauchiste et aventuriste par le parti communiste cubain enlisé dans la collaboration de classes. Parvenu au pouvoir, il reste à un tel mouvement petit-bourgeois à s'atteler à la tâche : tenter de sortir du sous-développement. Aucun recours possible aux moyens classiques. Seuls, la prise en charge par l'Etat lui-même de toute l'économie, peut avoir quelque chance de réussite. Cela ressemble peut-être au socialisme extérieurement, mais c'en est le contraire quant au fond, *quant aux fameux rapports de production*. Il s'agit ni plus, ni moins, de réduire la part des travailleurs à la portion congrue, et d'investir le plus grand surproduit possible dans la production ; il s'agit aussi de « prolétarianiser » des couches de plus en plus grandes de paysans. Le fouet et la carotte, le lavage de cerveau et le travail « gratuit » ne peuvent être que la règle. Mais il peut en être,

en histoire comme dans la nature : la fonction crée l'organe. La tâche de l'accumulation primitive appelle la formation et le développement d'une classe dirigeante et exploiteuse. La vieille et déliquiscente bourgeoisie a été éliminée : il s'en forme une autre, fondée non plus sur la propriété privée des moyens de production, mais sur la propriété étatique. Le stalinisme a montré la voie : c'est celle du capitalisme d'Etat.

Faute d'aborder ce problème (qui l'amènerait à remettre en cause le caractère sacro-saint « ouvrier » de l'URSS elle-même) le groupe LO se condamne à évoquer des Etats bourgeois... sans bourgeoisie, après avoir défini l'URSS comme Etat ouvrier... sans ouvriers (6).

(6) Entendons-nous. Il peut arriver, et cela s'est déjà produit dans l'histoire, qu'il y ait décalage entre l'Etat et la classe dominante. Les formes politiques ne sont pas le reflet direct de l'économie. Le gouvernement de Robespierre était celui de la petite-bourgeoisie révolutionnaire, alors même qu'il déblayait le terrain pour le compte de la grande bourgeoisie. L'Etat russe du temps de Lénine pouvait être considéré comme « ouvrier » bien que, à partir de 1920/1921 il ne coïncidât plus avec la classe ouvrière en chair et en os de Russie. En plein X^e Congrès, au moment même où se déroulait le soulèvement de Kronstadt, Lénine et Chiaplikov échangeaient des propos révélateurs du drame où se débattait le jeune Etat révolutionnaire. Le premier disait au second : « Excusez-moi, mais qu'est-ce que vous entendez par prolétariat ? Cette classe de paysans qui travaille dans la grande industrie ? Et où est votre industrie ? » Et le second répliquait : « Vladimir Ilitch a dit hier que le prolétariat, en temps que classe, au sens marxiste du terme, n'existe pas en Russie. Laissez-moi vous féliciter d'être l'avant-garde d'une classe qui n'existe pas ». (Cité par Deutscher « Trotskysme » Tome 2, page 36)..

A vrai dire, l'Etat ouvrier russe de cette époque ne l'était plus que pour autant qu'il défendait les intérêts généraux, historiques, du prolétariat mondial, et qu'il continuait d'œuvrer dans le sens de la révolution mondiale. En ce sens, on pouvait peut-être parler d'Etat ouvrier sans ouvriers... (Sans l'appui des ouvriers russes, déclinés et démoralisés par des années de guerre, de guerre civile et de famine) ou comme disait Lénine lui-même « l'Etat bourgeois sans bourgeoisie ». (Bourgeois car obligé de relancer l'économie selon des normes bourgeoises, avec des normes bourgeoises de distribution, mais sans bourgeoisie, celle-ci venant d'être expropriée).

Mais ce décalage entre la politique et l'économie ne peut durer bien longtemps. Le Thermidor français redressa le « dérapage à gauche » de 1793 et accorda le pouvoir politique aux intérêts de la haute bourgeoisie. Le stalinisme fut contre-révolutionnaire par rapport aux immenses espoirs socialistes soulevés par Octobre, il fut « révolutionnaire » par rapport au vieux régime tsariste. Le positif ne pesait pas lourd devant le négatif. La révolution russe qui avait espéré « enjamber » la révolution bourgeoise en commençant la révolution ouvrière mondiale, dut rentrer dans le rang et s'en tenir au stade bourgeois.

2° VOLET : LES TROTSKISTES « CRITIQUES »

Nous consacrerons le dernier chapitre de cette rubrique aux mouvements, groupes ou courants « gauchistes » — au sens où on l'entend aujourd'hui — qui font référence à Trotsky, mais avec un point de vue critique.

C'est avec bien plus de rudesse par contre qu'ils traitent les trotskistes actuels. Certains, tels le courant trotskiste du PSU, l'ex-groupe Socialisme ou Barbarie, sont d'ailleurs issus du mouvement trotskiste. Un autre, le groupe bordiguiste, tout en se réclamant d'une tradition politique très différente, fait souvent référence à Trotsky dans ses publications.

1. — Le courant trotskiste du P.S.U.

Il n'y a pas une fraction structurée qui se bat sur une plateforme politique figée. Les anciens trotskistes qui sont passés au PSU, via la nouvelle gauche (1958), puis l'U.G.S. (1957/1958), et dont la plupart y sont encore, n'ont pas voulu être dans ces organisations pour les « noyauter », comme ils le faisaient avant-guerre — voir expérience d'entrée à la SFIO (1934-35) — mais pour y jouer loyalement le jeu.

Ces militants ont quitté le mouvement trotskiste à des moments différents : Naville, dès 1939 ; Craipeau, Filiâtre, Schwartz en 1948 ; Vincent, Bleibtreu en 1955, pour ne citer que les plus connus. Ils ont en commun de vieux liens d'amitié, un rude passé, un langage marxiste, mais ne sont pas forcément d'accord sur tous les problèmes. Il est donc difficile de présenter une analyse de leur position. Néanmoins, un certain nombre de lignes de forces peuvent être dégagées très schématiquement :

1. — Le refus de la secte : nous avons vu comment les anciens du P.O.I. conduits par Craipeau avaient rompu avec le P.C.I. en 1948 sur ce problème. Ils reprochent aux groupes trotskistes

d'avoir transformé en dogmes la politique de Trotsky et « *faute de repenser les problèmes de la révolution socialiste à la lumière de l'expérience, ces formations vivent dans une atmosphère irréaliste, lancent des mots d'ordre sans efficacité et se fractionnent en petits groupes hostiles* », écrivait Craipeau en 1957 (1).

L'échec du mouvement trotskiste est dû pour une large part aux conditions défavorables dans lesquelles il a eu à se battre, mais il s'explique aussi par son inaptitude à saisir les changements intervenus depuis des années. « *La trahison ne peut tout expliquer* », pourrait résumer la critique de départ que font ces militants aux sectes trotskistes.

2. — Le capitalisme a évolué : rôle de l'Etat-patron, introduction de l'automation, fusion du capital financier et de l'Etat, rôle prépondérant de l'économie militaire, souligné surtout par Naville (2), mise au point de certaines techniques monétaires de régulation des crises économiques, etc.

3. — Evolution des structures de la classe ouvrière. Filiâtre (3) s'attache à démontrer comment l'évolution des techniques industrielles entraîne une modification des rapports entre l'ouvrier et la machine, l'ouvrier et la production. La lutte anti-capitaliste pose, dans les secteurs les plus avancés de l'évolution industrielle, et donc les secteurs-clé de l'avenir du mouvement ouvrier, des revendications de type *gestionnaire*, tandis que les revendications élémentaires ont perdu de leur acuité, le capitalisme ayant à peu près réussi à les satisfaire.

4. — Nécessité donc de bâtir un nouveau programme de transition, tenant compte de ces réalités nouvelles, et conçu, non pas seulement comme un programme à proposer aux masses dans leur mobilisation, mais aussi comme un programme qui doit, tout au long du combat, être élaboré, modifié, réajusté par l'activité des masses elles-mêmes.

5. — Pour le reste, pronostic et soutien de la coexistence pacifique entre les deux blocs, soutien aux positions neutralistes entre les deux camps, et à l'intérieur, action en faveur de l'unité de la gauche, les positions défendues n'ont rien de bien original. Elles relèvent plus du courant social-démocrate de gauche, que du marxisme révolutionnaire.

(1) « La Révolution qui vient » — Editions de Minuit.

(2) Lire les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes (n° 12 du 15-12-1961 : l'« Armée et l'Etat en France », et dans la revue aujourd'hui disparue « Tribune marxiste » n° 6/1959 un article du même Naville : « Le rôle économique de l'Armée ».

(3) Dans la même collection Cahiers du C.E.S. n° 5-6 une étude de Filiâtre « L'évolution des techniques industrielles ».

Aujourd'hui, ce courant « trotskiste » au sein du PSU, revigoré par le Mouvement de Mai 1968, s'attache à garder les contacts avec les groupes trotskistes de la Ligue Communiste et de Lutte Ouvrière, espérant une unification prochaine.

II. — Socialisme ou Barbarie

Peu après le départ de la direction Craipeau et des « anciens » du P.O.I., un autre groupe quittait le PCI, en 1948, et se constituait en groupe indépendant, gardant le nom de « *Socialisme ou Barbarie* » qu'il s'était donné en tant que fraction auparavant.

Depuis de longs mois déjà, la fraction S.B. dénonçait le bureaucratisme de la direction du PCI et de la IV^e Internationale. Mais surtout, le groupe remettait en cause certains dogmes du trotskisme, notamment le caractère « ouvrier » de l'Etat russe, et donc « *la défense inconditionnelle* » de celui-ci.

Il est difficile, dans le cadre de cet exposé, de présenter un exposé complet des thèses du groupe S.B., dont la recherche critique s'est étalée sur une quinzaine d'années pendant lesquelles sa revue fut publiée. Ça l'est d'autant plus que, entre le moment où le groupe a pris naissance dans le PCI et celui où il disparaîtra en 1964, ses positions n'ont cessé d'évoluer (4). A partir d'une critique et d'un « dépassement » des thèses de Trotsky, S.B. en est arrivé à l'élaboration originale d'une conception globale de la société contemporaine, de ses contradictions, des perspectives révolutionnaires. En cours de route, bien des conceptions trotskistes et léninistes furent remises en cause, mais aussi le marxisme, du moins en tant que système reposant sur un ensemble d'analyses qui font partie d'un patrimoine précieusement conservé par tous les disciples de

(4) Une telle évolution est d'ailleurs fort cohérente. Trotsky lui-même, dans « l'URSS en guerre » (1939), posait le problème dans ces termes :

« Si, en dépit de toutes les vraisemblances, durant la présente guerre, ou immédiatement après elle, la révolution d'octobre ne trouvait pas sa continuation dans un des pays avancés, si au contraire le prolétariat se trouvait partout rejeté en arrière, nous devrions alors, sans aucun doute, poser la question de la révision de notre conception de la présente époque et de ses forces motrices. La question ne serait pas d'ailleurs de savoir quelle étiquette collée sur l'URSS ou sur la clique staliniste, mais comment apprécier la perspective historique mondiale, pour les prochaines dizaines d'années, sinon pour les prochains siècles : sommes-nous entrés dans l'époque de la révolution sociale et de la société socialiste, ou dans l'époque de la décadence et de la bureaucratie totalitaire. »

Il ajoutait qu'il faudrait alors un « nouveau programme minimum » pour la défense des intérêts des esclaves de la bureaucratie totalitaire ».

Ces propos firent grand bruit à l'époque dans les rangs des trotskistes. La guerre mondiale eut l'issue que l'on connaît mais les trotskistes n'ont rien « révisé ». En ce sens S.B. est peut-être plus trotskiste que les disciples.

l'auteur du Capital. Mais S.B. en arrive à de telles conclusions à partir d'une *méthode* d'analyse incontestablement marxiste : le matérialisme historique. (5)

Bornons-nous à tenter d'en présenter les idées-clé :

1) Au centre de la démarche du groupe, se trouvent les analyses du phénomène bureaucratique. Ce dernier est abordé simultanément par trois biais. Le premier, c'était la critique des organisations ouvrières en France. « *Nous découvriions en celles-ci autre chose que de mauvaises directions dont il aurait fallu corriger les erreurs ou dénoncer les trahisons ; nous découvriions qu'elles participaient au système d'exploitation en tant que formes d'encadrement de la force de travail* » (C. Lefort. S.B. n° 26, p. 121).

Le second biais était évidemment la critique du régime russe, dont le groupe montrait brillamment les mécanismes économiques qui sous-tendaient la domination d'une nouvelle classe. (6)

Le troisième biais, « *c'était la découverte des tendances bureaucratiques à l'échelle mondiale, de la concentration croissante du capital, de l'intervention de plus en plus étendue de l'Etat dans la vie économique et sociale, assurant un statut nouveau à des couches dont le destin n'était plus lié au capital privé.* » (idem)

2) La principale contradiction de notre époque, n'est pas celle qui oppose le caractère social de la production au caractère privé de la propriété, mais celle contenue dans l'aliénation de l'ouvrier : « *la nécessité pour le capitalisme de réduire les travailleurs en simples exécutants, et son impossibilité de fonctionner s'il y réussit ; son besoin de réaliser simultanément la participation et l'exclusion des travailleurs relativement à la production (comme des citoyens relativement à la politique, etc.)... Cette contradiction ne sera surprimée que par l'instauration de la gestion collective des travailleurs sur la production et la société* ». (P. Cardan. « *Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » S.B. n° 31, p. 51).

3) Traduite en termes de classes, cette contradiction s'exprime par la lutte quotidienne qui oppose les exploités-salariés-exécutants aux exploités-dirigeants. Les titres de propriété, ou l'absence de ces titres sont secondaires. Ce qui compte, et le cas de l'URSS est significatif puisque la bureaucratie y règne sans partage, c'est la *possession de fait* de l'appareil de production dans ses moindres rouages.

(5) Nous renvoyons le lecteur aux deux premiers numéros de la Revue, en particulier à l'article : « *Socialisme ou Barbarie* » n° 1/mars 1949. puis en fin d'évolution à : « *Recommencer la Révolution* » S.B. n° 35/janvier 1964 de Cardan, alias Chauilleu. On peut se procurer la collection complète de la revue, à la Librairie « *La Vieille Taupé* », 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris-5^e.

(6) S.B. n° 2 : une remarquable analyse de Chauilleu : les rapports de production en Russie (Mai 1949). (En vente en tirés à part à « *la Vieille Taupé* »).

Dirigeant, organisant, « planifiant » le développement de la production de ses intérêts, la bureaucratie s'approprie collectivement la plus-value tirée du travail des prolétaires. Là se trouvent les vrais rapports de production.

(4) Le prolétariat fait une expérience de cette phase bureaucratique du capitalisme, qui peut le conduire à une critique des *formes de vie* sous le capitalisme beaucoup plus profonde et générale que par le passé. Exclu de la politique qui se traite entre « spécialistes », exclu de la vie par une société qui tend à l'enfermer dans un cadre de plus en hiérarchisé, « matriculé », « publicisé », « statistisé », « choisi », le prolétariat ne peut sortir de cet étouffement qu'en contestant toutes les valeurs capitalistes de production et de consommation qu'on lui assène. Ses besoins économiques élémentaires ont été, pour l'essentiel, satisfaits par une progression régulière du niveau de vie. Mais d'autres besoins surgissent, tout aussi impérieux, que la « rationalisation » du capitalisme ne fait qu'exaspérer : les esclaves de la société bureaucratique veulent vivre (esclaves de la production, esclaves de la publicité, des moyens de transports, etc.). Le prolétariat peut donner forme à un renouveau du projet socialiste, à un « programme d'humanisation du travail et de la société » (Cardan. idem, p. 55).

Avouons que le climat qui régna en Mai 68, donne quelque crédit à cette analyse qui date de 1961 ! Les slogans du type : « métro, boulot, dodo » ou « prenez vos désirs pour des réalités » ; la soif de vivre qui éclatait, retentissent comme un écho vivant à cette thèse de S.B.

5) De même, l'idée centrale du groupe, que la seule voie pouvant conduire à la société socialiste, est l'action *autonome* et consciente des travailleurs, a trouvé, en Mai 68, un terrain fertile. Les « conseillistes » qui prolifèrent depuis, réactualisent cette conception du Socialisme que S.B. n'a cessé de prôner : un socialisme où les *Conseils ouvriers* détiennent tout le pouvoir, où la production est soumise à la *gestion ouvrière*. Programme très ancien sans doute, et que les anarchistes défendent depuis très longtemps, mais auquel les analyses de S.B., ont apporté de sérieuses justifications tirées de l'histoire du capitalisme et du mouvement révolutionnaire de ces dernières décennies.

6) Une nouvelle organisation révolutionnaire est nécessaire. Mais elle doit se garder, comme de la peste, de reproduire, ainsi que font tous les partis traditionnels et les groupuscules de type « bolchevik » le rapport classique de parti-guide de la classe ouvrière, la séparation au sein même de l'organisation entre dirigeants et exécutants, etc. S.B. refuse la conception d'un parti, « fondé de pouvoir » du prolétariat, d'un « comité exécutif », fondé de pouvoir du

parti et muni de « chèques en blanc ». La tâche de cette organisation révolutionnaire, est, non pas de « diriger » la lutte, mais d'aider les travailleurs à réaliser des luttes autonomes par un travail d'information auprès des travailleurs, sur les luttes en cours les plus exemplaires, par une aide matérielle (argent, matériel d'imprimerie, locaux, etc.). Dans le cadre de l'organisation, la « centralisation » nécessaire de l'action doit être le fait, non d'un comité central, mais de l'ensemble des participants (démocratie directe) et lorsque ce n'est matériellement possible, de leurs délégués élus et révocables.

7) L'alternative qui se pose à l'humanité est plus que jamais le SOCIALISME fondé sur le pouvoir des *Conseils ouvriers*, ou la BARBARIE dont la forme moderne est le pouvoir totalitaire de la *bureaucratie*. Le groupe S.B. s'engageait parallèlement dans une expérience concrète en usine. Chez Renault, D. Mothé diffuse une feuille « *Tribune ouvrière* » ; puis le groupe publie d'autres feuilles d'usines sous le titre de : « *pouvoir ouvrier* ». P.O. se propose de mettre à la disposition des militants ouvriers qui, en dehors des organisations politiques et syndicales traditionnelles veulent exprimer le point de vue des ouvriers de la base, les moyens matériels de le faire.

En 1958, C. Lefort quitte S.B. ; il est en désaccord avec le reste du groupe sur la question de l'organisation révolutionnaire. Il estime que tout parti, aussi démocratique qu'on le veuille est un organisme artificiel, « *c'est-à-dire fabriqué en dehors du prolétariat* » et préconise un simple travail de liaison et d'information entre « *les noyaux multiples de militants organisant librement leur activité* » (S.B. n° 26).

Par la suite, le groupe connaîtra une nouvelle crise : scission de « *pouvoir ouvrier* » (avec Lyottard). Finalement, la revue disparaît en 1964. Le groupe éclate et se dissout dans une grande confusion.

Si nous avons exposé les idées de « *Socialisme ou Barbarie* », c'est qu'elles ont influencé nombre de militants d'extrême gauche éparpillés aujourd'hui en divers petits groupes « *conseillistes* ». C'est aussi, nous l'avons déjà dit, parce qu'elles nous paraissent avoir apporté une contribution originale et élaborée à la pensée révolutionnaire de ces dernières années. C'est enfin, parce qu'elles ont mis en lumière certaines contradictions, certaines réactions ouvrières, certains types de lutte que les événements de Mai 68 ont projetés dans l'actualité. (Lire à ce sujet : « *La Brèche* » publiée sur le vif en juin 68 chez Gallimard et notamment les articles de Lefort et Coudray).

III. — « Pour un second manifeste communiste »

Il s'agit d'un groupe très réduit dont G. Munis et le poète Benjamin Péret (disparu il y a peu de temps) ont exprimé le point de vue dans une série de textes. Citons « *Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial* » de Munis en 1946, « *Le manifeste des exégètes* » de B. Péret, la « *lettre ouverte au Parti Communiste Internationaliste* » de Nathalia Trotsky, B. Péret et Munis, et plus récemment, édité en France par « *le terrain vague* » en 1965 ; « *Pour un second Manifeste Communiste* » et « *les syndicats contre la révolution* ».

Quelques militants avaient quitté le PCI dès 1949, dont Penne- tier se ralliant aux idées de Munis, militant trotskiste espagnol, leader de « *la section espagnole de la IV^e Internationale* » exilée à Mexico, et qui défendait, depuis la fin de la guerre, une analyse de l'URSS qui concluait au « *capitalisme d'Etat* ». La veuve de Trotsky a exprimé son accord avec ce point de vue (7).

Munis et Péret reprochent à la IV^e Internationale et ses multiples tronçons de s'enfermer dans une orthodoxie négative et mensongère, de cautionner par leur soutien au soi-disant Etat ouvrier russe, l'oppression capitaliste et impérialiste de la bureaucratie du Kremlin, de sombrer dans l'opportunisme en voyant « *dans tout chiffon de drapeau nationaliste, le commencement d'une révolution « permanente », alors qu'il barre la route au prolétariat* ».

Le capitalisme a épuisé sa verve créatrice. Il est entré dans la voie de la dégénérescence, de la barbarie.

« *La société capitaliste est orientée vers le totalitarisme, expression de la concentration accrue du capital dans les grands trusts et dans l'Etat : ce processus est déjà en voie d'accomplissement ou pleinement accompli dans les principaux pays arriérés du « tiers-monde ». Ce totalitarisme se manifeste par une dictature militaire, cléricopolicière, ou fasciste, ou d'un parti unique qui se prétend l'incarnation du Saint Esprit des masses. Dans tous ces cas, se produisent la suppression plus ou moins complète des libertés et la dégradation de la culture* ».

L'étatisation de l'économie, la prétendue « *planification* » ne sont pas un critère décisif de socialisme. Au contraire, ils peuvent être « *l'étrier de la contre-révolution* », ainsi qu'on a pu le voir en URSS. Ce qui est déterminant, c'est de savoir si l'économie est orientée vers « *la satisfaction des besoins d'une minorité exploiteuse et dominante qui impose à la société les normes capitalistes les plus draconiennes, tout en se constituant en une sorte d'Etat policier* » ou bien vers la satisfaction des besoins des travailleurs.

(7) Cf. Documents annexes p. 88.

Le Manifeste s'en prend aux « *gobe-mouches admirateurs des cheminées géantes et des indices de production imprégnés du principe fondamental de l'accumulation élargie du capital* » et condamne comme la peste ceux « *qui placent la société au-dessus de l'individu* ».

Nous renvoyons le lecteur à ce « *Pour un second Manifeste Communiste* » rédigé dans un style admirable et qui dénonce le capitalisme d'Etat, « *capitaliste collectif idéal* » que les faussaires présentent au prolétariat comme socialisme.

Le Manifeste comporte aussi un programme d'action qui détermine les objectifs-clé (d'après-lui) des luttes ouvrières : défense des intérêts élémentaires de la classe ouvrière, et des libertés politiques dans le cadre du régime actuel, mesures abolissant le capitalisme et le salariat, et repoussant toute machinerie d'Etat, à plus long terme.

A notre connaissance, il n'y a pas actuellement de groupe ayant une existence militante sur cette base, en France. Il s'agit, tout au plus, d'une existence « *programmatische* ».

IV. — « Programme communiste »

C'est une analyse très proche par beaucoup d'aspects, que fait le groupe bordiguiste qui publie en France « *le Prolétaire* » et « *Programme Communiste* ». Ce groupe est l'émanation française d'un courant d'opposition communiste dont l'origine remonte aux tout débuts du PC italien. Bordiga, un des pionniers du Communisme italien, exprima très tôt son désaccord avec certaines positions tactiques de l'Internationale Communiste, du vivant même de Lénine (8). Plus tard, il s'opposa vigoureusement au stalinisme, caractérisant celui-ci comme contre-révolutionnaire. Quoique prenant la défense de Trotsky (à qui le groupe actuel rend toujours hommage) il était en désaccord avec celui-ci tant sur la nature de l'Etat russe, que sur l'opportunité de la création de la IV^e Internationale. Le « *bordiguisme* » se perpétue aujourd'hui en Italie et a donné naissance à une ramification française, dont le noyau, dirigé par Gambini, se trouve à Marseille.

Dans une remarquable étude intitulée : « *L'économie russe de 1917 à nos jours* », publiée il y a quelques années, le groupe « *Programme Communiste* » fait une démonstration, à notre avis fort convainquante, du caractère strictement capitaliste de la société russe. L'économie « *soviétique* » est directement inspirée d'une accumulation du capital, dont le modèle est l'analyse, faite par Marx de la société capitaliste. Elle est déterminée par la recherche du profit le plus

(8) « *Le gauchisme, maladie infantile du communisme* », de Lénine, fut en partie dirigé contre les positions de Bordiga. Le groupe bordiguiste a republié récemment la réponse de Bordiga à Lénine. (En vente à la Vieille Taupe).

élevé possible, et donc la rémunération la plus basse qui se puisse, de la main-d'œuvre. L'exploitation repose sur le travail salarié. La production est une production pour le marché. La centralisation totale des capitaux entre les mains de l'Etat, patron exclusif, maître tyrannique de la marchandise - force de travail - (les travailleurs ne peuvent même pas marchander le prix de leur force de travail avec le Capital) ne fait que rendre plus brutale, plus écrasante, l'exploitation de l'homme par l'homme. La même étude montre comment certains secteurs économiques, en particulier l'agriculture kolkhosienne, à plus forte raison l'agriculture parcellaire individuelle qui subsiste, relèvent, non pas de formes « transitoires » ou « socialisantes », mais de structures pré-capitalistes (petite économie marchande) !

Enfin, cette démonstration s'appuie sur l'analyse d'un processus historique qui a vu l'Etat ouvrier de Lénine se lancer, par la force des choses (isolement, arriération, destructions de la guerre) dans la voie d'une économie capitaliste, reconnue par Lénine lui-même comme inévitablement bourgeoise (9). Mais la contradiction entre la nature politique, prolétarienne, de l'Etat léniniste, et le caractère capitaliste de l'économie, ne pouvait que se régler par le triomphe complet de ce dernier, en l'absence d'une révolution mondiale. Le politique fut ramené au niveau de l'économique. « *Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique et que le degré de civilisation sociale qui y correspond.* » (K. Marx)

Sur un plan programmatique, le groupe (qui s'est donné le nom de *Parti Communiste International PCI*) se caractérise par le refus de tout programme de « transition » qu'il condamne comme « *l'acquis de ce qu'il y eut de moins bon dans l'Internationale communiste* ». « *...Le programme de transition substitué à celui du socialisme, le « gouvernement ouvrier » prenant la place de la dictature du prolétariat, le « front unique » qui a transformé les partis communistes en partis social-démocrates* »... autant d'hérésies qu'il fustige (voir « *Le Prolétaire* », Mai 70). Il entend, pour sa part, défendre, bec et ongles sortis, le programme communiste tout entier, sans « médiations opportunistes », dont il ne faut pas changer un iota et qui, d'ailleurs, « *ne se discute pas* »

Ce dogmatisme, fièrement revendiqué, se retrouve au niveau de la nature et du rôle du parti. Sur ce point, les bordiguistes poussent la conception bolchevique jusqu'à la caricature. Le parti guide le prolétariat, il incarne ses intérêts ; il exerce la dictature « de classe » en tant que parti unique, etc. De telles positions, ultra sectaires, n'enlèvent rien à la grande valeur des analyses exposées plus haut, elles ont, par contre, conduit le groupe à traverser, avec beaucoup

(9) Voir en particulier le texte de Lénine en 1921 : « *Sur l'impôt en nature* », cité abondamment par « *Programme Communiste* ».

de mépris les événements de mai 68, qualifiés de publicitaire agitation petite-bourgeoise, bien qu'annonciateurs de la crise que ne manquera pas de connaître le capitalisme.

Car la stratégie globale du groupe est fondée sur l'avènement Inévitable d'une grande crise économique qui ébranlera jusqu'aux tréfonds la société capitaliste. Alors, viendra l'heure où les masses ouvrières, réduites à la misère et au désespoir, rejetant les organisations traîtresses, renoueront avec le programme « éternel » du communisme et se rallieront au Parti qui, l'a défendu envers et contre tout. Telle est la conviction, maintes fois affirmée, du PCI bordiguiste...

Conclusion

« Nous sommes pareils à des hommes qui tenteraient
« d'escalader une montagne et sur qui crouleraient
« sans cesse des avalanches de pierres et de neige. »

Trotsky — 1939

Notre but était d'aider, par une petite brochure, les jeunes militants à y voir plus clair dans l'histoire embrouillée des divergences entre les groupes trotskistes. Si la passion ou l'esprit de polémique nous ont parfois emporté dans des développements plus longs que prévus, c'est que l'histoire du mouvement trotskiste se confond avec une période tourmentée.

Les défauts qui sont les plus courants dans la pléiade des petits groupes trotskistes : dogmatisme de pensée, sectarisme et chauvinisme de groupe, recherche désespérée du raccourci, de recettes magiques pour sortir de l'isolement, ne doivent pas nous faire oublier combien fut héroïque le combat qu'ils menèrent dans les pires conditions qui furent jamais faites à des révolutionnaires. Ce combat, ils durent le mener contre l'adversaire de classe direct, ouvertement reconnu : c'est la tâche de tout révolutionnaire, difficile certes, mais il est le contenu même de l'action militante. Ils durent aussi affronter les ennemis de classe introduits dans les rangs ouvriers : réformistes de tout poil dont le rôle est de répandre chez les ouvriers les illusions pacifistes et réformistes. Mais, l'adversaire le plus féroce, ce fut le stalinisme, véritable « syphilis du mouvement ouvrier », se-

lon l'expression de Trotsky, dont le rôle fut d'autant plus néfaste qu'il prétendait incarner la révolution d'octobre, alors qu'il en était le fossoyeur. Avec le stalinisme, apparaissent aussi pour la première fois dans les rangs du mouvement ouvrier, des méthodes de gangstérisme policier. Calomnies, dénonciations aux autorités bourgeoises, attentats physiques, assassinats, les staliniens ne reculèrent devant rien. En France même, plusieurs militants furent lâchement assassinés. Blasco (Tresco) fut tué dans le maquis par les staliniens. Un militant de l'UCI fut « liquidé » de la même façon à la libération. Avant guerre, le propre fils de Trotsky, Léon Sédov mourut mystérieusement dans une clinique près de Paris, très probablement assassiné par le Guépéou. Ignace Reiss, attiré dans un guet-apens hors de France, subit le même sort. Rudolph Klément, jeune trotskiste allemand, tomba en 1938 sous les coups des sbires de Staline à la veille du Congrès de Fondation de la IV^e Internationale.

Le premier Mai 1970, les staliniens défilent dans les rues de Paris en criant : « *Les casseurs sont derrière* ». Ils désignent ainsi les militants gauchistes placés en queue de manifestation. Il s'agit ouvertement d'une provocation destinée à livrer les jeunes contestataires aux matraques des flics. On le voit, les saines traditions staliniennes se perpétuent.

Mais, aujourd'hui, il y a peut-être quelque chose de changé : Mai 1968 a semble-t-il ouvert une nouvelle page. Est-ce la fin de l'isolement ? de nouveaux débuts pour les trotskistes ?

Rien n'est moins certain. L'appareil stalinien tient encore fermement la barre du mouvement ouvrier. Mais il y a des indices de révolte. Les étudiants ont commencé. Les ouvriers, surtout les jeunes, vont-ils suivre ?

D'autres questions se posent. Les futures explosions ne relèveront-elles pas davantage de la révolution « sauvage » que de la révolution contrôlée par un parti marxiste-léniniste qui d'ailleurs n'existe pas ? Les trotskistes ont-ils appris quelque chose de Mai ? Ou bien restent-ils figés dans leurs vieux schémas ?

Parmi ces vérités éternelles, outre la défense de l'Etat « ouvrier » russe (position sur laquelle nous nous sommes déjà attardés), se trouve l'inévitable référence au « Que faire ? » de Lénine, qui inspire les efforts des uns et des autres pour « construire » ou « reconstruire » le parti révolutionnaire de type bolchevik, attendu comme le messie dont la classe ouvrière a besoin. Car l'objectif reste le Parti, le Parti-guide éclairé, mémoire et conscience du prolétariat, « incarnant » les intérêts « historiques » de celui-ci. Car, pour les trotskistes, il reste établi que la classe ouvrière, par elle-même, ne saurait atteindre qu'une conscience au maximum syndicaliste, « trade-unioniste » dans

ses luttes. Seuls, les intellectuels, armés de la Science socialiste, détenteurs du savoir marxiste, peuvent apporter, « de l'extérieur » au prolétariat, l'accès à la conscience révolutionnaire. Tel est le rôle qui revient au Parti, bâti autour des militants « professionnels ».

On reconnaît là, le rabâchage des conceptions, non pas de Marx, mais de celui qui fut le « maître à penser » de Lénine, avant de devenir le « renégat » : K. Kautsky ; conceptions reprises et « russifiées » par Lénine. Celui-ci reconnaissait pourtant, par la suite, qu'il avait exagérément « tordu le bâton dans un sens », dans la lutte contre ceux qui le tordaient en sens inverse ! Mais le « Que Faire ? » reste pourtant la bible organisationnelle des trotskistes

Ils aspirent à poser un jour, leur candidature à la succession des organisations social-démocrate et stalinienne, comme direction de la classe ouvrière. S'ils parviennent à gagner la « confiance » des ouvriers, ils se proposent de les « conduire » au socialisme.

Le problème de fond demeure celui-ci : l'émancipation des travailleurs sera-t-elle l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ou bien s'en remettront-ils à des spécialistes éclairés ? Jusqu'à présent, ceux-ci les ont menés à tout, sauf à l'émancipation.

De parti-guide, il n'en a pas été question en Mai 68... Est-ce une preuve de faiblesse, d'infantilisme petit-bourgeois, comme le disent certains trotskistes ? Ou bien le signe avant-coureur d'un nouveau visage des luttes à venir ?

La position la plus caricaturale fut sans doute celle du groupe « Programme communiste » pour qui Mai ne fut que péripétie et qui attend toujours que les masses ouvrières, acculées à la révolte par la crise de la société, viennent rejoindre le Parti. Mais les divers groupes trotskistes ont-ils vu en Mai autre chose qu'un événement annonciateur de nouvelles luttes, qui leur permettent de répandre plus facilement leurs idées ? Tous continuent de détenir la Vérité, même si ce n'est pas la même d'un groupe à l'autre.

Pourtant Mai 68 a eu deux visages : Le premier, un peu irréal est celui qui imitait les vieilles révolutions de naguère : les barricades, les drapeaux rouges et noirs, le langage ouvrieriste. Le second exprimait une remise en cause globale de l'aliénation capitaliste et bureaucratique contemporaine. Le premier était le mime du passé. Le second, le début d'une « tempête sous les crânes » (Claude Roy).

Les trotskistes sauront-ils s'inscrire dans les réalités révolutionnaires de demain ? On peut en douter. Quel que soit l'avenir, l'histoire retiendra que, pendant près de 40 ans, les trotskistes, malgré toutes leurs erreurs, ont sauvé l'honneur du communisme et réussi, au prix de quelle peine, à tisser un fil mince mais inestimable entre octobre 1917 et les luttes à venir.

Octobre 1970.

BIBLIOGRAPHIE

SUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT TROTSKISTE AVANT-GUERRE

— Trotski : « Le Mouvement Communiste en France » (textes choisis et présentés par Broué) - Editions de Minuit.

« Où va la France » ? réédité par les Publications de la IV^e Internationale (groupe Frank) - Ecrire à Rouge, B.P. 201, Paris-19^e.

« La Révolution permanente » publié dans la collection de poche, Idées en 1964.

« La Révolution trahie » que Frank avait republiée dans les années 1960 et dont l'édition n'est peut-être pas épuisée.

Des brochures : « l'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme » - « Encore et une fois sur la nature de l'U.R.S.S. » - « l'U.R.S.S. en guerre » - que le groupe L.O. réédite assez souvent.

— DEUTSCHER « Trotski » - Editions Julliard, notamment le tome 3 intitulé « Le prophète hors la loi ».

— Daniel GUERIN : « Le Front populaire, révolution manquée » publié en 1963 chez Julliard, réédité chez Maspéro.

— DOCUMENTS DIVERS (introuvables) se rapportant au conflit entre les groupes Naville et Molinier (1935 : « La crise de la section française de la Ligue Communiste Internationale » 1935-1936. « La crise des bolchéviks-léninistes ».

SUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT TROTSKISTE PENDANT LA GUERRE

— Brochure du P.C.I. en 1944 : « La lutte des trotskistes sous la terreur nazie ». On la trouvait encore il y a quelques années à la S.P.E.L. (Librairie du Groupe Lambert) ; peut-être aujourd'hui peut-on la trouver à la Librairie d'Information Ouvrière : 87, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris. On peut les consulter aux Archives Spartacus déposées à la librairie La Vieille Taupe, 1, rue des Fossés Saint-Jacques.

— Brochure du groupe U.C.I. - Novembre 1940 : « La lutte contre la deuxième guerre mondiale » rééditée plusieurs fois par le groupe. Ecrire au siège du journal La Lutte Ouvrière, M. Rodinson, Initiatives Socialistes, 54, rue Monsieur-le-Prince, Paris-6^e. L.O. aurait l'intention de republier une série d'articles parus dans la vieille « Lutte des classes » pendant la guerre.

— On trouvera également des Informations dans deux petits livres parus récemment. « Le Trotskisme » de J.J. Marie chez Flammarion et La IV^e Internationale de Frank chez Maspéro en 1969. Livres partisans, donc partiaux.

SUR LE MOUVEMENT TROTSKISTE DEPUIS LA GUERRE

— auprès de la Ligue Communiste : Rouge, B.P. 201, Paris-19^e. Numéros spéciaux de la Revue IV^e Internationale consacrés aux « Textes et Résolutions » des Congrès mondiaux du second au neuvième ; « La guerre qui vient » de Pablo publié en 1953 ; « La IV^e Internationale » de Frank déjà cité

— auprès de l'O.C.I. : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris : « Le Manifeste de l'O.C.I. » n^o spécial de La Vérité, avril-mai 1968 ; « Défense du Trotskisme » de S. Just, n^o spécial de La Vérité, septembre 1965.

— auprès du groupe L.O. : Certains numéros de la Revue Lutte des classes rephototypée par l'ex-U.C.I. de 1967 à 1968. Brochures diverses éditées par le groupe sur la révolution culturelle en Chine, les démocraties populaires, etc...

— auprès de « Lutte communiste » : M. Roc'hongar, 83, rue Victor-Hugo, 92-Courbevoie : « A toutes les masses exploitées du monde », avril 1963, véritable Manifeste posadiste.

— auprès de « Le Communisme » (groupe Mestre) : 42, rue René Boulanger, Paris-10^e : « Défense du Communisme ». C'est la charte du groupe.

— auprès du P.S.U. : « La Révolution qui vient » de Yvan Craipeau (Editions de Minuit 1957) ; « Les Cahiers d'Etudes socialistes » ; « L'évolution des classes sociales en France » n° 5/6 et 7/8 1961 avec notamment l'article de Filiâtre sur l'évolution des techniques industrielles et un article de Craipeau « A réalités nouvelles, orientations nouvelles » : « Vers le front socialiste » - l'Armée et l'Etat en France de Naville (cahier n° 12).

— Socialisme ou Barbarie dont les publications peuvent se trouver à la Librairie de la Vieille Taupe : 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris-5^e.

Les deux premiers numéros de la revue, essentiels pour la compréhension des idées de départ du groupe. Numéros 12 sur la Dynamique du capitalisme ; 17, 22, 23, sur le « Contenu du socialisme » - « Proletariat et Organisation » n° 27 et 28 « Le Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne » (n° 31, 32 et 33) - n° 35 contenant un long article : « Recommencer la révolution » et qui publie un texte précieux parce que introuvable jusqu'alors de Kollontai sur l'opposition ouvrière de 1921.

— « Pour un second manifeste communiste » publié par le Groupe Munits aux Editions « Le Terrain Vague ».

— auprès de « Programme Communiste » B.P. 375, Marseille-Colbert : « Dialogue avec Staline » n° 8 de la Revue, 1959. Egalement « Dialogue avec les morts ». « L'Economie soviétique de la Révolution d'octobre à nos jours » (brochures annoncées comme épuisées). Enfin, en marge du cinquantenaire d'octobre 1917 « Bilan d'une Révolution ».

SUR LA RUSSIE « SOVIETIQUE » dans les cahiers SPARTACUS :

Ida METT : La Commune de Cronstadt, Crépuscule sanglant des Soviets.

Ida METT : Le paysan russe dans la Révolution et la post-révolution.

A. ROSSI : Le rapport Krouchtchev ; Autopsie du stalinisme.

A. LEHNING : Anarchisme et Marxisme dans la Révolution russe.

Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe.

Victor SERGE : Le nouvel Impérialisme russe.

Denis HEALEY : Les socialistes derrière le rideau de fer.

GORTER : Réponse à Lénine (La maladie infantile du communisme).

S. SCHWARTZ : Lénine et les syndicats.

ZAREMBA : La commune de Varsovie, trahie par Staline.

DAN et MARTOV : La dictature du Proletariat.

VINATREL : L'U.R.S.S. Concentrationnaire.

D. ROUSSET : dénonce les camps soviétiques.

A PARAITRE - CAHIERS SPARTACUS :

LAZITCH et SOUVARINE : Le massacre du Comintern.

Boris SOUVARINE : Le stalinisme.

Jean BARROT : Notes pour une étude de la Révolution russe (réédition).